

La visite de M. Fahmi à Moscou

L'ÉGYPTÉ PARAIT DISPOSÉE
À AMÉLIORER SES RELATIONS
AVEC L'U.R.S.S.

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Argente, 1,20 F; Brest, 1,20 F; Caen, 1,20 F; Lille, 1,20 F; Lyon, 1,20 F; Marseille, 1,20 F; Montpellier, 1,20 F; Nantes, 1,20 F; Nice, 1,20 F; Orléans, 1,20 F; Paris, 1,20 F; Rennes, 1,20 F; Rouen, 1,20 F; Strasbourg, 1,20 F; Toulouse, 1,20 F; Valenciennes, 1,20 F; Versailles, 1,20 F; Yverdon, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 20
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 6707-27 Paris
N° de France 450602
Tél. : 246-72-23

La gauche n'envisage pas de voler au secours du projet du gouvernement sur l'élection du Parlement des Neuf

L'Assemblée nationale engagée mardi après-midi 14 juin la discussion du projet de loi portant élection au suffrage universel direct des membres de l'Assemblée des Communautés européennes.

La gauche n'envisage pas de voler au secours de ce texte qui provoque un nouveau accès de fièvre dans les rangs de la majorité. M. Jacques Chirac, député R.P.R. de la Sarthe, s'est déchargé du rapport sur le projet, qui a été aussitôt confié à M. Raymond Foll, député giscardien du Doubs.

Jeudi matin, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, au cours d'une conférence de presse : « Toute initiative qui freinerait la mise en application des engagements internationaux pris par les présidents de la V^e République, nuirait à l'évidence, à la position de la France dans le monde. Elle constituerait une rupture de la politique de notre pays. Elle compromettrait la construction de l'Europe, c'est-à-dire l'intérêt de la France. »

L'offensive lancée par le R.P.R. pour obtenir l'ajournement du projet de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée des Communautés européennes n'a pas retenu mercredi matin l'attention du conseil des ministres, mais dans la soirée M. Giscard d'Estaing s'est élevé de la manière la plus catégorique contre cette initiative au terme de son entretien télévisé avec les députés lyonnais : « On nous dit maintenant : il faut reporter la discussion. Le reporter jusqu'à quand et pour quel faire ? »

Percevant fort bien, et pour cause, que M. Chirac et ses amis opposent à son entreprise non point des objections d'opportunité mais des arguments de fond, le président de la République est resté ferme sur ses positions. « Le débat viendra bien entendu devant l'Assemblée nationale car il s'agit à la fois de la raison et de la réputation de la France. »

Sur ces entrefaites, éclate l'an dernier l'affaire de Vathaire, dont les développements donnent naissance à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le sort des déportés algériens. Les républicains dénoncent impitoyablement la responsabilité en rappelant qu'il était à l'Institut Malignon lorsqu'il était pris des décisions « européennes » de décembre 1974 et de juillet 1976.

(Lire la suite page 5.)

L'industrie française de l'aéronautique est invitée à renforcer sa coopération avec les firmes européennes

L'opposition est réservée sur la prise de participation de l'État au capital de la société privée Dassault

Après la décision du conseil des ministres, mercredi 8 juin, de prendre une participation d'un tiers au capital du groupe privé Dassault-Breguet (dernières éditions du « Monde » du 9 juin), les réactions tant des syndicats de l'aéronautique que des pilotes dirigeants de l'opposition de gauche demeurent réservées. M. Michel Rocard (P.S.) estime que l'État doit prendre le commandement complet de tout le secteur aéronautique, et M. René Piquet (P.C.F.) considère qu'une participation de l'État aura, en réalité, pour effet de consolider la situation financière d'un trust privé capitaliste.

Le fils du constructeur d'avions, M. Serge Dassault, a déclaré, de son côté, qu'il ne voyait pas bien l'intérêt d'une telle opération.

Dans son exposé au conseil des ministres, M. Raymond Barre a expliqué qu'il s'agissait

essentiellement, pour le gouvernement, de définir une nouvelle politique aéronautique visant à rationaliser les structures industrielles et les transports aériens en France.

L'accent mis sur la commercialisation de l'Airbus et sur la conception par la Société nationale industrielle aéronautique d'un nouvel avion de ligne qui compléterait le moyen-courrier actuel traduit, en fait, une inflation plus européenne de la construction française. La perspective d'une coopération franco-américaine, dans le domaine des cellules, s'éloigne donc, avec le refus du projet présenté par Dassault et Douglas.

D'autre part, le gouvernement français a invité Air France et Air Inter à rapprocher leurs activités. Un premier pas vers la fusion entre ces deux compagnies ?

par JACQUES ISNARD

M. Marcel Dassault a bien des héritiers, il n'a pas de successeur immédiat. La société aéronautique qu'il a bâtie lui, pour une large part, de l'argent public, et elle est devenue, dans le domaine de l'avion de combat, un monopole de fait au sein de l'industrie française. Ses relations avec le secteur nationalisé sont orageuses depuis quelques années : on ne compte plus les projets concurrents avancés par les uns et par les autres, au point que certains ont dénoncé ce qu'ils appellent une rivalité franco-française préjudiciable à la SNIAS et à Dassault.

Sur ces entrefaites, éclate l'an dernier l'affaire de Vathaire, dont les développements donnent naissance à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le sort des déportés algériens. Les républicains dénoncent impitoyablement la responsabilité en rappelant qu'il était à l'Institut Malignon lorsqu'il était pris des décisions « européennes » de décembre 1974 et de juillet 1976.

Sur ces entrefaites, éclate l'an dernier l'affaire de Vathaire, dont les développements donnent naissance à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le sort des déportés algériens. Les républicains dénoncent impitoyablement la responsabilité en rappelant qu'il était à l'Institut Malignon lorsqu'il était pris des décisions « européennes » de décembre 1974 et de juillet 1976.

(Lire la suite page 16.)

LES « NOUVEAUX PHILOSOPHES » ET LA POLITIQUE

Lire page 30 les articles de Maurice DUVERGER et Denis DUCLOS

(Lire la suite page 6.)

TIGRID, PLOUCHTCH ET LA RÉVOLUTION

L'amertume et l'espérance

Les victimes du « goulag » n'ont pas attendu l'exploitation préélectorale que fait de leur drame un nouvel anticommunisme français, à visage philosophique, pour se demander comment les révolutions marxistes se sont toutes changées en dictatures et si elles peuvent l'éviter.

Bien avant Soljenitsyne, le Yougoslave Gligo s'est posé la question, dès 1936, dans « Au pays du mensonge » : « déconcertant », réédité ces jours-ci par « 10/18 ».

Exilé de 1948, le Tchèque Tigrid a étudié dans « Amère Révolution » (Albin Michel) les tentatives de Djalil, Nagy, Khoust et autres dissidents de l'Est. Sa conclusion est sombre : pas de retour à l'humanisme marxiste et à la liberté sans destruction préalable de l'État socialiste.

Mémoires de Plouchitch, « Dans le carnaval de l'histoire » (Seuil) tend à vérifier qu'on ne réforme pas la révolution. Durant ses quatre années d'asile pour simple défilé d'opinion, l'élite soviétique, en particulier le personnel médical, s'est montrée d'une complicité active avec le pouvoir policier.

S'il a finalement gagné et s'il continue de croire, non sans mérite, à un « néo-marxisme » respectueux d'absolus moraux, c'est grâce à un entêtement procédurier, à un certain humour ukrainien, mais surtout au formidable espoir que portagent, contre toute logique, des millions d'hommes.

(Lire pages 21 et 24 les articles de B. Poirat-Delpech sur Plouchitch et de Pierre Dats sur Tigrid.)

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Le jubilé d'Elizabeth II à la reine

Jérusalem accuse Le Caire de violer certaines dispositions de l'accord intérimaire sur le Sinai

Egyptiens respectaient les principes de l'accord intérimaire et que s'ils violaient certaines de ses dispositions, il était du devoir d'Israël « de demander qu'il leur soit rendu la pareille ».

A Damas, M. Zouheir Mohsen, chef du mouvement palestinien Sakka, qui réafirme généralement les vues des autorités syriennes, s'est attaché, pareradi, à dissiper les craintes de l'Arabie saoudienne, le plus prochain avec Israël, et leur a recommandé de compléter leur préparation militaire. Dans un article publié par le revue Al Tawakoul, il a déclaré que les Arabes « ont les moyens de mettre à exécution les « partitions des solutions miraculeuses qu'on leur a proposées » et qu'ils ont placé toute leur confiance dans les Etats-Unis pour régler le conflit du Proche-Orient. Il a conclu en disant que la réduction de leurs forces militaires « Le déplore en particulier que le président Sadate ait « reconnu définitivement à la guerre et à la violence comme le seul moyen de résoudre l'insurrection de l'oppression des Etats-Unis ».

M. Mohsen évoque, d'autre part, l'hypothèse d'une « opération militaire israélienne contre les gisements pétroliers arabes dans le but de réduire à l'état de zéro la sympathie de l'opinion publique des pays consommateurs et de rabaisser les prétentions des producteurs ». Il invite les Etats arabes à se préparer à la guerre et se tenir prêts à « aller à toute éventualité ».

— (A.P.F., U.P.J.)

Damas n'aurait pas renoncé à une interprétation restrictive des accords du Caire

Beirut, — La visite à Beyrouth, le mercredi 6 juin, du ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, a remis à l'ordre du jour le flégit portant sur l'application des accords libano-palestiniens du Caire (1). Après une journée d'entretiens à la présidence de la République, M. Khaddam a déclaré : « Nous faisons tout notre possible pour mettre en œuvre les accords de Caire, conformément à l'interprétation du comité quadripartite (Syrie, Egypte, Arabie Saoudite, Koweït). » Or, il existe également une interprétation dite = libanaise = de ces accords émanant du président de la République, M. Sarkis. L'interprétation, très différente, régalait l'attention du Caire (qui limite d'une manière déterminée la présence des éléments armés palestiniens à l'intérieur des camps), ainsi compter une interprétation de l'O.L.P., qui assaie de maintenir l'entière autonomie de la résistance à l'intérieur des camps. ...

Leur décision à briser le « front du refus », elle entend obtenir l'assentiment des autres organisations, notamment du Fath, pour entrer dans les camps.

Damas multiplie les démarches à cet effet. Elle propose aux Palestiniens de s'engager à défendre les camps contre d'éventuels raids israéliens, en échange d'une reconnaissance officielle de leur armement pur et d'une limitation du nombre de ses éléments armés. Mais l'O.L.P. s'y refuse, et le « Arzat, dans lequel avait Damas, résiste aux pressions syriennes en appuyant sur l'Arabe Saoudite, le Koweït et l'Egypte.

La petite phrase de M. Khaddam signifie-t-elle que le régime annonce officiellement l'interdiction d'adhésion restrictive de la Convention du Caire ? L'ambiguïté nouvelle de la position syrienne sur cette question n'exclut-elle pas le soulèvement de Damas de pas entrer en conflit à ce sujet avec l'Arabe Saoudite. Mais

Trente-quatre membres du Rassemblement progressiste figurent parmi les inculpés du procès des émeutiers de janvier

Le Caire. — Trente-quatre membres du Rassemblement progressiste et unioniste, parti fondé en 1978 par M. Khaled Mohieddine, ont été *« officier libre »* de la révolution de 1952, et regroupent notamment des nationalistes, marxistes et des républicains assumés. Ils ont soutenu les cent sociaux-seize options politiques défilées devant le Cour de édités de l'Etat. Ces cent sociaux-seize personnes, dont, selon les derniers chiffres fournis tant par le pouvoir que par l'opposition, cent sept ont été libérés, ont été libérés de la liberté proclamer et trente-seize émeutes, avaient été arrêtées après les émeutes de janvier dernier. Elles sont accusées s'ô avoir participé à la création d'organisations communistes clandestines, s'ô avoir incité la population à se soulever contre le gouvernement.

FR.U.J. qui vont être jugés, outre des ouvriers, des fonctionnaires, des étudiants et deux femmes, on relève les noms de trois membres du secrétariat général de ce parti. M. Abdel Monem Abdel Sabour, syndicaliste, Hussein Abdel Razek, professeur de médecine, ouvrier, ce dernier étant accusé d'être, dit M. Farouk Sabel, du caricaturiste Zohdi et du journaliste Rouchdi Aboul Hassan Mohamed, tous deux appartenant à la rédaction de la revue Rose-E-Youssef.

Les noms incrimés sont membres du R.U.F. et ont été accusés, dit-on, d'être des étudiants affiliés selon l'acte d'accusation, au parti communiste ouvrier égyptien interdit. Figurent également dans ce groupe un avocat connu au Caire, M. Zaki Mourad, un professeur de droit, M. El Shorabi, Aïen, étudiants, M. El M. Mahmoud Aïen, universitaire égyptien exerçant en France.

Les autorités laissent entendre que plus de deux cents autres personnes incarcérées, puis libérées, après les troubles de janvier, ne seront pas poursuivies, de même que celles qui avaient été interpellées après la manifestation caillote du 1^{er} janvier 1975.

Parmi les militants du Rassemblement progressiste et unioniste

Environ cinq cents manifestants de janvier, arrêtés, en flagrant délit, sont jugés. d'autre part, par la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde du 3 juin 1977).

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

L'ADMINISTRATION CARTER
S'OPPOSERAIT A LA VENTE A
TEHERAN DE DEUX CENT CIN-
QUANTE CHASSEURS DU TYPE
F-18 L.

New-York (A.F.P.) — Selon le *New York Times* du 3 juin, l'administration Carter aurait décidé de s'opposer à la vente à l'Iran de deux cent cinquante chasseurs légers du type F-18 L. Le journal, qui cite des sources gouvernementales à Washington, estime que la décision a été prise en fonction de plusieurs considérations.

1) L'opposition de la nouvelle administration aux exportations d'armes, qui ne doivent être que strictement limitées aux pays liés par des traités d'alliance avec les Etats-Unis, tels que ceux de l'OTAN.

3) Le F-18 I, version au sol du nouveau chasseur équipant la marine américaine, aurait été mis spécialement au point pour l'Iran, contrairement à la politique de l'administration interdisant la production de systèmes d'armements perfectionnés aux seules fins d'exportation.

LA Théban, les spécialistes occidentaux cités par l'A.F.P. estiment que la décision de l'administration Carter peut — si elle se confirme — inciter l'Iran à chercher d'autres fournisseurs pour ses besoins en pétrole. Il faut du moins le dire, le fils du mois dernier, M. Andreev Zahedi, ambassadeur d'Iran à Washington, avait déjà admis cette menace si les Etats-Unis freinaient leurs exportations. Les spécialistes notent enfin que les Etats-Unis ne peuvent pas empêcher les Iraniens de continuer leurs constructions en Irak de huit centrales nucléaires estimées à 1 milliard de dollars pièce. Ce dernier constat, que Washington hésite à signer aussi longtemps que l'Iran ne se sera pas engagé à fournir de strictes garanties, traduit assez nettement vers une fin le projet de cessez-le-feu par décret, appelé d'Irak.

La situation en Afrique orientale pèsera sur les entretiens de M. Fahmi à Moscou

Moscou. — M. Ismail Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, a commencé ce jeudi 9 juin ses entretiens avec M. Gromyko. M. Fahmi, qui n'était pas venu à Moscou depuis avril 1975, mais qui avait rencontré M. Gromyko à Sofia en novembre 1976, est arrivé mercredi après-midi dans la capitale soviétique. A la surprise de ceux qui étaient présents à l'aéroport, MM. Fahmi et Gromyko sont tombés dans les bras l'un de l'autre au bas de la passerelle de l'avion du ministre

comme dernier en Bulgarie. Mais jusqu'à présent l'U.R.S.S. n'a pas donné satisfaction au Caïre.

On peut penser que Moscou exigera au minimum deux autres promesses : la paix du désert et la coopération économique hostile à l'U.R.S.S. non seulement dans la presse égyptienne, mais aussi dans de nombreux pays africains où l'Égypte a entrepris de dénoncer la « politique » soviétique.

Si l'arrivée au pouvoir de M. Begin en Israël peut favoriser dans une certaine mesure une normalisation des rapports entre Israël et l'U.R.S.S., il n'est pas exclu que les derniers événements survenus en Afrique, Sur le continent noir l'U.R.S.S. et l'Égypte se retrouvent en effet dans une situation de va-et-vient, qu'il s'agisse du Zaïre (où l'intervention égyptienne a été officiellement condamnée par la presse soviétique) ou de la corne d'Afrique (où l'Égypte a même mené pas son soutien au Somaliland) et dénonce régulièrement la pénétration soviétique en Libye et en Ethiopie. Ces derniers événements plaident sans doute en faveur des deux positions.

Il faut aussi noter que M. Fakhri avec M.M. Brejnev et Gromyko. De toute façon, une nouvelle rencontre entre les deux dirigeants soviétiques et égyptiens n'est déjà prévue pour cet été au Caïre.

JACQUES AMALRIC.

M. Callaghan dénonce «l'étroitesse de vues» des minorités blanches en Afrique australe

Londres. — Les participants à la onzième conférence du Commonwealth, qui se tiendra à Londres le mercredi 8 juin, ont entendu hier à 16 heures l'allocution d'ouverture de la présidence inaugurale les deux thèmes de la conférence : « L'unité et la coopération dans l'Afrique australe et le Sud (le Monde du Sud) » (le 8 juin). Les participants doivent se poursuivre pendant la conférence à la tradition, un dîner offert mercredi soir à Buckingham Palace par les chefs d'Etat ou de gouvernements.

Londres. Deux sièges sont restés vides parmi les trente-cinq qui avaient été préparés : ceux des Seychelles et de l'Ouganda. Le nouveau président installé à Victoria avait bien demandé au haut-commissaire des Seychelles à Londres, M. Rassool, de le représenter, mais ce dernier s'était refusé son concours aux investigateurs du coup d'Etat de dimanche dernier. Quant au président Idi Amin, il serait finalement, à sa propre surprise, radio ougandaise, arrivé à Londres, bien que nul ne l'y ait rencontré... — J. W.

Les trente-six pays membres

du Commonwealth sont les suivants :

EUROPE : Grande-Bretagne
Malte, Chypre.
AMÉRIQUES : Canada,
Jamaïque, Trinité-et-Tobago,
Guyane, Barbades, Bahamas,
Grenade.

AFRIQUE : Nigéria, Tanzanie,
Kenya, Ouganda, Ghana,
Malawi, Zambie, Sierra-Leone,
Lesotho, Ile Maurice, Botswana,
Seychelles, Swaziland,
Gambie.

ASIE : Inde, Bangladesh, Sri-Lanka, Malaisie, Singapour.
AUSTRALIE-OCEANIE : Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Fidji, Samoa-Occidentale, Tonga.

elle du Vietnam, n'en présentait pas moins certaines analogies avec elle.

A propos de la Rhodésie

La Chine nomme un ambassadeur à Moscou

Moscou. — L'U.R.S.S. vient de donner son agrément à la nomination d'un nouveau représentant de la République populaire de Chine à Moscou. Il s'agit de M. ang-Yo-ping qui était auparavant ambassadeur en Malaisie. La mission diplomatique chinoise était dirigée par un chargé d'affaires depuis plus d'un an. Le dernier ambassadeur avait quitté Moscou en mars 1976, après le congrès du parti communiste soviétique. Pékin avait alors demandé et obtenu l'agrément pour un nouveau diplomate, mais celui-ci n'avait pu exercer ses fonctions. On pense que Wang-Yo-ping s'installera à Moscou dans quelques semaines.

note affirmait, également que cette campagne « est incompatible avec les normes élémentaires universellement reconnues et que tous les États, d'autant plus ceux qui entretiennent des relations diplomatiques, doivent respecter ». L'ambassadeur d'Union soviétique en Chine est, depuis août 1970, M. Tolstikov.

Depuis le 1^{er} juin, d'autre part, une délégation du commerce extérieur chinois se trouve à Moscou, pour négocier l'accord commercial annuel que les deux pays signent régulièrement en dépit de leurs différends. La négociation pourrait se poursuivre pendant

M. René Lévesque, premier ministre québécois, a nommé, le 3 juin, M. Jean Deschamps au poste de délégué général du Québec à Paris, en remplacement de M. François Cloutier, démissionnaire depuis février dernier. M. Deschamps prendra officiellement ses fonctions dans le courant du mois de septembre.

Né à Montréal le 22 août 1922, M. Deschamps obtient en 1947 sa licence de sciences commerciales et s'engage dans la carrière universitaire. Il contribue à introduire à l'H.E.C. de Montréal, où il dirige depuis 1988 le département de gestion des affaires, les méthodes de la Harvard Business School. Parallèlement à son enseignement, il se consacre à lancer une grande somme de type *Reportage* sur le social de Montréal, qui amène aujourd'hui encore une réussite aussi bien financière que sociale et culturelle.

En août 1968, le gouvernement du Québec lui confie d'importantes tâches de réorganisation en matière de développement régional. Trois ans plus tard, M. Deschamps devient directeur général de la Société de développement économique sous l'autorité de la province, l'occupant des grands investissements du Québec et de ses primes de participation. En 1971, il est nommé directeur du conseil d'administration de cette société en fait son président. Le Québec le nomme directeur général à Bruxelles. Premier titulaire de ce poste, M. Deschamps s'efforce de développer la coopération entre la Belgique et le Québec. Ses efforts aboutissent à la création, en décembre 1972, d'un conseil-embryon belge-québécois.

● M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a réitéré jeudi 2 juin dans une lettre à M. Waldheim le désir de Moscou de mettre au point, en consultation avec les autres Etats, un traité sur non-recours à la force dans les relations internationales. — (A.F.P.)



ROLAND EVELINE
tailleur-chemiste

les ultra-légers
Dacron et coton
costume tropical
745 f

•

ensembles
sahariennes
pur coton
654 f

(Prix de Tailleur Français)
167 rue St-Honoré
Paris 1^{er} / 260.47.26

AFRIQUE

La France refuse de prendre parti dans le différend entre Alger, Rabat et Nouakchott déclare M. de Guiringaud, interrogé sur le sort des Français enlevés à Zouerate

Répondant, le mercredi 8 juin, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Max Lejeune, député (rattaché à la Sonazma, sur le sort de six Français enlevés le 1^{er} mai à Zouerate (Mauritanie) par le Front Polisario, M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a fourni quelques précisions sur les démarches entreprises par le gouvernement français et la position de Paris dans cette affaire.

« Dès le lendemain des événements de Zouerate, a déclaré M. de Guiringaud, le gouvernement est intervenu auprès du secrétaire général international de la Croix-Rouge pour leur demander de nous aider à recueillir des indications sur le sort de nos compatriotes, à nous assurer des conditions de leur détention et à obtenir leur libération. Des actions ont été engagées par ces deux instances avec lesquelles nous nous tenons en contact permanent. Nous avons fait la même intervention auprès du gouvernement algérien, qui accueille le Front Polisario sur son territoire et lui fournit une aide logistique. »

« J'ai reçu les familles de nos compatriotes, le 25 mai, pour les informer des actions en cours, et il va de soi qu'elles continueront d'être tenues informées. »

« A la suite de la conférence de presse, tenue le 20 mai, par un dirigeant du Polisario, j'ai renouvelé, avec une fermeté particulière, la demande faite aux autorités algériennes, sachant le chargé d'affaires d'Algérie, puis l'ambassadeur, enfin M. Boufelfel. Après deux fois, j'ai protesté contre le

fait que des civils français, non des combattants, mais des employés d'une compagnie nationale minière mauritanienne, aient pu être enlevés comme otages ainsi que contre l'assassinat de deux de nos compatriotes. J'ai rappelé que la prise d'otages était interdite par le droit international, notamment par la convention de Genève de 1947, signée par l'Algérie, et qui impose à tous les signataires de s'abstenir de toute action de ce genre. Je me suis élevé contre le qualificatif de « mercenaires » employé par le dirigeant Polisario à propos de Français pacifiques, concourant au développement de la Mauritanie. De tels propos inadmissibles menacent la poursuite de notre œuvre d'assistance et de coopération à laquelle nous nous sommes fondamentalement attachés. »

« Enfin, tout en insistant sur l'importance que nous attachons au maintien de bonnes relations avec l'Algérie, j'ai demandé à nouveau aux dirigeants de ce pays d'intervenir, non pas comme intermédiaires pour nous mettre en rapport avec le Polisario — car nous ne saurions nous prêter à une opération de caractère politique — mais pour user de leur influence sur le Polisario afin de l'amener à libérer les détenus. J'ai également rappelé à mes interlocuteurs algériens que nous refusons de prendre part dans le différend qui oppose l'Algérie, la Maroc et la Mauritanie au sujet de l'ancien Sahara espagnol. La France a voté les deux résolutions des Nations unies, qui préconisent l'autodétermination pour les populations de ce territoire, et sa position n'a pas changé depuis. »

Angola

LA « DICTATURE DU PEUPLE » SERA DÉSORMAIS « UN PEU PLUS DURE », annonce le président Neto.

Le président angolais, M. Neto, estime qu'aucun pays étranger, pas même le Zaïre ni l'Afrique du Sud, n'a joué un rôle dans le coup d'État manqué du 27 mai à Luanda. Dans une interview à l'hebdomadaire portugais Ophio, il précise que ces événements ont été limités à la capitale et n'ont impliqué qu'un très petit nombre de la population.

Selon le président angolais, les « fructificationnistes » du groupe Nito Alves sont des « gauchistes » partisans d'un affrontement immédiat entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, alors que pour le M.P.L.A., l'abolition de la classe ouvrière serait un désastre.

D'autre part, M. Neto a indiqué que son régime s'est quelque peu « durci ». Selon l'agence anglaise Angop, le président a déclaré : « Il y a une dictature en Angola, une dictature du M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), une dictature du peuple pour le peuple, mais pas une dictature d'une personne ou d'un groupe de personnes. Depuis le 27 mai, nous vivons une période exceptionnelle. Aussi la dictature sera un peu plus dure maintenant. » — (A.F.P., Reuter.)

le nouvel impérialisme allemand

UNE GRANDE ENQUÊTE AVEC UNE INTERVIEW DE JEAN-PAUL SARTRE



DANS CE MEME NUMERO :

- Faut-il supprimer les brevets ?
- Missile Cruise : portrait de l'arme absolue
- L'autre face de Singapour

ECONOMIA

Mensuel économique et politique international. En vente chez votre marchand de journaux 5 F. Abonnements : Groupe J.A. 3 rue Roquépine 75008 Paris

LE NUMERO DE JUIN EST PARU

Maroc

RÉPONDANT AUX ACCUSATIONS DE M^{re} BOUABID Le gouvernement affirme que le scrutin du 3 juin a été régulier

De notre correspondant

Rabat. — L'agence Maghreb Arabe Presse a publié, mercredi 8 juin, une mise au point, « de source autorisée », à la suite de la conférence de presse tenue lundi 6 juin par M^{re} Bouabid, ministre d'Etat sans portefeuille et premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). M^{re} Bouabid avait annoncé sa décision de quitter prochainement le gouvernement à cause des irrégularités du scrutin du 3 juin (le Monde du 5 juin).

L'agence affirme d'abord que

les propos tenus par M^{re} Bouabid et le texte du bureau politique dont il a donné lecture, contenaient des contre-vérités et des confusions volontaires. Elle rappelle ensuite que l'U.S.F.P. a pu tenir deux cent quatre-vingt-seize meetings et réunions dans l'ensemble du royaume à quatre candidats de l'U.S.F.P. ont été élus à Fes. Ces victoires ont été obtenues grâce à la présence de la police, de la gendarmerie, de la garde nationale et de la garde royale.

Retournant les accusations de M^{re} Bouabid, qui affirmait que les militants de l'U.S.F.P. avaient été partout pourchassés, agités, voire arrêtés, l'agence affirme que « la menace et la pression ont été plutôt utilisées par son parti qui a généralisé les démonstrations de force, allant jusqu'à utiliser dans sa campagne et partout où il était structuré des élites mineurs pour perturber l'ordre ».

La mise au point rappelle encore que l'élection des candidats a été proclamée par le président du tribunal compétent après vérification, et non par l'autorité administrative. Dans ces conditions, écrit l'agence, « les représentants des candidats U.S.F.P. eux-mêmes seront étonnés d'apprendre que leur bon sens fut estompé et que ce qu'ils avaient authentiquement pour des dirigeants les rejettent aujourd'hui par décision politique ».

Selon l'agence, les cartes électorales ont été retirées par les instances dans la proportion de 10 à 20 %, proportion jamais atteinte précédemment. Ce fait démontre « l'impossibilité matérielle » de manipulations sur les listes électorales. Selon M^{re} Bouabid, cela n'aurait pas été fait.

La conclusion qui s'impose est que « le but toujours » des accusations formulées par l'U.S.F.P. « est de jeter le discrédit sur des raisons pertinentes sur une expérience démocratique authentiquement nationale ».

Enfin, M. Bouabid a déclaré qu'il avait subi un échec électoral. L'agence rappelle que l'U.S.F.P. a obtenu à peu près le même nombre de voix qu'aux élections municipales. « Ce qui était donc une représentation démocratique », ajoute l'agence, « se demande-t-elle, la résultat d'une manipulation opposée à son parti ou l'inverse ? (région dont Agadir est la capitale). »

LOUIS GRAVIER.

Ouganda

La « prise en otages » des sujets britanniques par le maréchal Amin « n'effraie pas » M. Callaghan

Le gouvernement britannique a démenti, ce jeudi matin 9 juin, la présence à Londres du maréchal Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, annoncée par Radio-Kampala. Un porte-parole du Foreign Office a précisé que, selon les renseignements dont on dispose à Downing-Street, le maréchal « n'a jamais quitté Kampala ». D'autre part, M. Callaghan, premier ministre, a déclaré, mercredi soir, que l'intimidation faite aux résidents britanniques de quitter l'Ouganda ne l'« effraie pas ». « Je ne prends pas très au sérieux les nouvelles venant de Kampala, a-t-il dit aux journalistes, et j'aimerais que vous fassiez de même. »

A Kampala, la radio officielle a néanmoins fait état, ce jeudi matin, d'une nouvelle exigence du maréchal Amin : celui-ci demandait que des ressortissants britanniques le portent sur leurs épaules pendant plusieurs kilomètres, sinon, prévient-il, il prendra des « sérieuses mesures » contre eux.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — A quel jeu se livre le maréchal Amin Dada ? Mardi 7 juin, alors que se faisait le jubilé de la reine d'Angleterre, Radio-Kampala avait créé un certain émoi en annonçant que le président ougandais avait quitté son pays à bord d'un avion privé par un « pays ami », afin de gagner l'Europe et, si possible, de se glisser en Grande-Bretagne. Mercredi, deuxième suspension, alors que l'on ignorait toujours où se trouvait le maréchal, sa radio annonçait qu'il avait été donné aux forces de sécurité d'empêcher les quelque deux cent quarante résidents britanniques de quitter le territoire ougandais, et que leur sort serait décidé « au retour du président de la conférence du Commonwealth ». (Voir nos dernières éditions du 8 juin.)

Ce jeudi matin, Radio-Kampala, citant des « sources dignes de foi », affirmait que le président était arrivé à Londres. Quelle sera la quatrième « surprise » de ce scénario visiblement établi de longue main ?

Le maréchal a-t-il quitté l'Ouganda ? On en doute à Nairobi, et l'un des quotidiens de la capitale kenyane, le Daily Nation, cite jeudi des sources militaires ougandaises affirmant que le président ougandais est demeuré discrètement chez lui. Pour le décourager de se rendre à Londres, l'extrême droite d'amis africains a sûrement dû avoir autant de poids que le refus du gouvernement britannique de le recevoir.

Alors, le maréchal riposte comme il le peut. Et mercredi déjà, furieux d'une remarque du président des Etats-Unis, il avait menacé de prendre en otages les résidents américains dans son pays avant d'opérer, toujours sous la pression de « pays amis », une belle recrudescence. Il en fait autant cette fois avec les sujets britanniques, en majorité des missionnaires.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

« Une commission de la conférence internationale du travail, réunie à Genève s'est déclarée préoccupée » par la façon dont l'Ouganda applique la convention internationale sur le travail forcé. Cette commission a indiqué avoir reçu de ses experts des informations selon lesquelles le travail forcé peut être imposé en Ouganda, en violation de la convention, aux personnes qui sont membres de partis politiques interdits, qui ont quitté leur emploi, ou qui ont fait grève dans « des secteurs d'activités nécessaires au bien-être de la population ». — (A.F.P.)

Botswana

DES ETUDIANTS DE CINQ PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE se sont réunis mardi à Gaborone (Botswana), pour lancer un nouveau mouvement étudiant qui pourrait s'étendre ensuite à d'autres pays. Aux étudiants de Tansanie, de Zambie, du Lesotho, du Botswana et du Swaziland, qui participent à cette réunion, pourraient se joindre des représentants du Mozambique, d'Angola, du Malawi et de l'Afrique du Sud. Les responsables de la réunion ont indiqué que les étudiants sud-africains n'avaient pas été invités, car leur participation aurait pu les exposer à une répression dans leur pays. — (A.F.P.)

Océan Indien

Seychelles

Le nouveau président affirme que son régime « ne sera certainement pas marxiste »

Porté au pouvoir, le dimanche 5 juin, à la faveur d'un coup d'Etat, M. France Albert René, nouveau président des Seychelles, a relevé, mercredi 8 juin, de ses fonctions M. Georges Rasool, haut commissaire des Seychelles à Londres, qui refusait de représenter le nouveau régime de Victoria à la conférence du Commonwealth.

Au cours d'une conférence, tenue mercredi à Victoria, M. René a présenté son cabinet en ces termes : « Celui-ci ne

sera certainement pas marxiste. Ce sera un gouvernement basé sur un système socialiste que nous pouvons adapter aux Seychelles ». Il a ajouté qu'il mettrait l'accent sur les problèmes de l'habitat et parce que certaines familles vivent à quatorze par maison, et qu'il développerait l'agriculture et le tourisme.

M. René a encore ajouté : « Nous tenons de Londres des informations selon lesquelles M. Manoham pourrait recruter des mercenaires. Cela crée une situation nouvelle. Pour cette raison, nous procédons à l'entraînement d'un grand nombre de jeunes gens. » M. René a précisé qu'il considérait les contre-coup d'Etat il le ferait « si nécessaire, après une aide extérieure ». Plus précisément, a-t-il dit, il s'agit de nos amis, les gens avec qui nous avons de bonnes relations : la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et les pays africains, qu'on ne peut pas abandonner.

De source diplomatique à Victoria, on assurait d'ailleurs mercredi soir disposer d'informations sur l'arrivée imminente de soldats tanzaniens, qui seraient chargés de mettre sur pied une force seychelloise en mesure de repousser tout contre-coup d'Etat.

De son côté, à Londres, l'ancien président James Manoham a mis au défi, mercredi, son successeur d'organiser des élections des élections générales sous l'égide des Nations unies. D'autre part, il a réaffirmé que l'Union soviétique avait été, selon lui, l'instigatrice de son renversement. — (A.F.P., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

SIX HOMMES ET DEUX FEMMES appartenant aux Forces populaires de libération, ont été tués à San Miguel, à 160 kilomètres au sud-est de San-Salvador, selon un communiqué gouvernemental publié mercredi 8 juin.

Mozambique

LE MOZAMBIQUE a établi des relations diplomatiques

avec l'Espagne et la Pologne, a-t-on annoncé officiellement dimanche 29 mai à Maputo.

Rhodésie

LE GOUVERNEMENT RHODÉSIE a démenti, mercredi 8 juin, avoir l'intention d'utiliser l'« arme de l'électricité » contre la Zambie, comme pouvait le laisser croire un communiqué publié mardi à Salisbury. (Le Monde du 9 juin.) — (A.F.P.)

GAGNEZ 100 F. SUR LES VELOS DES VERTS ET ALLEZ AU VERT.

Profitez-en. Jusqu'au 30 juin 1977 les vélos des Verts coûtent 100 F de moins dans votre magasin Manufrance. Vous paierez donc 600 F le sport 10 vitesses au lieu de 700 F ; le route dame vous coûtera 530 F au lieu de 630 F et le sport junior 3 vitesses 485 F au lieu de 585 F.

Une bonne raison de passer chez Manufrance avant d'aller au vert.

HIRONDELLES DE MANUFRAANCE : LES VELOS DES VERTS.

Orgeval : Centre "Art de Vivre".
Route de Montreuil, RN 13, Autoroute de l'Ouest sortie Poissy.
Paris Rive Droite : 15 et 42, rue du Louvre.
Paris Rive Gauche : 30, avenue d'Italie
Centre Commercial Colonne.

هناك اولاد

AFRIQUE

Le Zaïre miraculé

IV. — UNE ÉCONOMIE A GENOUX

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

SI est parvenu, après sa victoire au Shaba, à restaurer son autorité, le président Mobutu est loin d'avoir réglé les considérables problèmes que se pose le Zaïre. La suite du « guide » ne s'agit pas de remplacer des institutions défectueuses, et l'échec du parti unique à mobiliser la population est patent. D'autre part, la vie quotidienne des Zaïrois se ressent de l'extension de la corruption et des difficultés d'approvisionnement dues à la spéculation et à la grave insuffisance des communications (« le Monde » des 7-8 et 9 juin).

Deux malheurs aggravent la crise. Le président Mobutu a déclaré, en novembre 1976, à la « radicalisation » des petits commerçants et entrepreneurs agricoles appartenant à des étrangers, puis, en novembre 1976, à la « radicalisation » (nationalisation) de cent vingt sociétés étrangères. L'expérience sera un fiasco dont les autorités tirent la leçon en décembre 1976 et septembre 1976 en décidant la « rétrocession » de 40, puis 60 % du capital des entreprises « radicalisées ».

Deux malheurs aggravent la crise. Le président Mobutu a déclaré, en novembre 1976, à la « radicalisation » des petits commerçants et entrepreneurs agricoles appartenant à des étrangers, puis, en novembre 1976, à la « radicalisation » (nationalisation) de cent vingt sociétés étrangères. L'expérience sera un fiasco dont les autorités tirent la leçon en décembre 1976 et septembre 1976 en décidant la « rétrocession » de 40, puis 60 % du capital des entreprises « radicalisées ».

Deux malheurs aggravent la crise. Le président Mobutu a déclaré, en novembre 1976, à la « radicalisation » des petits commerçants et entrepreneurs agricoles appartenant à des étrangers, puis, en novembre 1976, à la « radicalisation » (nationalisation) de cent vingt sociétés étrangères. L'expérience sera un fiasco dont les autorités tirent la leçon en décembre 1976 et septembre 1976 en décidant la « rétrocession » de 40, puis 60 % du capital des entreprises « radicalisées ».

Deux malheurs aggravent la crise. Le président Mobutu a déclaré, en novembre 1976, à la « radicalisation » des petits commerçants et entrepreneurs agricoles appartenant à des étrangers, puis, en novembre 1976, à la « radicalisation » (nationalisation) de cent vingt sociétés étrangères. L'expérience sera un fiasco dont les autorités tirent la leçon en décembre 1976 et septembre 1976 en décidant la « rétrocession » de 40, puis 60 % du capital des entreprises « radicalisées ».

Deux malheurs aggravent la crise. Le président Mobutu a déclaré, en novembre 1976, à la « radicalisation » des petits commerçants et entrepreneurs agricoles appartenant à des étrangers, puis, en novembre 1976, à la « radicalisation » (nationalisation) de cent vingt sociétés étrangères. L'expérience sera un fiasco dont les autorités tirent la leçon en décembre 1976 et septembre 1976 en décidant la « rétrocession » de 40, puis 60 % du capital des entreprises « radicalisées ».

Madagascar. — Un chemin mal empiétre grimpait interminablement dans un univers de goudron et de tôles ondulées, entre une double haie de petits vendeurs d'arachides et de canne à sucre. Une vieille femme tûbeuse son poids de sa hotte, remplie de charbon de bois. Au détour d'un ravin, un gamin s'arrête un instant et sourit tristement. Il porte, dans une cuvette posée sur sa tête l'eau potable qui sert à préparer les palettes de maïs. Des enfants au visage émacié bondissent, en posant devant eux le long volant de leur « motokari » (moto miniature), les fesses des pauvres qu'ils ont confectionnés avec du fil de fer et des capsules de bouteille de bière. Cent vingt mille hommes et femmes, agrippés à leurs colliers boueux, survivent ainsi à Kaduha, bidonville sans joie, lysée de misère qui n'en finit pas d'entourer sur les hauteurs de Bukavu. Quand se lève le jour du soir, la ruine de Kaduha, comme une plaie saignante, vient mourir sur la ville d'en bas, près des rives du lac, là où un riche colon belge assurait naguère son rêve mégalomane en construisant, parmi les massifs de bougainvilliers, une république du Petit Triangle que lui avait aujourd'hui un quelconque Italien.

La cure d'astérisité. — En 1976, le Zaïre s'est mis à l'heure de l'astérisité. La dévaluation monétaire de 42 % inspirée par le F.M.I. (le Zaïre est désormais aligné sur les droits de tirage spéciaux, et non plus sur le dollar), la politique de crédit moins laxiste, la négociation de la dette extérieure, création d'un office de gestion de la dette publique (O.C.D.E.P.). Pourrait, l'inflation dépasse 80 %. Aussi le gouvernement rend-il public, le 7 avril dernier, un « programme de stabilisation » encore plus rigoureux, supposant de l'avis du commissaire d'Etat (ministre) aux finances, une « rupture brutale avec les habitudes du passé » : nouvelle restriction des importations, compression des dépenses publiques, gel des salaires des fonctionnaires en 1977.

Ramener la hausse des prix à 30 %. — Juguler l'inflation demeure l'objectif prioritaire du gouvernement. Celui-ci prévoit de ramener, en 1977, la hausse des prix à 30 %. En dépit du blocage des revenus qui a réduit considérablement la consommation intérieure, peu d'experts imaginent que cet engagement puisse être respecté. En toute hypothèse, les autorités devront mettre l'accent sur la relance de la production, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des transports, tout en réduisant le déficit budgétaire.

Autre préoccupation : l'endettement. La double renégociation de la dette publique saïroise a permis à Kinshasa d'amorcer le règlement des arriérés impayés. En vertu de l'accord-cadre conclu en juin 1976 avec les onze pays occidentaux membres du Club de Paris, le Zaïre s'est engagé à rembourser, après un délai de grâce de trois ans, les échéances des contrats commerciaux conclus avant 1976 conformément à notre part, aux accords de Londres (novembre 1976), qui concernent les dettes anciennes contractées auprès des banques étrangères, le Zaïre a promis de régler immédiatement les arriérés accumulés en 1975 et 1976 au titre des intérêts. Il a versé un premier acompte en décembre 1976 (40 millions de dollars). Il pourra, en contrepartie, négocier un crédit « standby » auprès du Fonds monétaire international et se voir octroyer par le comité du crédit un crédit à moyen terme de 250 millions de dollars destiné à relancer la production. Le gouvernement saïrois attend avec impatience ce ballon d'oxygène.

Le blé mangé en herbe. — Il est vrai que le Zaïre ne pouvait prévoir la dévalorisation du dollar, la crise pétrolière, la récession mondiale, la fermeture du chemin de fer angolais. Il est vrai aussi qu'il reste — dix-sept ans après l'indépendance — un pays pauvre, handicapé par le manque de cadres qualifiés, conséquences inévitables de la politique scolaire délibérément restrictive menée pendant des décennies par Bruxelles, conformément à l'adage célèbre : « Pas d'école, pas d'ennemi ». L'erreur de la « radicalisation » doit être mise au compte d'un nationalisme économique aux visées respectables. « Mobutu, dans ce domaine, n'avait pas les moyens de sa politique », relève un observateur. Sa faute majeure aura été de braver les intérêts étrangers au moment précis où il avait le grand besoin d'être aidé.

Des ressources énormes. — L'exploitation des richesses minières reste, dans l'immédiat, le meilleur espoir économique du Zaïre, système producteur mondial de cuivre et premier producteur de cobalt (15 000 tonnes par an). Au pied du grand terril de Lubumbashi, les dirigeants de la Gécamines (Général des carrières et des mines), société d'Etat héritière de l'Union minière du Haut-Katanga, font preuve d'un optimisme nuancé. En effet, après un tassement de la production (497 000 tonnes en 1976, 497 000 tonnes en 1975), ils notent dans le tiers-monde — de la capitale envers le monde rural, l'horizon s'est éclairci. Le cours du métal rouge s'est légèrement redressé (83 francs belges contre 87 en 1974) tandis que la Gécamines semble avoir assez bien supporté la fermeture du chemin de fer de Benguela. La production minière — pour plus de la moitié — emprunte désormais la voie nationale jusqu'à Matadi. Inconvénient majeur : le délai d'acheminement et d'embarquement des lingots dépasse un mois et demi.

Botswana. — Les étudiants de l'université de Botswana, à Gaborone, ont manifesté leur mécontentement contre le régime du prince Sir Seretse Khama. Ils ont exigé la démission du prince et la tenue d'élections libres. Le prince a refusé et a déclaré qu'il ne quitterait pas le pays.

Le choc de 1974. — Les racines du mal sont connues. Pendant le second semestre de 1974, le cours du cuivre, qui depuis plusieurs années donnait des signes d'affaiblissement, s'effondre. Il passe brutalement de 116 francs belges le kilo en avril à 47 francs en décembre. Or, jusque-là, le métal rouge représentait — avec le cobalt — selon les années, entre 60 et 70 % des recettes du pays en devises et contribuait pour plus de 30 % à la formation du produit national brut. Sous le choc, l'économie chancelle. D'autant qu'elle souffre déjà de la hausse des produits pétroliers qui, depuis un an, alimente l'inflation mondiale et annonce la récession des économies occidentales. En conséquence de cette grave détérioration des termes de l'échange, la balance des paiements du Zaïre, en 1975, un déficit sans précédent (337 millions de dollars).

La crise d'autres raisons plus lointaines et plus profondes. — Le taux de croissance du produit intérieur brut très vigoureux à la fin des années 60 (il frôle 10 % en 1970) commençait à s'effriter, en raison notamment d'une baisse sensible et continue de la production agricole. Dans le même temps, pour satisfaire une demande intérieure accrue, le volume des importations a continué d'augmenter rapidement. Or, des

Après avoir, en 1965, hérité d'un pays essaimé, au bord de l'écroulement, le régime mobutiste est parvenu, en restaurant la stabilité politique, à faire naître, dans cet immense conglomérat d'éthnies, de religions et de cultures, un fragile sentiment national. Pourtant, il n'a pas seulement à redouter les « agressions extérieures » : il lui faut surtout se soucier des aspirations de tous les citoyens, s'il veut éviter que le réveil des forces centrifuges ne menace un jour l'existence même du Zaïre en tant que nation.

Après avoir, en 1965, hérité d'un pays essaimé, au bord de l'écroulement, le régime mobutiste est parvenu, en restaurant la stabilité politique, à faire naître, dans cet immense conglomérat d'éthnies, de religions et de cultures, un fragile sentiment national. Pourtant, il n'a pas seulement à redouter les « agressions extérieures » : il lui faut surtout se soucier des aspirations de tous les citoyens, s'il veut éviter que le réveil des forces centrifuges ne menace un jour l'existence même du Zaïre en tant que nation.

Après avoir, en 1965, hérité d'un pays essaimé, au bord de l'écroulement, le régime mobutiste est parvenu, en restaurant la stabilité politique, à faire naître, dans cet immense conglomérat d'éthnies, de religions et de cultures, un fragile sentiment national. Pourtant, il n'a pas seulement à redouter les « agressions extérieures » : il lui faut surtout se soucier des aspirations de tous les citoyens, s'il veut éviter que le réveil des forces centrifuges ne menace un jour l'existence même du Zaïre en tant que nation.

Ouganda
« prise en otages » des sujets britanniques
Le maréchal Amin « n'effraie pas » M. Callaghan

Le gouvernement britannique a démenti, ce jour-là, la présence à Londres du maréchal Amin Dada, chef d'Etat ougandais, annoncé par Radio-Kampala. Un porte-parole britannique a précisé que, selon les renseignements recueillis à Downing Street, le maréchal « n'a jamais quitté son poste ». M. Callaghan, premier ministre britannique, qui s'attendait à une intervention faite aux médias au sujet des nouvelles venant de Kampala, a déclaré que, si le maréchal Amin venait à Londres, il n'aurait aucune raison de s'entretenir avec lui.

De notre correspondant en Afrique orientale
M. Amin Dada, le maréchal ougandais, a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique. Le maréchal a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique. Le maréchal a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique.

Le maréchal Amin Dada
Le maréchal Amin Dada, chef d'Etat ougandais, a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique. Le maréchal a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique. Le maréchal a été vu à Londres, ce jour-là, par un journaliste britannique.

Botswana
Les étudiants de l'université de Botswana, à Gaborone, ont manifesté leur mécontentement contre le régime du prince Sir Seretse Khama. Ils ont exigé la démission du prince et la tenue d'élections libres. Le prince a refusé et a déclaré qu'il ne quitterait pas le pays.

GAGNEZ 100 F. SUR LES VELOS DES VERTS ET ALLEZ AU VERT.

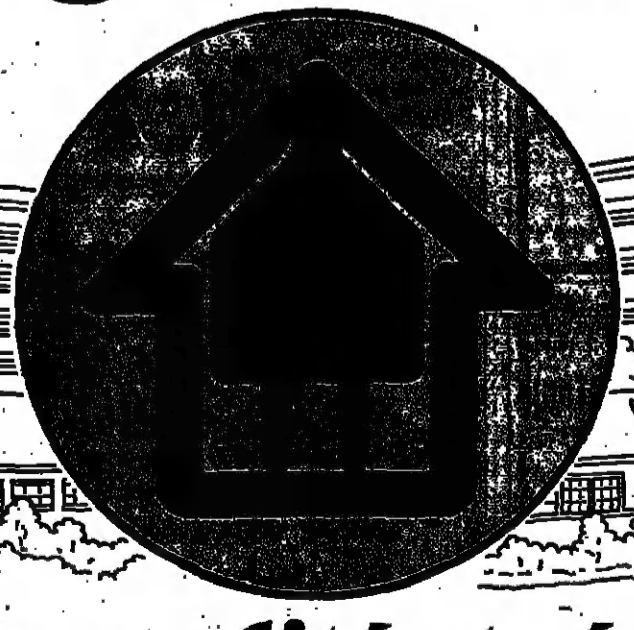
Profitez de la campagne de promotion des Vélos Verts. Vous pouvez gagner 100 F. sur les vélos des VERTS et aller au VERT.

MINI-VELOS DE MANUFACTURE : LES VELOS DES VERTS.

Chaque Vélo Vert est équipé d'un moteur de 100 F. et d'un système de transmission à 100 F. Vous pouvez gagner 100 F. sur les vélos des VERTS et aller au VERT.

Une bonne raison de passer à la vitesse supérieure.

Pour votre logement neuf exigez ce label.*



Il signifie qualité et sécurité de votre installation électrique.

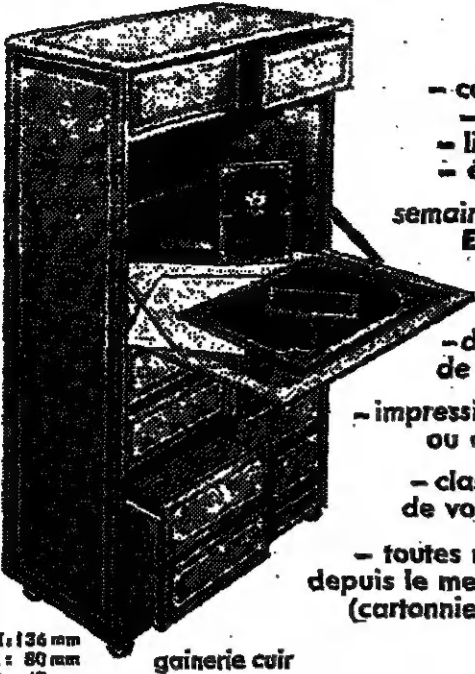
(*) Label décerné par PROMOTELEC : association sans but lucratif groupant les constructeurs de matériels électriques, les installateurs et E.D.E.

Pour en savoir plus sur ce label, renvoyer ce bon à : PROMOTELEC, 52 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____

CHALMETTE Cadeaux : la garniture de bureau



- cartonnier
- tiroirs
- livre d'or
- écrioire
semainier-agenda
ELRIGE

- dessus cuir
de votre table
- impression de textes
ou d'initiales
- classement
de vos dossiers
- toutes réalisations
depuis le meuble à 4 cases
(cartonniers ou tiroirs)

H. 136 mm
L. 80 mm
P. 49 mm

gainerie cuir

le meuble de rangement aussi à votre convenance
(téléphone, disques, Hi-Fi, T-V, dossiers suspendus)

CHALMETTE

PARIS
17, Bd Malesherbes, 75008 55, Bd Raspail, 75006
Tél. 255-10-69 Tél. 548-45-23

BRUXELLES
247, Galerie Porte Louise
Tél. (02) 11-44-23

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

A vendre A 30 KM PARIS

2 Bles MAISONNÉS bourgeois
1) A NOISY-SUR-OISE : 7 P.
Jard. 2.000 m². Van par. 50.000 F
2) A FOSSÉ (VILLAGE) : 10 P.
Jard. 2.700 m². 600.000 F - Pr. tout
rue. 500 F. M. JULIEN-ST-AMAND,
not., 93270 Luzarches (93-43-13).

UN APPARTEMENT

Deux pièces, cuis., entr., droit au
w.c. commun, 50 m² étage, escal. 2,
porte face gauche, dans immeuble
s/s à PARIS (18^e)
66-68, RUE DOUDEAUVILLE
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
S'adresser à M. Jacques SCHMIDT,
avocat à Paris (17, rue Parady,
Tél. : 524-14-13).

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, le lundi 27 juin 1977, à 14 h.
EN CINQ LOTS

- 1) IMMEUBLE de RAPPORT à PARIS (12^e)
1, RUE LACUÉE et BD DE LA BASTILLE
MISE A PRIX : 1.000.000 F
- 2) LOCAL à USAGE COMMERCIAL, rez-de-ch. gauche
Mise à prix : 60.000 F
- 3) LOCAL à USAGE COMMERCIAL, REZ-DE-CH. DROITE
LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUPAT. - Mise à prix : 120.000 F
- 4) LOGEMENT au 1^{er} étage
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
- 5) LOGEMENT au 4^e étage
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

16, RUE LACUÉE, PARIS (12^e)
S'adresser à M. DESAUBIOL, avocat, 62, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris (10^e), tél. 262-88-55 ; M. RICHOU, notaire à Paris,
24, boulevard Beaumarchais, tél. 272-91-85 ; au greffe des Créances du
Tribunal de Grande Instance de Paris ; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, le lundi 20 juin 1977, à 14 h.
EN 12 LOTS AVEC FACULTE DE REUNION

- 2 BOUTIQUES - 10 APPARTEMENT - 1 PIECE - 2 CAVES
Bâtiments dans un immeuble
- SIS à PARIS (7^e) - 10, rue Valadon
MISE A PRIX TOTALE : 630.000 F

S'adresser à M. HENRIEUX-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe à
Paris, et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris.

S.C.P. J.-P. LALOUM, J. BOURGOING, huissiers de justice associés,
17, bd Beaumarchais, PARIS, tél. 262-88-55 - VENTE aux enchères publiques
le samedi 10 juin 1977, à 11 h. à CHATEAU-RENAULT, BERNIERE-FLOTEX
(Anciennes Tanneries Françaises), en vertu d'une décision du Tribunal
de Commerce de Paris, en un seul lot d'une

INSTALLATION de MATÉRIEL D'IMPRESSION PLASTIQUE
(chaînes d'induction et préparation)
MISE A PRIX : 400.000 F (Paiement comptant -
Frais en sus)
Pour renseignements et visites, s'adresser à l'ESPE.

Vente sur licitation le mercredi 22 juin 1977, à 11 heures,
au Tribunal de Grande Instance à QUIMPER
IMMEUBLE « HOTEL DE L'ÉPÉE »
LIBRE DE BAIL
RUE DU PARC, A QUIMPER
Mise à prix : 3.500.000 francs
Consignation pour enchères : 800.000 francs (chèque visé).
Pour tous renseignements, s'adresser à M. GAUCHER, avocat, tél. 55-55-75,
M^e LE CLÉACH, avocat, tél. 55-51-03 ; M^e LE GALL, avocat, tél. 55-06-43.

ADJUDICATION - CHAMBRE DES NOTAIRES
Place du Châtelet
le 21 juin 1977, à 10 h. 30
HOTEL PARTICULIER - Style anglais. NEUILLY (92)
4, villa du Mont, comp. : sous-sol, rez-de-ch., 3 étages, jardin devant
Contenance : 1 a. 29 ca. - Très bon état d'entretien général.
SANS MISE A PRIX
Consignation : 120.000 FRANCS
Vis. 555-07-64, M. ROSSMAN
M^e J. et P. CHAUVIN, not. s.m. A
Suresnes (92), 81, r. Verdun, 92-12-43

POLITIQUE

LE PROJET D'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

M. Giscard d'Estaing : reporter la discussion ? Jusqu'à quand et pour quoi faire ?

Aux termes de l'union télé-
visée de mercredi soir 8 juin,
M. Jean-Pierre Elkabbach a évo-
qué l'attitude prise par le R.P.R.
dans l'affaire de l'Assemblée
européenne et a posé la ques-
tion suivante au président de la
République : « Pouvez-vous re-
venir à ce qui semblait être
une ambition européenne de
votre part ? »

M. Giscard d'Estaing a ré-
pondu : « Je ne puis certainement pas
y renoncer. Je vous rappelle l'his-
toire de cette affaire. La dé-
cision de procéder à l'élection au
suffrage universel de l'Assemblée
parlementaire européenne a été
prise en décembre 1974, ici même,
avec les chefs de gouvernement
des neuf pays de la Communauté.
Nous avons pris cette décision
du 14 au 16 décembre 1974 et, ce,
publiquement. S'il y avait des
objections de principe à cette
initiative, il fallait les formuler
à ce moment-là, car la décision
a été prise dans tous ses détails.
Nous avons indiqué que ce serait
une élection au suffrage universel
et qu'elle devrait être prévue pour
le printemps 1978.
Trois ans après, est-ce que la
France peut paraître découvrir
une décision qu'elle a prise en
décembre 1974 ? D'autant, je le
répète, qu'elle a été prise publi-
quement, bien entendu, et avec
toutes les instances appropriées.

Ensuite, nous avons mis au point
le texte, ce qui a été assez long.
Il a été adopté en juillet dernier
et soumis à l'approbation du gou-
vernement de l'époque.
À l'automne dernier, on s'est
posé la question de savoir quand
il fallait procéder à la ratifica-
tion. Je ne sais si vous vous en
souvenez, mais certains indi-
quaient qu'il ne fallait pas le
faire à l'automne et qu'il valait
mieux que ce soit à la session
de printemps. Ce n'est pas moi
qui le proposai. Effectivement,
la session d'automne était char-
gée — il y avait alors les redres-
sement économique, les problèmes
budgétaires — et tout le monde
a considéré que cela viendrait à
la session de printemps.
Il y avait un problème consti-
tutionnel. J'ai préféré prendre
l'initiative de le poser. J'ai donc
posé au Conseil constitutionnel
la question de savoir si c'était
compatible avec notre Consti-
tution. Il m'a répondu positie-
vement, nous nous en souvenons à la
fin de l'année dernière. Le pro-
blème constitutionnel étant réglé,
il était alors entendu que le Parle-
ment en débaterait au cours de
la session de printemps.

« Il s'agit de la raison et de la
réputation de la France »

« Au début de cette session,
personne n'a mis en doute l'idée
que le Parlement aurait à débat-

tre de cet important sujet. Mais
il y avait, dans certains grou-
pes de la majorité, la crainte que
l'élection de l'Assemblée parle-
mentaire au suffrage universel
ne s'accompagne d'un transfert
de notre souveraineté nationale,
telle qu'elle est décrite dans les
traités internationaux et notam-
ment le traité de Rome. C'est
pourquoi, après une concertation
avec les groupes de la majorité —
dont je garde le souvenir — un
article a été introduit dans le
projet de loi de ratification qui
reprend les dispositions du
Conseil constitutionnel et indique
sans ambiguïté que cette
élection ne peut s'accompagner
d'une extension des compétences
de l'Assemblée ainsi que cet
article, qui reprend le dispositif
du Conseil constitutionnel, repré-
sente une garantie juridique
équivalente à celle de ce Conseil.
On nous dit maintenant : il
faut reporter la discussion. Le
reporter jusqu'à quand et pour
quoi faire ? Voilà, en effet, un
texte dont le principe a été
adopté en 1974, donc tout le
monde savait qu'il viendrait au
printemps de cette année, et qui
est entouré de tous les avis et
informations qui permettent au
Parlement de se prononcer. D'au-
tre part, la procédure de ratifi-
cation est engagée chez tous nos

partenaires. Il n'y a donc au-
cune perspective qui conduise à
penser qu'un délai de la part de
la France conduirait à une modi-
fication quelconque de ce texte.
Je vais plus loin. Quel est
l'intérêt de la France dans cette
affaire ? Je ne parle pas de l'in-
térêt des partis politiques, mais de
l'intérêt de la France. C'est tout
simplement d'être à la tête de la
construction européenne ? En-
ce cas le pays qui a inventé le
pool du charbon et de l'acier, qui
a signé et mis en vigueur le
traité de Rome — le général de
Gaulle était alors président de
la République — doit apparaître
comme étant le « bras armé » de
la construction européenne ?
Est-ce que ce serait servir la di-
gnité de la France ?
À partir du moment où nous
avons une conception de l'organi-
sation de l'Europe, conception
confédérale ainsi que je l'ai tou-
jours dit et même écrit dans
l'« Europe » de la France, la France
doit s'en tenir à sa conception.
Mais, si elle s'en tient à sa
conception, elle ne doit pas être
la dernière à témoigner sa volonté.
C'est pourquoi le débat viendra
bien entendu devant l'Assemblée
nationale, car il s'agit à la fois de
la raison et de la réputation de
la France. »

POUR INTERVENIR DANS LE DÉBAT À L'ASSEMBLÉE

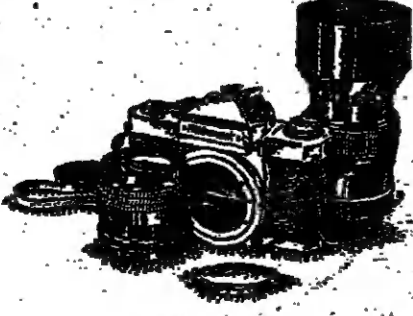
M. Barre modifie le programme de son voyage en Poitou-Charentes

Afin de pouvoir intervenir, s'il
le juge nécessaire, dès le début
de la discussion, du projet de loi
relatif à l'élection du Parlement
européen au suffrage universel,
mardi 14 juin, à l'Assemblée
nationale, M. Barre a modifié le
programme de son voyage qu'il doit
faire à partir de dimanche soir
dans la région Poitou-Charentes.
L'hôtel Maitignon a annoncé,
mercredi soir 8 juin, que le pre-
mier ministre se rendra, comme
prévu, lundi 13 juin, en Cha-

rente-Maritime et dans les Deux-
Sèvres, mais qu'il regagnera Paris
le soir même, reportant à une
date ultérieure (sans doute en
juillet) la seconde partie de ce
voyage, qui devait le conduire,
mardi 14 juin, en Charente et
dans la Vienne.
Le chef du gouvernement doit
arriver dès dimanche soir 12 juin
à La Rochelle pour une première
prise de contact avec les parle-
mentaires de la Charente-Mar-
itime, le bureau du conseil général,
le maire de la ville, et diverses
personnalités départementales. Le
lundi matin, M. Raymond Barre
doit visiter les installations por-
tuaires de La Rochelle et s'entre-
tenir avec les représentants régu-
liers de la pêche avant de présider une
séance de travail publique consa-
crée aux problèmes d'équipement
et d'assainissement du littoral
atlantique.
Au cours de l'après-midi, le
premier ministre doit se rendre
à Niort, où est prévu un déjeuner
de travail avec les parlementaires
des Deux-Sèvres, les conseillers
généralistes, les maires des prin-
cipales villes du département et les
chefs de file de l'agriculture régu-
nière. Les problèmes agricoles
doivent être longuement évoqués,
au cours de l'après-midi du lundi
13 juin, puisque M. Raymond
Barre envisage également d'en
débatre directement avec les
agriculteurs locaux à Colles-sur-
Belleville, village situé entre Niort
et Angoulême. Le programme
initial de ce voyage prévoyait que
le chef du gouvernement tra-
vaillerait successivement, le mardi
14 juin, à Angoulême, des par-
lementaires de l'Inde-et-Vienne,
petites et moyennes entreprises
et, à Poitiers, des problèmes de
la région Poitou-Charentes en
général.

● M. Pierre Avril, professeur à
la faculté de droit de Poitiers,
nous fait observer que l'article 49,
alinéa 3, a servi non pas une fois
depuis le début de la V^e Répu-
blique (et l'article de la V^e Répu-
blique dans le Monde du
9 juin), mais onze fois, la der-
nière application en date étant
la loi de finances rectificative du
14 octobre 1976.

Un Nikon n'est pas le même quand on l'achète chez "Images."



Un Nikon à vos mesures

Le vendeur Images saura vous conseiller le modèle
Nikon le mieux adapté à ce que vous voulez faire
en photo. Et à votre budget. Et il ne réquerra pas
forcément avec l'objectif standard. Il vous proposera
peut-être un grand angle, un télé ou un zoom.
Images a la collection complète Nikon. Et celle de toutes
les grandes marques.

Profitez des prix Images

Images vous fait bénéficier des conditions d'achats
préférentielles du Groupe National Camara.

Prenez le temps pour payer

Crédit sur mesures, 20% comptant. La première traite
dans trois mois. Ou Carte Bleue.

Vendez bien votre ancien matériel

Images peut le reprendre. Au meilleur prix.

Tenez-vous au courant

Chez Images, on aime bien suivre les progrès en photo
de nos clients.

Ne vous trompez pas

Le 31 rue St-Augustin se trouve au métro Quatre
Septembre. Entre l'Opéra et la Bourse. A bientôt.

i images

Images 1. Matériel Photo-Ciné, 31, rue Saint-Augustin, Paris 2^e. Images 2. Matériel Labo, 2 rue de la Michodière,
Paris 2^e. Tél. 742.64.97 et 742.48.49. Images est membre du Groupe National CAMARA.

IPESUP MÉDECINE PHARMACIE

- Stages de pré-régence, en sup.
- Recyclage Scientifique pédi-
- Entretien annuel.

SCIENCES - PO

- Entrée en 1^{re} ou 2^e année, en
- AOT en pendant l'année.

H.E.C. - E.S.S.E.C.

- Préparation HEC « Filote »
- Stages de Perfectionnement
- NOU et à l'étranger.

RÉVISIONS BAC

- (B, C et D)
- Préparation, 3 semaines.
- Stages intensifs du 13 au
- 20 juin.

IPESUP : Institut Privé de Pré-
paration aux Examens Supérieurs,
16-18, r. du Cloître-Nouveaux,
75004 PARIS - Tél. : 55-55-34

SUFFRAGE UNIVER

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

éditions JClattès

PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE

et PRIX Alexandre DUMAS



LOUISIANE

Une fresque romanesque
que toute la presse vous conseille :

"Voici un vrai roman : épais, mouvementé, coloré, captivant, peuplé de personnages attachants, et qui nous transporte, loin de notre temps et de nos soucis quotidiens, dans un de ces pays qui semblent avoir été créés pour exalter notre imagination et nourrir nos rêves : la Louisiane. (ANDRÉ BOURIN. *Le Journal Rhône-Alpes*). Un souffle romanesque à vous couper le souffle... Une de ces maîtrises de plume, comme on n'en a plus souvent l'élégance... (JÉRÔME FAVARD. *L'Humanité*). On a souvent reproché, à juste titre, aux romanciers français de manquer tout à la fois d'ambition, de souffle et de muscle... Ce reproche, on ne pourra en tout cas pas l'adresser à Maurice Denuzière. (JEAN BOURDIER. *Minute*). C'est tout ce qu'on aime. Quel extraordinaire feuilleton de télévision cela ferait ! (BERNARD PIVOT. *Apostrophes*). Le plus envoûtant et le plus nostalgique des romans. (JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN. *Le Nouvel Observateur*)."

"LOUISIANE est un roman, et plus qu'un roman. (ANNE PONS. *Le Point*). Autre chose et mieux qu'une simple réussite romanesque : une fresque historique extrêmement ambitieuse. (PIERRE DEMERON. *Marie-Claire*). Ce qui en fait le prix, c'est l'extraordinaire documentation assemblée par Maurice Denuzière. (JEAN LABORDE. *L'Aurore*). Cette Louisiane, il l'a saisie en 1830, à son apogée, et ne la lâche plus jusqu'à la guerre de Sécession, à son effondrement. Il la décortique, l'analyse, la restitue dans toute sa vérité avec son immense talent de journaliste. (JANICK JOSSIN. *L'Express*). Maurice Denuzière apprend la Louisiane aux Français. (JACQUELINE PIATIER. *Le Monde*)."

JClattès

POLITIQUE

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 8 juin à l'Élysée, sous la présidence de M. Chirac d'Estain. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● POLITIQUE AÉRONAUTIQUE.

Le premier ministre a présenté une communication sur la politique aéronautique. L'industrie aéronautique française est actuellement une période difficile, imputable à une baisse de la demande mondiale et aggravée par des difficultés de commercialisation propres à certains programmes.

Or l'industrie aéronautique française, qui occupe une place de premier rang dans le monde par ses capacités de conception et de production, constitue une composante importante de notre activité économique. Elle a un rôle majeur à tenir pour contribuer au développement et à l'emploi dans notre économie et pour assurer le rayonnement international d'une France moderne.

Le premier ministre a présenté au conseil les propositions qu'il expose, au sein d'un comité d'orientation et de l'espace de Boulogne, le 11 juin, pour une politique globale et cohérente des programmes aéronautiques, des structures industrielles et des transports aériens.

En ce qui concerne les programmes aéronautiques, la politique qui sera mise en œuvre vise d'abord à consolider le programme Airbus, dont les qualités sont reconnues : les efforts pour la commercialisation de cet appareil seront intensifiés et la SNIAS sera appelée à étudier autour de cette version le développement d'une famille d'appareils.

D'autre part, le gouvernement français prendra l'initiative de proposer à ses partenaires du programme Airbus la construction d'un nouvel avion moyen courrier équipé de moteurs C.F.M.-56 réalisés, en coopération, par la SNIA et la coopération à cette opération pourrait être proposée à d'autres gouvernements européens. La SNIA assurera, du côté français, la maîtrise industrielle de l'opération.

Enfin, la SNIAS sera autorisée à réaliser immédiatement la fabrication du transport.

En ce qui concerne la réorganisation des structures, le président de la République a invité le gouvernement à adopter les dispositions nécessaires pour que l'État prenne une participation dans le capital de la Société des avions Marcel Dassault, lui assurant la majorité de blocage afin de rationaliser les structures de la construction aéronautique française.

Cette décision, qui sera accompagnée du renforcement des contrôles de l'État sur cette entreprise, doit permettre d'accroître l'efficacité du potentiel industriel technique et commercial des constructeurs français et de faciliter leur coopération.

En ce qui concerne le transport aérien, le premier ministre a précisé qu'une utilisation coordonnée des flottes d'Air France et d'Air Inter, dans le respect des conventions et des réseaux propres à chacune de ces deux compagnies, serait recherchée afin d'améliorer la productivité d'ensemble de notre transport aérien et d'assurer aux appareils fournis par notre industrie aéronautique des débouchés plus importants.

Le ministre de l'Équipement a été chargé d'étudier, à cet effet, d'ici au 1^{er} novembre 1977, d'une part un accord de coopération entre Air France et Air Inter et, d'autre part, un contrat entre ces entreprises et l'État. Cette solution doit faire l'objet de négociations de renouvellement de la flotte d'Air France, et permettre notamment l'acquisition de la

mise en service d'avions Airbus sur les réseaux des deux compagnies nationales. (Lire pages 16 et 17.)

● L'ADMINISTRATION ET LES COMMERÇANTS.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat a présenté au conseil des mesures tendant à améliorer et à simplifier les rapports entre les commerçants et artisans et l'administration.

Certaines de ces mesures ont pour objet de renforcer le rôle d'assistance technique des chambres de métiers et des chambres de commerce et d'industrie, qu'il s'agisse de création d'entreprises ou de contrats d'apprentissage. D'autres mesures ont pour objet de simplifier les réglementations et formalités administratives auxquelles sont soumis commerçants et artisans, par exemple dans le domaine social.

Les décisions correspondantes seront mises au point en liaison avec les associations professionnelles et les organismes sociaux, et présentées au conseil des ministres le 14 septembre 1977.

● LES TECHNIQUES DU BÂTIMENT.

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Équipement, chargé du logement, a fait une communication sur l'évolution des techniques du bâtiment.

Après une période où l'encadrement du marché de logement ne s'est accompagné de gains de productivité importants (de l'ordre de 4 % par an) un nouveau progrès technique est aujourd'hui nécessaire. Il devra permettre de répondre aux conditions actuelles de la production de logements (petites opérations, majorité de logements individuels, qualification de l'habitat ancien, qualité du cadre de vie), d'accroître la qualification de la main-d'œuvre, dans le cadre de la politique de revalorisation du travail manuel, et de développer les exportations des entreprises françaises du bâtiment.

Ce progrès technique sera réalisé par le développement progressif de composants fabriqués en atelier et assemblés sur le chantier.

Cette technique respecte la liberté des architectes et doit offrir des chances de développement aux entreprises de taille moyenne, qui pourront assembler des composants sur le chantier, avec une main-d'œuvre très qualifiée et des investissements réduits, ou fabriquer elles-mêmes des composants de gros œuvre ou de second œuvre.

Un effort d'information et de sensibilisation sera entrepris auprès des architectes, des entreprises et des maîtres d'ouvrage. Des catalogues des composants, regroupant par familles tous les composants disponibles sur le marché français et servant au développement de la vente de composants français à l'étranger, sont en cours d'établissement avec la concours des professionnels.

L'aide à la recherche sera accrue. Des concours de composants et de systèmes constructifs seront organisés avec l'aide des maîtres d'ouvrage sociaux qui s'engageront à utiliser cette technique pour une partie de leur production.

Le développement des composants devra être progressif pour ne pas gêner les entreprises de bâtiment et leur permettre de s'adapter sans rupture d'activité.

La politique des composants offrira des perspectives nouvelles aux exportations des entreprises françaises de bâtiment, qui ont réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs à l'étranger.

● LES USAGERS DES SERVICES PUBLICS.

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre a présenté une communication sur l'information des usagers des services publics. Après avoir rappelé que l'importance et la complexité croissantes des interventions administratives appellent une information de plus en plus développée de la part des services publics, le secrétaire a dressé la liste des actions entreprises depuis 1974 : diffusion de brochures, création de bureaux d'accueil, centres d'information, campagnes nationales utilisant la radio et la télévision.

Le secrétaire d'État a proposé de renforcer et de mieux coordonner l'action de tous les ministères en ce domaine, en créant des relais d'information administrative en liaison avec les organismes spécialisés existants, les collectivités locales, les établissements publics régionaux et les associations. Le but à atteindre est de fournir la totalité des informations nécessaires à l'usage des services publics. Le premier ministre et, en particulier, le service d'information et de diffusion orienteront et coordonneront l'action de chaque ministère dans ce domaine. Un guide des formalités administratives les plus courantes paraîtra au mois d'octobre, afin de compléter les informations insérées dans les annuaires téléphoniques depuis cette année.

● ZONE FRANC.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a rendu compte de la conférence des ministres des finances des pays membres de la zone franc, qui s'est tenue à Brasilia les 5 et 6 juin. La conférence a examiné la situation économique dans la zone, où la stabilité monétaire produit d'heureux effets, et procédé à des échanges de vues au sujet des orientations retenues par le Fonds monétaire international, l'Association internationale pour le développement et la conférence Nord-Sud.

● M. DE GUINGAUD EN U.R.S.S.

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite officielle qu'il vient d'effectuer en U.R.S.S. (6-7 juin).

Cette visite, qui s'est déroulée dans une atmosphère de très grande cordialité, a été l'occasion d'échanges approfondis avec les dirigeants soviétiques sur les grands problèmes mondiaux et les questions bilatérales, dans la perspective notamment du prochain voyage en France de M. Leonid Brejnev. La victoire de la France et de l'U.R.S.S. de donner un caractère exemplaire à leur coopération a été marquée par la signature d'un échange de lettres sur les conditions de séjour et de travail des personnes engagées dans des tâches de coopération économique, industrielle, scientifique et culturelle.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

M. Albert Jacquard, conseiller constitutionnel à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître en remplacement de M. François Walker ; M. Pierre Bouffard, conseiller d'État, est nommé membre de la cour de discipline judiciaire et financière en remplacement de M. Vladimir Forché.

LA MEILLEURE ARME ANTI-VOL : VOS CISEAUX.

Nous sommes spécialisés depuis 10 ans dans la protection contre le vol des locaux officiels et des entreprises.

Il nous était facile de tirer parti de notre expérience "professionnelle" pour mettre au point une technique spécialement adaptée aux particuliers. La technique existe : le Système de Protection Personnaliste.

L'idée : après un diagnostic sérieux des risques de cambriolage, mettre en place un système anti-vol aux points névralgiques de l'habitation. Un système basé sur la dissuasion.

Un résultat : 3 000 installations personnalisées réalisées en 4 ans, dont 6 000 chez des particuliers.

Je désire en savoir davantage sur votre système de protection, ☐ en recevant une documentation, ☐ en étant contacté par l'un de vos conseillers en vue d'un devis estimatif gratuit.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Recevez à PROTEG, 36 rue Laugier, 75017 Paris - Tél. 267 40 70

Depuis, aucun cambriolage réussi à notre connaissance.

En nous envoyant ce bon, vous pourrez bénéficier de deux propositions :

1. un diagnostic gratuit de vos risques-vol compte tenu de votre domicile et de vos habitudes, toujours gratuit, de ce qu'il vous en coûtera pour les diviser par 1000 ;

2. la possibilité de louer votre installation de protection à partir de 98 F par mois.

Il y a des propositions qu'on émet de près et des initiatives qu'on se félicite, un jour ou l'autre, d'avoir prises.

La belle saison des larcins frappe aux carreaux. A vos ciseaux.

PROTEG

Agencé par les Compagnies d'Assurance (A.P.S.A.).

LES PROFESSIONNELS DE LA DÉLIVRANCE ANTI-VOL

26 agences dans toute la France. M. 8

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

Alex Haley

RACINES

Un chef d'œuvre littéraire qui est devenu le plus grand phénomène de l'édition mondiale.

La saga d'une famille, symbole de peuple noir.

Une fresque épique sans précédent.

Un grand livre, un grand événement.

ÉDITION

404

MEILLEURE ANTI-VOL: IS CISEAUX.

Le seul système anti-vol qui agit sur le voleur, sans nuire à la sécurité.

PROTEC

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE LA DÉFENSE

POLITIQUE

Fin du débat sur la mer à l'Assemblée nationale

M. BARRE : l'échec des négociations de Bruxelles ouvrirait une crise très sérieuse dans la Communauté européenne

Mercredi 8 juin, sous la présidence de M. Franceschi (P.S.), l'Assemblée nationale poursuit le débat engagé la veille sur les problèmes de la mer.

Citant les propos de M. Giacardi d'Estadon à Rouen (« La France n'a pas une politique de la mer »), M. BARRE (P.C., Pas-de-Calais) estime que « la mer » est une perspective « pêche » et que les perspectives « pêche » sont contradictoires des affirmations des caractères de « pêche » de la mer. Il ajoute : « La mer de demain, moins de marins, moins d'emplois. Le gouvernement et sa majorité sont responsables de cette situation. » Pour terminer, il rappelle les grandes lignes de la proposition de loi-cadre déposée par son groupe et demande la création d'un grand ministère de la mer.

M. BARRE (P.C., Pas-de-Calais) estime que « la mer » est une perspective « pêche » et que les perspectives « pêche » sont contradictoires des affirmations des caractères de « pêche » de la mer. Il ajoute : « La mer de demain, moins de marins, moins d'emplois. Le gouvernement et sa majorité sont responsables de cette situation. » Pour terminer, il rappelle les grandes lignes de la proposition de loi-cadre déposée par son groupe et demande la création d'un grand ministère de la mer.

dans chaque port, améliorer le système de couverture des risques et la protection sociale des marins, abaisser l'âge de la retraite. M. MARIO BENARD (R.P.R., Var) évoque la pollution marine d'origine terrestre. A son avis, il faut assurer la publicité des analyses d'eau de mer, mettre au point des cartes de zones de pollution et aider financièrement les collectivités locales dans la lutte contre la pollution.

M. BARRE (P.C., Pas-de-Calais) estime que « la mer » est une perspective « pêche » et que les perspectives « pêche » sont contradictoires des affirmations des caractères de « pêche » de la mer. Il ajoute : « La mer de demain, moins de marins, moins d'emplois. Le gouvernement et sa majorité sont responsables de cette situation. » Pour terminer, il rappelle les grandes lignes de la proposition de loi-cadre déposée par son groupe et demande la création d'un grand ministère de la mer.

M. BARRE (P.C., Pas-de-Calais) estime que « la mer » est une perspective « pêche » et que les perspectives « pêche » sont contradictoires des affirmations des caractères de « pêche » de la mer. Il ajoute : « La mer de demain, moins de marins, moins d'emplois. Le gouvernement et sa majorité sont responsables de cette situation. » Pour terminer, il rappelle les grandes lignes de la proposition de loi-cadre déposée par son groupe et demande la création d'un grand ministère de la mer.

puissent l'attention de sacrifier la pêche artisanale. Il annonce qu'une aide au carburant, d'un peu plus de 10 centimes par litre, sera accordée. Pour ce qui concerne l'aquaculture, il précise que trois grands programmes de développement biologique vont être mis en œuvre : Bretagne-Manche, Loire-Gironde et Gange du Langouedec.

Travers la conclusion du débat, M. BARRE souligne notamment l'importance des négociations en cours à Bruxelles pour l'établissement d'un régime communautaire de la pêche européenne. Il indique : « L'économie de la mer ne peut être considérée comme satisfaisante. La mer est dégradée depuis les premières propositions, en septembre 1976, puisque l'un des États membres a cru devoir prendre une mesure unilatérale que la Commission vient d'attaquer devant la Cour de justice des Communautés. La position que nous défendons est très claire [M. Fourcade en avait rappelé mardi les grands principes]. J'espère que le 27 juin prochain, lors du conseil des ministres, la Commission sera contrainte de reconnaître que la mer est une ressource limitée et que nous ne pouvons pas continuer à la dégrader. »

En matière de transports maritimes, il indique que la France poursuit la lutte, entreprise contre les pavillons de complaisance, et considère que le monde maritime est en crise. Elle espère entraîner dans cette voie ses partenaires de la Communauté.

Pour ce qui concerne les constructions navales, il précise qu'un effort de restructuration industrielle et

financière (« le temps presse ») visant à accroître leur compétitivité et leur résistance aux variations du marché, « le gouvernement est disposé à adapter l'aide apportée aux chantiers navals afin de leur permettre de prendre les commandes nécessaires au maintien d'un stock correct de l'ensemble des réceptions ». Les chantiers navals risquent d'être réduits temporairement du nombre des emplois. Il se déclare décidé à examiner toutes les solutions permettant de sauvegarder en priorité l'emploi des jeunes qui travaillent dans les chantiers navals.

Le premier ministre insiste ensuite sur l'importance des négociations diplomatiques et de défense. Il observe : « La mer territoriale reste en fait ouverte à la navigation internationale, et ce passage inoffensif peut se transformer en catastrophe. Quant à la zone économique de 200 milles, les droits souverains que nous y détenons ne nous permettent nullement de contrôler son caractère d'eaux internationales. »

Pour M. Barre, « l'indispensable coordination, tant en ce qui concerne la définition des politiques à suivre que leur exécution, » peut se faire qu'en un seul premier ministre et l'idée, « séduisante », d'un ministre de la mer risquerait fort de créer plus de problèmes qu'elle ne permettrait d'en résoudre.

Après avoir rendu hommage à l'action du GICAMA (Groupe interministériel de coordination des actions en mer des administrations), que préside M. Achille Fould, (« si cela est nécessaire, ses attributions et moyens seront modifiés »), il conclut : « Il existe déjà une politique de la

mer cohérente, à la mesure de nos ambitions et de nos moyens. Mais elle sera développée et complétée en fonction des suggestions émises au cours de ce débat. Les structures nécessaires à son appli-

cation existent, elles aussi, mais elles seront, si nécessaire, adaptées aux besoins. La mer offre une chance à la France et à sa jeunesse. Nous ne la laisserons pas échapper. » — P. F.

Malgré l'avis contraire de l'Assemblée territoriale Les députés modifient le régime électoral de la Nouvelle-Calédonie

Malgré les mises en garde répétées du député de la Nouvelle-Calédonie, M. Roch Pélissier (non-inscrit), en séance plénière du 17 mai 1977, l'Assemblée nationale a adopté le projet de modification de la loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée locale. Cette réforme du mode de scrutin, jugée indispensable par les partis qui, localement, se réclament de la majorité présidentielle, est de nature à aggraver les clivages politiques existants.

Mercredi 8 juin, en séance de nuit, sous la présidence de M. Andrieux (P.C.), l'Assemblée nationale examine une proposition de loi de M. Foyer (R.F.S.) qui aménage le régime électoral spécifique à l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, afin, précise le rapporteur, de poursuivre la réforme des institutions territoriales adoptée par le Parlement l'an dernier.

Estimant que la représentation proportionnelle intégrale (« qui favorise une balkanisation des groupes politiques ») est incompatible avec le système politique établi par le nouveau statut, « qui impose une majorité forte et stable », M. Foyer propose, en modifiant la loi du 10 décembre 1962, de lui substituer un régime

électoral qui, associant le scrutin majoritaire à la représentation proportionnelle, encouragerait la formation d'une majorité stable en assurant une représentation aux minorités.

M. Pélissier, considérant que « l'Assemblée territoriale, constituée à deux reprises, a refusé toute modification du mode de scrutin », considère que cette proposition, dans la Nouvelle-Calédonie, est une « mesure raciste » qu'elle légitime l'agressivité et corrélie une classe dominante, et demande que le Parlement décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer en votant la question préalable.

M. Foyer proteste contre l'agression, « odieuse, outragée », qui lui est faite de vouloir « imposer » une situation « actuelle, instable », et une « situation désastreuse des faits de la proportionnelle qui a conduit la IV^e République » à sa perte. « A », s'oppose-t-il, « vote », question préalable.

Opinion partagée par M. Stirn. Au scrutin public, la question préalable est repoussée par 266 voix contre 155, 478 voix, tant M. Kalmay (P.C.) demande le rattachement au scrutin. Combattu par la commission, par le gouvernement (M. Stirn) et par l'Assemblée territoriale (M. Pélissier), la motion défendue par le groupe communiste est repoussée par l'Assemblée.

Après le vote des articles et après M. Pélissier ait exprimé une hostilité vis-à-vis de la proposition de loi, celle-ci est adoptée par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

M. VIVIAN (P.S.) HOSTILE A L'INSTALLATION DE CAMBODGIENS EN GUYANE.

M. Vivian, député de Seine-et-Marne, député national du département chargé des départements et régions d'outre-mer, a publié, mercredi 8 juin, une déclaration, dans laquelle il se prononce contre l'installation de Cambodgiens en Guyane (Le Monde du 17 mai). M. Vivian estime que ces informations sont en contradiction avec les engagements pris en 1975 par M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM lors du lancement du plan de développement de la Guyane.

« Au », du P.S., le « dénonce » une « transportation de personnes déplacées qui risque de s'opérer dans des conditions aussi scandaleuses que celles qui ont prévalu dans le passé ».

« L'Assemblée territoriale de la Polynésie française a adopté à l'unanimité, jeudi 9 juin, le projet de statut du territoire qui lui était soumis pour avis par le gouvernement. Les amendements proposés par les conseillers polynésiens n'apportent pas de modifications profondes au texte. »

« Le Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix a protesté, mercredi 8 mai, contre la réorganisation du mouvement raciste Jeune Nation, dit sous en 1950 ». Le M.R.A.P. affirme : « Sous une appellation à peine camouflée, le Jeune Nation, les actions de ce groupe entendent transporter un local à Paris, le jeudi 9 juin, et organiser le même jour une réunion publique sur le thème : « L'Europe aux Européens ». Au moment où les violences racistes et fascistes s'aggravent, le M.R.A.P. demande que l'autorité publique intervienne cette proposition, en vertu de la loi contre le racisme du 1^{er} juillet 1972. »

« Le tribunal administratif de Nice a décidé, mercredi 8 juin, d'annuler l'élection municipale qui a eu lieu le 13 mars dernier à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) et qui avait vu le succès de la liste conduite par M. Jean-Baptiste Biaggi, ancien député U.N.R., contre celle qui menait M. Christian L'organisation à huis-clos du dépouillement a motivé la décision du tribunal, pour qui « cette mesure n'était pas justifiée par la nécessité d'assurer l'ordre public. »

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2

Créteil/Noisy-Gonesse

Maillot string en lycra. 65^F

Les prix sont en vacances jusqu'au 23 juin.

ALLOCATION DU...

BRU

Les prix sont

A L'OCCASION DU RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1975

L'Assemblée refuse d'éponger le déficit de la Caisse centrale de crédit coopératif

Mercredi 8 juin, l'Assemblée a examiné le projet de loi portant règlement définitif du budget 1975.

M. PAPON (R.P.R.), rapporteur général de la commission des finances, souligne l'importance d'un acte qui constitue « un dispositif de contrôle de l'action du gouvernement ». Il rappelle la situation économique de l'époque, « c'est-à-dire la crise qui a conduit le gouvernement à prendre diverses mesures de relance, approuvées par le Parlement, mais dont les incidences budgétaires ont été importantes ». Ainsi, l'exécédent initial de 27 millions de francs s'est-il transformé en un déficit final de 57 milliards 812 millions de francs, contre-

ment aux trois années précédentes : « déficit », commente-t-il, « mais d'autant moins dramatique qu'il a été voulu ». Pour ce qui concerne la gestion des crédits, M. Papon constate que quinze ans après la mise en place de la loi de relance, près d'un tiers des crédits d'investissement n'étaient pas encore utilisés. Il y voit une « inertie inquiétante ». Quant aux dépenses, elles ont augmenté de 103 % par rapport à 1974, ce qui est « anormal ». Pour terminer, il relève notamment les progrès sensibles réalisés dans le contrôle de l'exécution des budgets grâce à l'assistance de la Cour des comptes. Il estime également que la poursuite de la réduction des dépenses administratives dans certains secteurs, par exemple la

répartition des aides aux entreprises, n'est ni normale ni acceptable. Il souhaite que le Parlement soit mieux informé de la manière dont les aides aux entreprises sont distribuées et de leurs conditions d'octroi. Il demande que le gouvernement élabore des règles strictes à ce sujet.

M. ICART (R.N.), président de la commission des finances, souligne le caractère positif de la collaboration entre la Cour des comptes et le Parlement, collaboration qui contribue à améliorer encore la gestion des deniers publics et le contrôle budgétaire. Pour M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, « seule la crise économique peut expliquer l'ampleur du déficit du budget 1975 (57 milliards), budget qui, précise-t-il, traduit la réponse dynamique du gouvernement à la crise et au chômage ». Il rappelle ensuite ce que fut, à travers quatre collectifs, l'histoire de ce budget d'avance, l'histoire de la coopération avec les élus de l'administration. Il insiste enfin sur la « très importante remise en ordre des dépenses de personnel » qui, annonce-t-il, sera renforcée par un contrôle direct des emplois, contrôle qui pourrait être opérationnel dès l'an prochain. Puis il conclut : « A travers cette loi de règlement, c'est la gestion du gouvernement qui est soumise à votre approbation. Je suis convaincu qu'elle a été positive pour l'avenir de la France ».

« Certes, reconnaît M. LAMPS (C.F.), ce texte est un constat puisqu'il s'agit de juger a posteriori des orientations gouvernementales, mais il s'agit d'un constat d'échec si l'on en juge par les résultats obtenus en matière de lutte contre l'inflation, de préservation de l'emploi, et de suppression du déficit du commerce extérieur ».

M. GINOCK (R.N., Hauts-de-Seine) estime « anormal » que des fonds publics servent à des entreprises publiques pour acheter des entreprises privées. Il évoque ainsi un « saut » particulièrement choquant : le déficit de la Caisse centrale de crédit

Le collectif budgétaire pour 1977 (financement du « plan Barre bis ») est définitivement adopté

Par 301 voix contre 147, le Sénat a adopté, mercredi 8 juin, le projet de loi de finances rectificative pour 1977. Ce collectif, estime le rapporteur général, M. Bill (U.N. cent.), enregistre une conciliation rapide des dépenses de l'Etat et l'abandon du principe d'un équilibre budgétaire devenu tout formel. Il constitue un ajustement du budget de 1976, bien plus qu'un ajustement au budget de l'année en cours. La vérité d'aujourd'hui, est faite des omissions d'été, a le quart des ouvertures de crédit concerne le concours apporté à trois entreprises nationales : S.N.C.F., Charbonnages de France et Air France. Le déficit (4 % du P.N.B. primitif) inquiète moins le rapporteur général par son caractère exceptionnel qu'un préjudice des mesures de redressement, en changeant les hommes et en modifiant les règles de fonctionnement de la Caisse. « Ces structures nouvelles sont la meilleure garantie contre le retour aux erreurs du passé », insiste le secrétaire d'Etat, qui précise que la solution proposée « n'est pas d'une perte nette pour l'Etat » est la seule qui permette d'assurer la pérennité du secteur coopératif. Aussi demande-t-il à la commission de revenir sur sa position.

« C'est précisément pour sauvegarder le crédit coopératif qu'il ne faut pas oublier le rôle du plan », répond M. PAPON, qui maintient son amendement de suppression de l'article. Il est finalement adopté par l'Assemblée, quelques députés de la majorité et l'ensemble de l'opposition votant contre.

M. BOULLOCHE (P.S.) devait intervenir dans les conditions d'une opération dérivée contre le principe même du mouvement coopératif.

L'ensemble du projet ainsi modifié a été adopté par l'Assemblée. L'opposition votant contre.

notamment, rappelons-le, la majorité de la taxe sur les carburants.

L'élection cantonale de Toulon-5

M. MONOD SUSPEND L'ADHESION AU R.P.R. DE M. LAPRAS

M. Monod, secrétaire général du R.P.R., a décidé mercredi 8 juin, de suspendre l'adhésion au R.P.R. de M. Pierre Lapras, député du canton de Toulon-5, dont le mandat expire le 15 juin. M. Monod a pris cette mesure après l'annonce faite par M. Lapras de son maintien au second tour de l'élection cantonale partielle — fixée au dimanche 13 juin — destinée à pourvoir le siège de conseiller général du canton de Toulon-5, dont le titulaire, Aymeric Simon-Lorière, député R.P.R., est décédé.

Lors du premier tour (le 6 juin), M. Lapras avait été devancé par M. Marcel Massi, adjoint au maire de Toulon. Le comité départemental du parti républicain avait demandé au représentant du R.P.R. de se retirer au nom du « pacte majoritaire » et nini de M. Massi en lice au second tour son candidat. M. Massi, après un délai de réflexion de vingt-quatre heures, M. Lapras a estimé que le pacte majoritaire ne doit jouer qu'en cas d'élection triangulaire avec un candidat à gauche. Tel n'a pas été le cas de M. Monod, qui, conformément au « pacte majoritaire » proposé par M. R.P.R., demandait le retrait de M. Lapras.

Aucun des huit candidats présents au premier tour n'ayant obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % du nombre des électeurs inscrits, seuls pouvaient se maintenir au second tour les deux candidats arrivés en tête, à savoir M. Massi et Lapras.

Une remise en cause intempestive

En rejetant l'article 15 de la loi de règlement du budget de 1975, l'Assemblée a refusé de valider l'opération de réduction des dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif. Cette décision, prise par le Parlement, a conduit le gouvernement à reconsidérer son projet de loi de règlement du budget de 1975 par le Trésor, qui a décidé d'abandonner 380 millions de francs de dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif. Cette décision, prise par le Parlement, a conduit le gouvernement à reconsidérer son projet de loi de règlement du budget de 1975 par le Trésor, qui a décidé d'abandonner 380 millions de francs de dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif.

« Les dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif comportent des risques d'importance s'il est en proportion de sa mission », a souligné l'Assemblée. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales.

« Les dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif comportent des risques d'importance s'il est en proportion de sa mission », a souligné l'Assemblée. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales.

« Les dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif comportent des risques d'importance s'il est en proportion de sa mission », a souligné l'Assemblée. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales.

« Les dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif comportent des risques d'importance s'il est en proportion de sa mission », a souligné l'Assemblée. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales.

« Les dépenses de la Caisse centrale de crédit coopératif comportent des risques d'importance s'il est en proportion de sa mission », a souligné l'Assemblée. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales. Elle a souligné l'importance de la mission de la Caisse centrale de crédit coopératif, qui a pour but de promouvoir le développement économique et social des zones rurales et de soutenir les initiatives des entreprises locales.

Le tribunal administratif de Rouen a décidé d'annuler les élections municipales de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime), estimant que les conditions de déroulement de l'élection étaient défectueuses.

du scrutin ne permettait pas d'assurer la validité. Il n'y avait que deux bureaux pour 4 200 votants. La liste de la majorité était par M. Devaux l'avait emporté.

du scrutin ne permettait pas d'assurer la validité. Il n'y avait que deux bureaux pour 4 200 votants. La liste de la majorité était par M. Devaux l'avait emporté.

du scrutin ne permettait pas d'assurer la validité. Il n'y avait que deux bureaux pour 4 200 votants. La liste de la majorité était par M. Devaux l'avait emporté.

du scrutin ne permettait pas d'assurer la validité. Il n'y avait que deux bureaux pour 4 200 votants. La liste de la majorité était par M. Devaux l'avait emporté.

du scrutin ne permettait pas d'assurer la validité. Il n'y avait que deux bureaux pour 4 200 votants. La liste de la majorité était par M. Devaux l'avait emporté.

M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

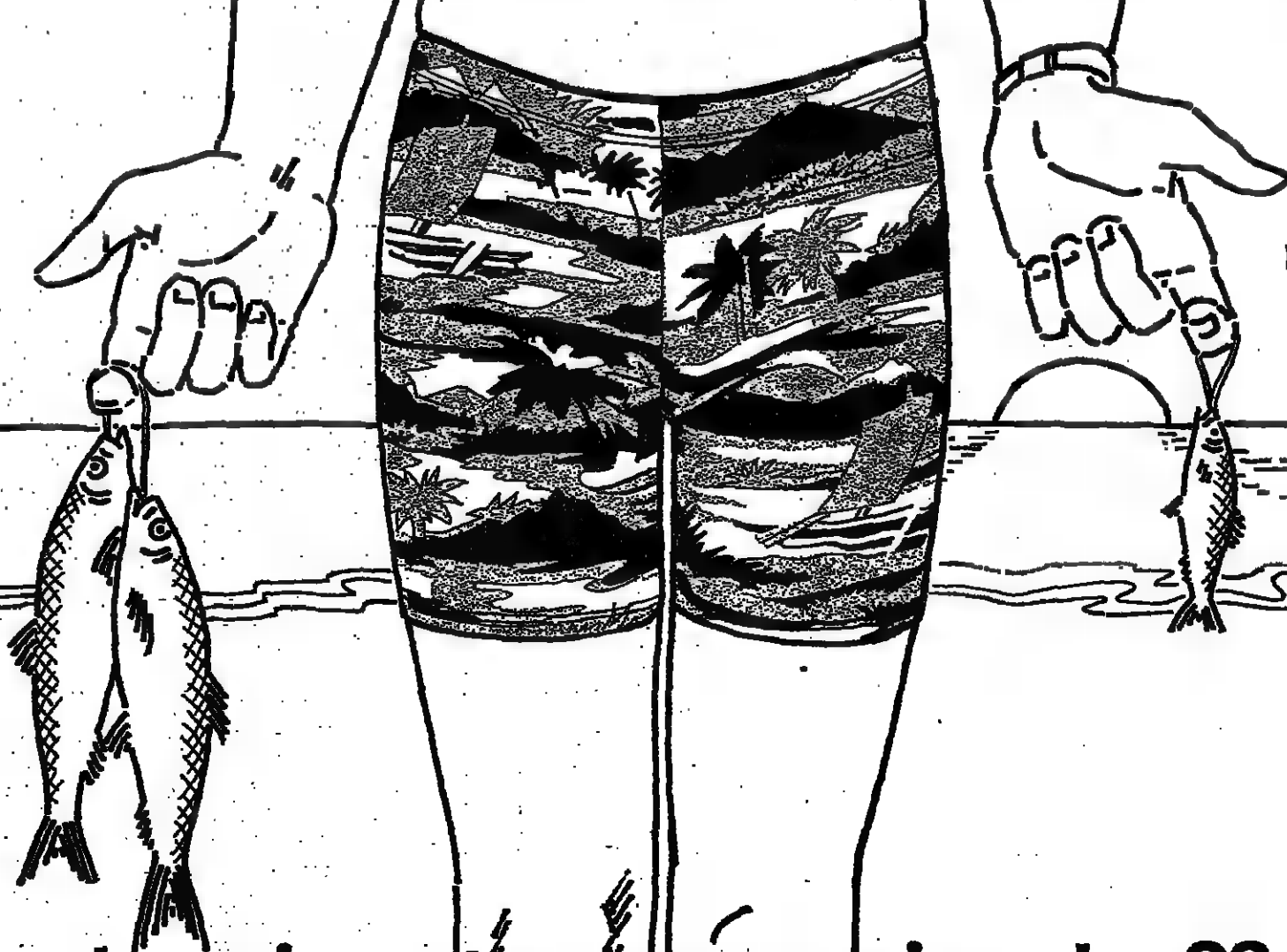
M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

M. VIVIEN (P.S.) ROS : L'INSTALLATION DE CANI GIENS EN GUYANE

Brummell

Printemps Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Créteil/Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2



Bermuda polyamide pour homme.

69F

Les prix sont en vacances jusqu'au 23 juin.

3 juin.

...

Enfin, cela n'a jamais eu un développement dans notre système éducatif.

D'autre part, je crois que l'absence de débat politique à l'intérieur de l'enseignement, notamment avant la terminale, n'est pas du tout souhaitable, car donner l'objectivité à un débat politique est horriblement difficile ;

des chances

L'égalité des chances

moment où l'Etat a commencé à se
réveiller, en effet, plus largement
ouvert aux enfants issus des classes
moyennes et de la bourgeoisie.
Il faut de leur accorder la
financière est en soi discriminatoire.

Pour sur le plan social, mais
 sens contraire, puisque c'est un
 avantage donné aux catégories
 dont les enfants vont dans l'en-
 seignement supérieur alors que les
 catégories plus proches du monde
 du travail, ouvriers, salariés ne
 bénéficient pas de tels avantages.

UNE YCÉENNE. — Ce qui me choque le plus, ce sont les écarts de salaires, qui sont scandaleux. La publicité crée le même besoin pour tous les Français, et la vraie

coupure n'est-elle pas entre, d'un côté, ceux qui peuvent consommer et gaspiller, et, de l'autre, la majorité, ceux qui se contentent de rêver ? Y a-t-il une échelle des salaires qui vous paraît moins injuste ?

LE PRÉSIDENT. — Ce problème de l'inégalité des revenus de toute espèce, je crois qu'il faut bien l'analyser. Qu'il y ait des différences, c'est normal, il faut avoir du courage — dire, parce que les gens d'effort

La formation politique des jeunes

plus choquante

défavorisés par le verdict qui sera rendu plus tard.

LE PRÉSIDENT. — C'est sûrement vrai dans un certain nombre de cas. Pour ceux dont les ressources sont vraiment les plus faibles, vous savez que le procès de la classe moyenne industrielle permet de leur fournir de l'aide.

UN LÉYDÉN. — Même à la base, de toute façon, il nous semble que le verdict sera rendu en faveur de la classe favorisée.

LE PRÉSIDENT. — Il y a de vrai dans ce que vous dites. Vous avez sûrement remarqué que

des chômeurs en suris ! »

Psychologiquement, l'entrée politique de ce type de décisions est possible. — Quand on a pu mettre un terme au chômage ?

LE PRESIDENT. — Il ne faut pas prendre des engagements dont on n'est pas assuré de pouvoir les tenir. Je pense que l'amélioration de la situation économique résultant du chômage décroissant sera observée à la fin de cette année.

« Nous avons manqué de vivacité »

vous semble que ce soit le système capitaliste lui-même, la société capitaliste qui ait besoin du chômage pour survivre.

LE PRÉSIDENT. — Non. Le chômage, au contraire, la menace. La difficulté est que, si vous pensez aux pays socialistes, le régime n'est pas le même. (...) Dans toutes les filières de l'enseignement supérieur en Union soviétique, la sélection est totale. On

« est plus sacré »

Je suis persuadé de ce que l'on appelle la nouvelle croissance (.), un progrès économique beaucoup plus humaine... par le pe... dans... par cette sorte de priorité brutale de l'ontl... économique sur l'indiv... C'est pour... nous devons développer... dimensions, la dimension écologique, la dimension culturelle, la dimension... pour que la dimension... de la vie de l'individu (.)... de France sont très... à leurs... que la crise... indifférent et même... s'aggrave. Fran...



une certaine angoisse »

LE GOUVERNEMENT DÉFINIT UNE NOUVELLE

Le premier ministre publiquement le samedi 11 juin, les propositions qu'il a adoptées, mercredi 8 juin, par le conseil des ministres (dernières éditions du « Monde » du 9 juin), pour une politique globale et cohérente des programmes aéronautiques, des structures industrielles et des transports aériens. Cette série de propositions peut se résumer ainsi :

UNE PARTICIPATION DE L'ÉTAT DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ PRIVÉE AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION. — Cette mesure, qui est apparemment la plus spectaculaire, a été prise par Valéry Giscard d'Estaing, qui a invité le gouvernement à prendre des dispositions pour que l'État puisse posséder une minorité de blocage dans le capital de la société privée, accompagnée d'un renforcement de l'État sur les entreprises, est destinée à faciliter la coopération industrielle,

technique et commerciale des constructeurs français.

La mise en place de la loi sur les actions libérées — permet, éventuellement, d'opposer à l'État une action en justice, en vertu de la loi, sous réserve, au vote du Parlement, surtout si le gouvernement choisit de transformer en parts du capital les avances non remboursées que l'État a faites au groupe privé pour le développement de la production d'aviation et d'hélicoptères.

UNE CONSOLIDATION DU PROGRAMME AIRBUS. — Le gouvernement a demandé que soient intensifiés les efforts de commercialisation de ce moyen-courrier à réaction, conçu par la France, la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas, avec le concours de l'industrie britannique et espagnole. La Société nationale industrielle aérospatiale, qui a dans ses cartons ses bureaux d'études les projets

de diverses versions nouvelles de l'Airbus, a été invitée à étudier à partir de l'année 1980 le projet d'un avion à deux moteurs.

LE LANCEMENT D'UN NOUVEAU AVION DE LIGNE POUR LES ANNÉES 80. — Le gouvernement a confié à la SNIAS le soin d'entreprendre, avec les partenaires européens du programme Airbus, le développement d'un nouveau moyen-courrier équipé de moteurs CFM-56 de 10 tonnes de poussée, conçus par la SNECMA et General Electric. Au Salon du Bourget, la SNIAS a présenté le projet d'un avion, l'A-80, capable de transporter, selon les versions, de cent trente à cent cinquante passagers, qui emprunterait des itinéraires à l'échelle mondiale. L'adaptation d'un tel projet à la coopération envisagée par le groupe privé Dassault-Breguet avec la société américaine McDonnell-Douglas.

LA RELANCE DE LA FABRICATION DU TRANSAIL. — A la demande de l'armée de

l'air française, dont les besoins sont évalués à vingt-cinq ou trente appareils, le gouvernement a décidé d'autoriser — sans savoir si des clients étrangers pourraient s'associer à la commande — la fabrication de cet avion de transport militaire, abandonnée en 1972.

LA COOPÉRATION AIR FRANCE-AIR INTER. — Les deux compagnies nationales sont invitées à mieux coordonner l'utilisation de leur flotte et à signer entre elles un accord de coopération, sans que, pour autant, il soit porté atteinte à leur vocation propre. Cette réserve n'a pas empêché l'immédiate mise à l'étude d'un accord entre les deux transporteurs.

Le gouvernement justifie ce rapprochement par un souci d'améliorer la productivité du transport aérien et d'accroître les débouchés de l'industrie aéronautique française. La question reste posée de savoir pourquoi la compagnie privée U.T.A. a été tenue à l'écart de ce plan de rationalisation.

UNE DEMI-MESURE

(Suite de la première page.)

Présentée, aujourd'hui, comme un moyen supplémentaire de renforcer le contrôle de l'État sur une entreprise privée, la participation de l'État au capital social, demain, facilitera une intervention plus large, dès lors que la politique du gouvernement consistera — comme c'est déjà l'évidence — à privilégier la Société nationale industrielle aérospatiale en matière de construction d'avions de transport civil et à laisser l'aviation militaire au groupe privé.

Le ministre du chef de l'État à l'égard de Dassault-Breguet s'accompagne d'une volonté de désigner la seule Société nationale de l'aviation civile, et de donner ainsi à la SNIAS le rôle de pivot du domaine de l'aviation commer-

cielle. Et, parallèlement, l'initiative gouvernementale de la participation de l'État au capital social, qui est une mesure de la grande aviation civile, pour laquelle la SNIAS n'est pas totalement dépourvue d'atouts, par exemple, la commercialisation de l'Airbus, qui semble démarrée, et le lancement d'un nouvel avion de ligne sur le modèle de ce qui a déjà été réalisé en association franco-allemande.

On est loin du temps où le gouvernement a mis le ministre des finances de l'époque, sous le sceau de la République, à l'égard de la SNIAS, à l'égard de la société privée, avec son avion Mercure-100, sur le marché de l'aviation civile de transport, dans l'espoir de susciter un rival à la SNIAS et de redonner ainsi du dynamisme à la Société nationale.

partenaires avec le précédent de l'Airbus et la famille d'avions à laquelle il peut donner lieu. Les spécialistes observeront, à cette occasion, que le gouvernement français ne veut pas réitérer la mauvaise gestion passée du programme Caravelle, abandonné alors qu'il pouvait, lui aussi, donner naissance à une famille d'avions. Mais ils noteront aussi que l'objectif du marché européen ne permet sans doute pas de lancer plusieurs programmes aéronautiques en même temps et qu'il faudra bien réussir à pénétrer aux États-Unis, de quelque façon que ce soit.

Autre geste européen de la France : la décision de ne pas commander de matériels étrangers et d'autoriser la SNIAS, en accord avec des industriels allemands et britanniques, à construire de nouveaux avions de transport militaires Transall pour la France et en dépôt d'une réaction encore peu favorable de la clientèle à l'exportation sollicitée de se joindre à cette commande de ses fabricants.

Le dynamisme de Dassault

Mais si le président de la République s'est contenté de présenter une demi-mesure, avec la participation de l'État au capital de la société Dassault-Breguet, c'est sans doute parce qu'il a trouvé devant une entreprise qui, dans l'industrie aéronautique, a une perspective d'une nationalisation déjà réalisée. Les plus favorables à cette nationalisation ne sont pas, comme on pourrait le croire, les dirigeants de la SNIAS et de la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni en priorité, la conception d'un nouveau moyen-courrier de cent cinquante places, équipé de réacteurs de 10 tonnes de poussée, en coopération, la SNECMA et General Electric.

Une orientation européenne

A terme, l'État a une politique aéronautique qui s'ébauche, avec une spécialisation à chaque fois : deux fabricants d'avions, une rationalisation de leur production respective et donc une meilleure coordination de leurs activités, préservant la coexistence de la SNIAS et de Dassault-Breguet et leur rapprochement le jour où il s'imposera. C'est la politique à laquelle le gouvernement a voulu donner la forme d'une opération qui consistait, si l'on peut dire, à offrir, à proposer à des constructeurs européens — la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni en priorité — la conception d'un nouveau moyen-courrier de cent cinquante places, équipé de réacteurs de 10 tonnes de poussée, en coopération, la SNECMA et General Electric.

Le gouvernement a tiré les leçons, apparemment, de l'échec des conversations entre la construction aéronautique française

Une formule peu coûteuse pour l'État

L'article 17 de la loi sur les actions libérées est un droit de l'homme qui ne peut être nié, et ce n'est pas en vain que l'État a obtenu, par la loi, le droit de participer au capital social des entreprises privées. L'application de ce droit, en cas de Dassault-Breguet, implique que la prise de participation de l'État dans la firme doit être faite, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé. C'est ce que le gouvernement a fait, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé.

L'application de ce droit, en cas de Dassault-Breguet, implique que la prise de participation de l'État dans la firme doit être faite, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé. C'est ce que le gouvernement a fait, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé.

La méthode qu'il a choisie pour cette firme, la P.C. est, on le sait, par la loi, le droit de participer au capital social des entreprises privées. L'application de ce droit, en cas de Dassault-Breguet, implique que la prise de participation de l'État dans la firme doit être faite, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé.

La méthode qu'il a choisie pour cette firme, la P.C. est, on le sait, par la loi, le droit de participer au capital social des entreprises privées. L'application de ce droit, en cas de Dassault-Breguet, implique que la prise de participation de l'État dans la firme doit être faite, en principe, par la puissance publique, et non par le capital privé.

Les réactions

M. SERGE DASSAULT : pour quoi pas ?

« Je ne vois pas l'intérêt de la prise de participation de l'État dans la firme Dassault-Breguet », a déclaré M. Serge Dassault, président-directeur général de la Société électronique Marcel Dassault, et l'un des actionnaires de la firme. M. Dassault, dont la société n'est pas directement concernée par la décision du gouvernement.

quarantième, tandis que la fabrication de l'Airbus est gravement ralentie. Les équipes de recherche et de fabrication sont démotivées par une situation qui ne leur permet pas de travailler à leur rythme. C'est un échec de la politique gouvernementale, selon les responsables de la firme.

M. PIQUET (P.C.F.) : un apport d'argent frais à un trusi privé.

M. René Piquet, membre du bureau politique du parti communiste, estime que les mesures décidées constituent un « résultat tangible ».

Toutefois, le dirigeant communiste considère qu'il y a un danger de cette « grande politique aéronautique » : c'est, en exprimant notamment des critiques à l'égard de la prise de participation de l'État dans le capital de la société Dassault.

LES SYNDICATS DE TOULOUSE : un constat d'échec.

(De notre correspondant régional.) Toulouse. — Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., et la SNIAS ont exprimé, au cours d'une réunion, leur désaccord à l'égard de la prise de participation de l'État dans le capital de la société Dassault.

de prise de participation au capital de Dassault constitue un apport d'argent frais à un trusi privé, qui n'est pas la réponse au problème.

M. ROCARD (P.S.) : ce n'est pas la réponse au problème.

Au micro de R.T.L., M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S., a déclaré ce jeudi 9 juin : « La coalition gouvernementale, quand elle a des problèmes, découvre la prise de participation publique compatible avec le développement et l'expansion des entreprises. Mais ce n'est pas la réponse au problème. La réponse au problème de l'aéronautique, c'est la définition d'une politique de l'aéronautique, la mise en œuvre de cette politique, c'est-à-dire que cette politique globale cohérente. Pour cela, c'est le commandement complet de l'ensemble du secteur aéronautique, c'est-à-dire que cette politique de participation de l'État ne soit pas grand-chose d'essentielle. »

CONCORDE A NEW-YORK ?

Les autorités portuaires critiquent le « témoignage » du gouvernement

Le témoignage du gouvernement fédéral sur le droit d'atterrissage de Concorde à Kennedy Airport, qui avait été sollicité par le ministre de l'Aviation, a été vivement critiqué, mercredi 8 juin, par le Port de New-York. Celui-ci a déclaré à l'occasion d'une réunion que l'administration de l'aviation civile n'a pas tenu compte des manœuvres de l'aviation civile, et qu'elle a qualifié de « décision injustifiée » la question de la discrimination à l'égard de la Concorde.

De son côté, M. Louis Lefebvre, ministre de la Justice, a déclaré à l'occasion d'une réunion que l'administration de l'aviation civile n'a pas tenu compte des manœuvres de l'aviation civile, et qu'elle a qualifié de « décision injustifiée » la question de la discrimination à l'égard de la Concorde.

NOUVELLES COMMANDES D'AIRBUS PAR AIR FRANCE ET LUFTHANSA

Air France a décidé de confirmer les options qu'elle avait prises pour deux avions Airbus A-300. L'entreprise de commandes a annoncé, mercredi 8 juin au Bourget, M. Pierre Giraudet, président de la compagnie nationale.

Le juge d'appel Irving Kaufman prendra une décision probable dans une affaire de droit de l'aviation civile, et la décision du juge lui sera défavorable.

TROIS AVIONS SOVIÉTIQUES ONT QUITTÉ LE SALON DU BOURGET

Le Tupolev-154, l'appareil soviétique le plus récent, a quitté le Salon du Bourget, mercredi 8 juin, à l'occasion d'une démonstration.

La direction du Salon précise que ces appareils — de même que celui du moyen-courrier Tupolev-154 — ont été présentés par la firme soviétique.

De leur inscription, en avril dernier, les autorités soviétiques avaient précisé, dans la direction du Salon, que ces appareils n'étaient pas destinés à être présentés au public.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la fin de la semaine, les lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC, vont d'ajouter les miniflexibles : ce sont des lentilles de contact très douces, agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez déjà renoncé à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC, 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS. Tél. : 522.15.52. Documentation et liste des correspondants France et étranger sur demande.

AVIATION AÉRONAUTIQUE

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Page 16

LE MONDE

10 juin 1977

Le groupe privé réalise près de la moitié du total des exportations françaises

Dessault-Breguet aviation a obtenu le fruit de la fusion, le 14 décembre 1971, de la Société avions Marcel Dessault, 100 % détenue par des techniciens recrutés dans les usines de la région, et des sociétés Bloch et C.A.I.M. (Compagnie aéronautique industrielle de Marolles) : la société Breguet, fondée en 1911 par Louis Breguet. Avec 100 salariés, 10 millions de chiffre d'affaires (compromis le 1^{er} janvier 1972), elle est, en fait, privé à lui-même, en 1976, un chiffre d'affaires (hors taxes) de 5 287,7 millions de francs au lieu d'un chiffre d'affaires de 1 000 millions de francs. Les commandes d'avions militaires à l'exportation ont été de 4 121 millions de francs et les ventes d'avions civils à l'exportation sont de 4 428 millions de francs. Le bénéfice net 1976 est de 170 mil-

[illegible]

C'est en juillet 1967 que M. Dassault, en rachetant les parts de M. Sylvain Fiorani, prit le contrôle de la SNCM, société nationale commune assurée par M. Benno-Claude Vallières et ceci jusqu'à la fusion de 1971. A l'heure actuelle, la SNCM est détenue à parts égales par M. Dassault-Breguet Aviation et par l'Etat.

M. Dassault-Breguet Aviation est de 501 413 080 F divisé en 10 028 261 actions de 50 F. Il est détenteur à raison de 5 % des actions par lesquelles sont immatriculés : Dassault (DAU), de 4 % par M. Dassault lui-même et du reste par les administrateurs et les actionnaires ; Breguet, qui agit comme un holding possédant les actions de diverses sociétés filiales, appartenant à 90 % à M. Marcel Breguet, président de la SNCM ; S.B.E., lui-même président de l'Electorale Dassault.

Le groupe paraît à toutes les occasions être très rentable. En 1967-68, les exportations aéronautiques en France et il est arrivé au quatrième rang ■■ sociétés individuelles ■■ de réputation internationale.

Au 1^{er} janvier 1977, la société Dassault-Breguet avait produit 1 512 millions de francs, dont 1 312 millions de francs d'exportation dans

fin de la dernière guerre mondiale et jusqu'en 1972 la société nationale avait reçu l'équivalent de 1 000 milliards de francs nationaux, soit 4 000 emplois par an pendant une durée de vingt-cinq années environ.

A partir de ce repère, néanmoins, les rapports officiels ont fait apparaître que la SNCM avait perdu de l'argent à l'occasion des sous-traitances de Dassault-Breguet pour notamment le Mirage F-1 et le Falcon-20. Ceci s'expliquerait par le fait que, pour sauvegarder l'emploi, la SNCM n'a pas pu conclure des contrats définitifs avec le groupe privé, et que ses avances gouvernementales ne lui ont permis de continuer à travailler qu'à titre provisoire. Elle ne se passe pas transmise, comme il se doit, aux clients au sous-traitant par sa main d'œuvre.

En 1976-77 (exercice commun), le montant des concours financiers de l'Etat par salaire de chaque entreprise s'est élevé à 113 884 F pour Dassault, 78 927 F pour la SNECMA et 42 274 F pour Turboméca (société privée de fabrication de moteurs d'avion et d'hélicoptères).

La fabrication du Transall :
quatre mille emplois par an

Le 29 octobre 1972, la [] nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.) se compose d'éléments allemands V.F.W. - Fokker (à Brême) et la société ouest-allemande Messerschmitt - Bölkow Blohm (M.B.B.) ont été constitués par accord pour assurer la fabrication du Transall, arrivée en 1972. La charge de travail pour l'industrie aéronautique française sera importante : mille emplois au moins, principalement à la SNECMA (qui fabrique les moteurs avec la société britannique Rolls Royce), et la [] qui fera la voilure, la [], final est le [] des usines de Nantes, où Mécanic (société) et Rouleaux (société) du Transall est un avion bi-turbopropulseur ; transport militaire tactique, construit entre 1968 et 1972, à ce jour, il y a cinquante-sept appareils en service, mais France (cinquante exemplaires), République fédérale d'Allemagne, au Turquin, au Royaume-Uni, Espagne, Italie, Grèce, Israël, le Transall

a été retenu par quatre nations alliées. Au Maroc, l'Aéroport pour le [] est en cours.

La capacité de transport de l'appareil atteint 16 tonnes sur 1 250 à 1 800 kilomètres et 8 tonnes sur 1 800 à 2 000 km. Les Transall pour opérer à partir [] terrains courts et sommairement préparés. Il a été [] dans [] opérations rapides, comme l'évacuation des secourus pour [] catastrophes naturelles, ou [] de missions militaires, comme récemment au Tchad et au Zaïre, par la France.

La relation du Transall repose sur la substitution de sociétés moyennes apparues, dont le prix moyen à l'exportation serait de 18 millions \$ dollars français, soit environ 10 % de la C-130 Hercules américaine — se vendent pour moins de 19 millions de dollars, ce qui complique la commercialisation du Transall, car il existe un marché civil.

L'«A-200» de la SNIAS : une nouvelle famille d'avions moyen-courriers européens

En la baptisant A-200, la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) a présenté au Salon International du Bourget une nouvelle génération de bi-réacteurs « court-courrier » destinés à voler à 80 et au-delà. Cet appareil existait en deux versions : PA-200 A, avec 132 sièges, et PA-300 B, avec 174 sièges.

Les deux modèles devaient offrir un minimum d'équipements communs avec l'Airbus A-300 pour condorner l'exploitation des différents avions par une même compagnie.

Cependant, la construction ferait appel à la même aérodynamique évoluée (profil des ailes critique de l'usage des mêmes moteurs), le CFM-56 de 10 tonnes de poussée conçu par la SNECMA et General Electric. D'un poids au décollage de 68 tonnes, le PA-200 devrait franchir des étapes de 4 000 kilomètres.

L'A-200 est présenté par son constructeur comme un avion plus économique que les dérivés du moyen-courrier tri-réacteur Airbus A-300. La SNIAS estime qu'il aura à l'origine d'une famille d'avions européens.

De son côté, le groupe privé Dassault-Breguet avait conçu, avec la collaboration de la Société nationale industrielle aérospatiale, un projet d'un bi-réacteur Marcou-200. Mais les hésitations du marché et les réserves du constructeur américain ont conduit à présenter un nouveau projet à d'éventuels partenaires européens. Il ne semble pas que ce programme de Dassault-Breguet fermera tout espoir, les faveurs du gouvernement français.

[illegible]

«...pour per-
qu'en temps
la guerre, coprie
d'Air Inter « U.T.A. », que, depuis
lors, il a pu lui une raison,
qu'elle ne dissèque
représenté par le droit
le transport aérien entier.
Dans sa note d'information,
la compagnie a été criti-
quée pour ses récentes
tence dans notre pays de deux
grands transporteurs long-cour-

C'est un phénomène unique en Europe, à l'exception — et encore dans une moindre mesure — de la Grande-Bretagne, où sont les responsables d'abus de la concurrence qui sont donnés ne sont pas connaissances françaises deux compagnies françaises qui ont leur propre concurrence qui présence la présence une compagnie privée ne pas appartient l'exemple d'une melleure gestion.

France nourrirait ses
 et les appréhensions de
 de ces deux partenaires. Les
 de la compagnie privée U.T.O.A. reste
 connaît que « le monopole est
 un schéma et conduit à l'assouplis-
 sement à l'égard des intérêts
 elle tient à préserver une
 certaine indépendance à l'égard des
 pouvoirs publics. Car, comme l'a

A black and white photograph showing a close-up of a tree branch with several leaves. A small, ornate bell hangs from the branch on the right side. The background is dark and out of focus.

kerosène, même
son monopole, elle
pas réduire, autre mesure
une clientèle mécontente
la voir utiliser de vieux
conduire économiquement
posse hélas ! par la location de
Boeing en attendant que la
propre, à la place du pro-
remplacement à offrir à
transporteurs.

irie aéronautique, n'a-t-il
également rationalisé
transport ou du
matériel qui ferme les cieux
internationaux.

Est-il logique qu'U.T.A. n'
subir aucune contrainte ? Elle a
du à transférer en bloc son exploi-
tation du Bourget à Roissy, réve-
nir les avions à destination d'Eu-
rope. Elle n'a pas été invitée

D'Orly-Ouest à Roissy

Entre autres, Air Inter a surpris le public en annonçant qu'elle allait acheter des avions de l'Air France, l'obligeant à s'installer plus solidement à Roissy, si facon de dire, à se faire accepter de la compagnie nationale. Celle-ci, comme on l'a vu, n'est pas si facile à séduire. Mais, qui, débarquant à Orly-Ouest, préfèrent continuer leur voyage dans des avions étrangers plutôt que dans ceux d'exportation française ?

A juste titre, Air Inter a voulu qu'Orly-Ouest soit parfaite-
ment adaptée à son rôle de

généraliste d'avions français ; elle a pu, par exemple, accueillir la Concorde et le service « Afrique du Nord ou sur l'Extrême-Orient » elle n'a pas commandé d'avions à l'étranger, intrinsèque-
ment, à un réseau africain. En inciter, par exemple, aux compagnies africaines, à l'instar de la compagnie Comair.

Comme l'a fait pour la Société Air France, les avions Marcel Dassault, le gouvernement n'a-t-il pas eu l'occasion de constater que le capital d'U.T.A., une compagnie française, est bloqué afin de rationaliser les structures de transport aérien français ?

Il faut donc et la conférence de presse de l'Orly-Ouest à son po-

LES TROIS GRANDS
■ AIR FRANCE qui, au 1^{er} décembre dernier, employait 39 884 personnes, a réalisé, en 1977, un chiffre d'affaires de 13,9 milliards de francs, son bilan comptable se soldant par un excédent de 418 millions de francs. Son trafic s'est ainsi réparti : 19,2 millions de passagers-kilomètres transportés et 2,7 milliards de tonnes-kilomètres de fret.

■ AIR INTER qui, au 31 décembre dernier, employait 15 283 personnes a réalisé, en 1977, un chiffre d'affaires de 10,2 milliards de francs.

■ BOEING qui, au 31 décembre dernier, employait 12 000 personnes a réalisé, en 1977, un chiffre d'affaires de 10,2 milliards de francs.

(1) Le capital d'U.T.A. est réparti de la façon suivante : Compagnie des chemins de fer (50 %), Compagnie financière et maritime (20 %), participation (10 %), Société d'assurances de crédit et des pays étrangers (10 %), Société d'assurances de Suède (10 %), Banque de Paris et des Pays-Bas (2 %), institutions diverses (2 %).

(2) Le capital est réparti de la façon suivante : Air France (24,85 %), S.N.C.F. (24,85 %), Aléman des dépôts (10 %), Omnium de petites entreprises (10 %), Lazard frères et Cie (8,53 %), U.T.A. (14,88 %), Compagnie des chemins de fer (10 %), Compagnie des assurances de Suède (10 %), institutions diverses (1,78 %), Compagnie financière de Suède (8,53 %).

La Castellana

24 maisons
dans le parc du château
des claves sous bois

- un site privilégié, classé avec des arbres séculaires, un château et ses deux tourelles
- le parc, un jardin engazonné qui sera le vôtre, où vous pourrez composer votre rocalla ou votre "mixed border"
- des maisons de 5 et 6 pièces, toutes avec un grand sous-sol, conçues dans une architecture maison de maître : les toitures sont en tuiles vieilles, les murs recouverts d'un crépi clair, les fenêtres et bow-window à petits carreaux, la française et les volets en bois
- vous pourrez choisir les couleurs de vos papiers peints, moquettes et carrelages
- votre intérieur sera pratique, avec des penderies et placards pour tout ranger
- confortable, les toilettes d'eau sont entièrement équipées
- douillet, votre température d'ambiance sera réglée avec souplesse par thermostats.

la qualité de l'installation électrique, du chauffage et de l'isolation thermique **est** garantie par le label confort total électrique de promotelec

prix fermes et définitifs
livraison juillet 1977

Contraception en France

carences inacceptables

La contraception commence à faire partie intégrante de la vie des Français. Mais, si elle est devenue une préoccupation majeure, elle n'est pas encore devenue une science exacte. Les carences sont nombreuses et inacceptables. Elles concernent d'abord l'accès à la contraception, puis son utilisation, et enfin la qualité de l'information.

Le chemin parcouru, non sans combats, n'est pas suffisant. Il faut continuer à lutter pour que la contraception soit accessible à tous, utilisée correctement, et que l'information soit de qualité.

De ESCOFFIER-LAMME

132 547 avortements déclarés en 1976

Le nombre d'avortements déclarés en 1976 s'élève à 132 547. Ce chiffre est en augmentation par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due à une meilleure connaissance des droits des femmes et à une plus grande utilisation des services de planification familiale.

SCIENCES

LA PRÉPARATION DU BUDGET DE LA RECHERCHE

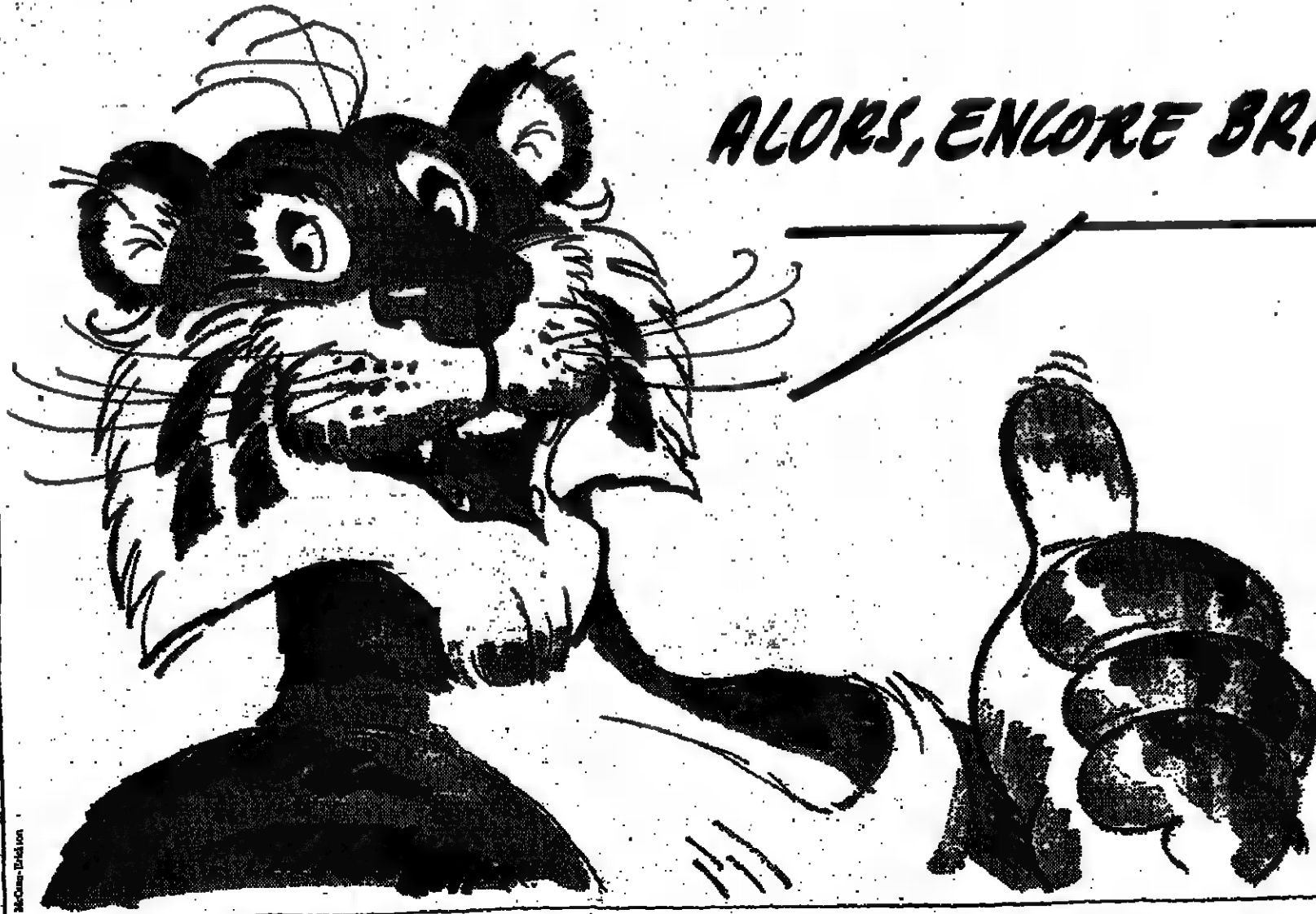
M Sourdille passe à l'offensive

M. Sourdille, ministre de la Recherche, a annoncé qu'il allait passer à l'offensive pour augmenter les crédits de la recherche scientifique. Il a souligné l'importance de la recherche pour le développement de la France et a promis de faire passer la recherche au premier plan des préoccupations gouvernementales.

BRAVO!

**MAINTENANT TOUT LE MONDE A DÉCOUVERT
L'ESSENCE QUI FAIT CONSOMMER MOINS.
TOUT LE MONDE EN EST FIER! TANT MIEUX!
MAIS L'ESSENCE QUI FAIT CONSOMMER MOINS,
ELLE EST DANS TOUTES LES STATIONS ESSO
DEPUIS PÂQUES 68! C'ÉTAIT LA PREMIÈRE:
ESSO EXTRA AVEC VITANE.**

ALORS, ENCORE BRAVO!



C'est si bon de s'arrêter chez Esso.

M. _____

Je ~~me soumet~~ une garantie
 contre le vol dans mon appartement
 ou mon ~~maison~~,
 par l'installation sans ~~coût~~ ☐ système
☒ super-sécurité BRICARD
 ou du système d'alarme
 COFRADIT.

Je désire recevoir, sans engagement :
 une documentation. ☐
 un devis gratuit. ☐
 (après rendez-vous).

Possibilités de ~~paiement~~ ☐ 21 mois.

COFRADIT
 10, rue Pierre Brossolette,
 92500 RUEIL MALMAISON
 Téléphone : ☐ 11 90.

Mémoires de Pliouchtch

(Suite de la page 21.)

En classe, déjà, la mort de Staline l'avait moins que ses camarades, et la condamnation du stalinisme lui avait paru incomplète.

Très vite, ses interventions critiques ont pris le sens d'un refus global des asservissements et des crimes d'Etat, dont il se sentait complice en tant que « Tous les risques plutôt que de vivre dans un mensonge et en esclavage », dit sa femme Tania, au pire de leurs épreuves.

CET esprit de dissidence leur est venu de leurs origines. Comme Ukrainien, et comme demi-Juive, ils ont ressenti plus que d'autres les persécutions antinationales et antisémites. Pliouchtch n'a jamais oublié les salaires de sa mère, veuve de prisonnier et cuisinière dans un camp d'Odesa.

Il a été également poussé à l'hérésie par sa curiosité naturelle et son goût du libre examen. Spécialiste de cybernétique, il s'intéressait au freudisme, à la télépathie, au yoga. Il demande à ses collègues les plus érudits — Dostoevski, Tolstoï, Kafka, Saint-Exupéry, Ionesco, Beckett — de l'éclairer sur le sens intime de la vie, comme sur la meilleure organisation de la cité. La peinture de Van Gogh le convainc, par exemple, que la rémission du matérialisme dialectique n'est pas réponse à tout.

On le voit surtout proche du Choukine du Pavillon des cancéreux, selon qui le socialisme n'est qu'un « moral », et Choukine a dû avoir l'air d'un homme aux valeurs humaines ébranlées. On n'est pas loin du « Si Dieu n'a rien pas, tout est permis » de Dostoevski.

Mais Pliouchtch, malgré son grand-père juif croyant, ne partage pas la foi religieuse de Soljenitsyne. En bon scientifique, il estime que l'absence de mystère de vérité prive de tout sens les « élucubrations » des mystiques. Il refuse, avec la même énergie, les invocations du patriotisme grand-russe et slavophile. Pour l'essentiel, et non

sans mérite, vu ce qu'il a enduré d'un régime qui s'en réclame, il s'est attaché au marxisme.

Il y mêle des analyses d'ordre psychologique. L'orthodoxie ne lui associe pas d'instincts : il croit par exemple, au diagnostic d'un psychiatre mais qui l'U.R.S.S. serait atteinte de « doublement schizophrénique », une part d'elle-même tendant au communisme et l'autre, pendant au temps d'Ivan le Terrible, d'être le « double » du communisme mégalomane au délire de la persécution, et son air d'immense asile où des psychopathes soignent une masse de bien-portants.

Mais c'est en marxiste convaincu et soucieux de convaincre qu'il argumente avec ses persécuteurs, non pour

par Bertrand Poirot-Delpech

prendre au piège de leur dialectique. C'est un nom des règles « scientifiques » de la philosophie d'Etat qu'il récuse comme insuffisantes les explications du stalinisme par le « XXII^e congrès » et par l'« Union des forces démocratiques » dans la logique de la déstalinisation officielle.

Il a bien estimé, en savoir, que l'absence de la logique formelle est plus l'absence de l'analyse scientifique de l'U.R.S.S. que la « dialectique matérialiste », d'où ne peut sortir, d'après lui, outre les « erreurs » yessénistes, qu'un néo-lamarxisme, c'est un lecteur et héritier de Marc qu'il analyse les progrès de la bourgeoisie rétrograde ou du capitalisme d'Etat.

C'EST encore en vertu du principe énoncé par Lénine dans *Sur la révolution* qu'il s'élève contre l'absence de rémunérations aux intellectuels et ouvriers. S'il penche pour un pluralisme des partis, c'est qu'il ne voit pas d'autre moyen de réaliser la promesse du même Lénine qu'en pays socialiste chacun devra « être libre d'écrire tout ce qui lui passe par la tête ».

Si, enfin, il découvre très tôt que les camps ne sont pas une bavure du système, mais un de ses vices fondamentaux, il s'inspire aux détournements du marxisme et non à sa méthode, dont il continue à servir, pour élucider ces abus.

Il s'agit de la perquisition qui précède son arrestation, il se penche en marxiste sur les « vices » de dégradation des révolutions chrétiennes, françaises et bolcheviques. Les hypothèses auxquelles il parvient ne sont pas incompatibles avec ce qu'il appelle un « néo-marxisme » : que la dégradation découle de la prise du pouvoir par un appareil technocratique de « serviteurs du peuple », que les « erreurs » des mêmes quand elles s'inscrivent au nom de l'Etat ou du communisme, qu'elles ont la même faculté d'écarter le pays, de transformer leurs « erreurs » en « erreurs » de la démocratie, de contenir l'adversaire, l'hôte psychiatrique d'U.R.S.S. portant en lui l'équivalent occidental.

Pliouchtch voit en rose l'avenir de la Russie après ce qu'il a subi, le contraire ferait douter de sa santé mentale. Il est notamment convaincu que les intellectuels font courir au régime de déstalinisation, il multiplie mises en garde aux hommes de gauche occidentaux dans leur rêve d'un « avenir radieux ».

Mais la notion de « avenir radieux » n'est pas celle-ci n'a aucun sens si ne peut être corrigée. Il ne s'agit pas, pour ce rescapé exemplaire, de se résigner à la « normalité de tout » ni de se promener éternellement « seul avec le vent » comme le Prisonnier de Pouchkine.

Il est théorique et dandy, il est optimiste de la volonté, dont sont capables ceux qui ont souffert pour un vrai.

* DANS LE CARNAVAL DE L'ESPIONNAGE, de Léonide Pliouchtch, 128 pages, 12 F.

politique

Tigrig devant la défaite des révisionnistes

■ Vingt années de contestation à l'Est.

PAVEL TIGRIG, qui appartient à la génération des exilés politiques tchécoslovaques de 1948, traite de « l'impossibilité de revenir d'un système totalitaire qui, dans certaines parties du monde, se dit socialiste à un système démocratique ». On peut cependant encore : de l'impossibilité de revenir à la démocratie par la révolution, la réforme ou la « révolution de la dictature ». Question d'actualité, s'il en est, tant aux multiples courants de protestation, voire de dissidence, qui ne cessent de secouer les pays de l'Est depuis plus de vingt ans, depuis 1948.

Pour ce faire, Pavel Tigrig a eu l'idée de présenter les théorèmes des révisions tchécoslovaques, du Tchécoslovaque Milovan Djilas à l'Allemand Herbert Hagemann et au Hongrois Imre Nagy, du Tchécoslovaque Kohnout à la Slovaque Ladislav Misaček aux Polonais Janek Kuron et Karol Modzelewski et aux autres penseurs d'U.R.S.S. Roy et Jurek Medvedev. Cela constitue à son essai une épaisseur humaine et un exposé des situations concrètes dans les différents pays de l'Est qui seront d'une grande aide au lecteur français pour s'orienter dans des tensions politiques dont il ne peut guère connaître que les moments les plus aigus.

Tigrig, pour clore cette présentation, que le mérite de Pavel Tigrig, dans ces portraits, est d'avoir fait servir son expérience longue et approfondie de ces problèmes à une approche bienveillante et objective de ces hommes. Il a su résister à la tentation d'avoir eu raison avant eux pour tenter de pénétrer leurs raisons sans condescendance ni sectarisme. Il ne dit jamais : cette défaite était prévisible dès 1948, mais, au contraire, il sait nous la donner à vivre en 1968, en 1969, en 1970.

Un révisionnisme est un réformisme qui a dû d'abord résister à ses anciens postulats marxistes, voire marxistes-léninistes. Et, ce qui frappe dans la génération actuelle des révisionnistes, comme le note Pavel Tigrig, c'est qu'ils refusent tous « l'héritage moral légué par Staline ou le mouvement communiste et ils réclament tous le retour aux sources de l'humanisme marxiste ». Le socialisme ne saurait être réalisé sans la liberté. Le socialisme doit avoir un visage humain. Telles sont leurs idées communes. Il s'y greffe presque toujours la tendance au communisme national, c'est-à-dire à la préservation (ou à la reconquête) de l'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, la défense de l'autonomie culturelle.

Pavel Tigrig montre très bien que c'est là un courant profond et non le fait de quelques individualités. Un courant qui n'a cessé, en dépit des échecs et des persécutions, de remettre et de se développer au moins jusqu'à ces toutes dernières années et qui anime toujours l'espérance de nombreux militants. Mais il nous donne à observer une caractéristique non moins importante, à

savoir que, en dehors des grands moments de l'histoire, comme octobre 1948 en Hongrie et en Pologne ou le printemps de Prague, qui l'ont, en quelque sorte, généralisé, le révisionnisme n'est manifesté dans l'action de certains dirigeants, au moins un certain temps, chez Tito, chez Khrouchchev, chez Gomulka et même chez Kadar.

Le pouvoir et la vérité

« On peut remarquer du philosophe tchécoslovaque Ivan Svitak, que Tigrig cite, que le révisionnisme, s'il est considéré de l'extérieur, est un plan politique, comme peu à peu le rôle de position orthodoxe, tandis que, s'il échoue politiquement, il est frappé d'anathème comme hérétique. Or, la différence entre les deux n'est pas celle qui sépare la fidélité à un principe de la trahison, mais celle qui distingue le succès de l'échec : de même que le critère du développement du marxisme n'est pas la vérité mais le pouvoir. »

Nous touchons là à l'essentiel. Le révisionnisme est impossible au pouvoir dans un Etat socialiste. Soit que l'exercice même du pouvoir conduise à un coup d'Etat (Khrouchchev), à la défense de l'ancien ordre (Gomulka, Tito), soit que l'armée soviétique y mette « son ordre » (Hongrie 68, Tchécoslovaquie 68) : « Au bout de trente années d'essai, nous sommes parvenus à constater que les changements de structure de ces régimes sont peu importants, et plutôt nuls. » Aussi le phénomène nouveau est, face à la défaite constante du révisionnisme, la montée de l'idée que le régime stalinien ne saurait être réformé et ne peut être que détruit. Ici le vieux philosophe Ernst Bloch et ses cadets comme Svitak, Kuron et Modzelewski se rejoignent. Et Leszek Kolakowski comme le jeune historien Adam Michnik, lors d'un colloque organisé à Paris l'automne dernier à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Octobre polonais et de la révolution hongroise, constataient en commun que le révisionnisme avait cessé d'exister en tant que perspective idéologique.

Reste, comme l'a souligné Kolakowski, que c'est « justement parce qu'il avait attiré l'attention sur les contrastes grotesques entre cette façade de pluralisme et les réalités tangibles de la vie sociale que le concept de communisme non totalitaire (...) est devenu l'un des principaux facteurs de la présente désintégration idéologique du communisme ».

Sur cette désintégration se développe l'actuel mouvement de défense des droits de l'homme qui va de Sakharov à la Charte 77 : hier d'essentiel ne saurait être redressé ou conservé tant que les libertés n'auront pas été restaurées.

Tel est le chemin que nous fait parcourir Pavel Tigrig en suivant ses « révolutions amères », et cet essai est l'un des plus nécessaires à la compréhension de notre temps. Il lui

manque, quant au traitement du sujet proprement dit du révisionnisme, un dernier chapitre : celui de la persistance de la foi révisionniste, malgré les défaites, et des raisons de cette persistance, chapitre qui déboucherait sur la relation entre le révisionnisme et la tendance à l'« eurocommunisme » à l'ouest. Mais le livre *Amère révolution* l'exclut, qui nous renvoie aux seules révolutions déjà faites.

PIERRE DAIX.

* AMÈRE REVOLUTION, de Pavel Tigrig, 128 pages, 12 F.

théorie littéraire

Une révolution dans la critique

(Suite de la page 21.)

Les linguistes eux-mêmes, vers 1980, avaient déjà commencé à remettre en question. Chomsky soutenait que toute grammaire est le produit d'une démarche intellectuelle inhérente au cerveau humain, et dont il s'agissait de définir les lois en logique-mathématiques. L'abstraction linguistique, battue sur son propre terrain, baissait pavillon devant une abstraction bien plus puissante encore, et déjà les mathématiciens campent aux portes de la littérature (à la suite de franco-tiens comme

Philippe Richard, qui, à la Maison des sciences de l'homme, pose à l'Université les comètes et les mythes).

La nouvelle linguistique ne se rapproche pas seulement du sujet connaissant, mais aussi de l'objet — du « contenu » — de la connaissance, et c'est là surtout que le compromis sensationnel vole en éclats. Le grand problème de l'homme, le lien d'élection de la crise, c'est la sémantique : un domaine familier aux structuralistes, qui n'ont cessé de se demander pourquoi la littérature produit du sens et ont seulement déplacé le front de leurs questions. Les uns se tournent vers la psychanalyse lacanienne reposée en termes de sémiotique ; d'autres, notamment, les cas de Claude Lévi-Strauss dans *Le mythe et le langage* (Communication, n° 23) et dans le *Signifiant imaginaire* (10/18). Les autres, à la suite de Jakobson, interrogent les faits de langage qui, comme l'oncomatopée, peuvent difficilement passer pour arbitraires : c'est le cas de Gérard Genette dans *Mimologiques* (Seuil) et précédemment de Todorov dans *Théorie du symbole*.

Le rôle du traître

Ici l'histoire s'amuse. La critique thématique était grande, consensuelle et symbolique : on pourrait presque dire qu'elle n'était que cela. Du coup, la critique structurale s'est longtemps tenue antisymbolique : le retour à l'histoire du symbole, c'est un peu le retour du refoulé. Pourtant, Saussure avait laissé échapper que « le symbole a pour caractère de se référer à tout ce qui fait arbitraire (...) Le symbole de la justice, la balance, ne pourrait pas être remplacé par n'importe quel, un char, par exemple ». Après quoi, il faut attendre jusqu'en 1972, où le n° 11 de *Poésie* nous livre à la fois (sans le dire symboliquement ?) la première mimologie de Genette et la première symbolique de Todorov. Aujourd'hui, ces nouveaux domaines atteignent le stade du livre, du grand édifice conceptuel, et celui de Todorov réserve à Saussure (aujourd'hui symboliquement ?) le plus court de ses chapitres — et, dans ce chapitre, quelque chose qui ressemble fort au rôle du traître.

Inutile de s'appesantir sur la palinodie, aussi rétrécie que digne d'un auteur courbe la tête en vrai Socrate, avec fierté ; il sait que peu de gens ont comme lui le courage de changer d'avis). Ce qui est le plus remarquable ici, c'est la conscience aiguë de vivre une crise : Todorov n'étudie pas la théorie du symbole ni même les théories du symbole, mais des théories du symbole. Il les présente avec sa clarté coutumière, comparant les mots et les concepts, résumant les passages épineux, l'ordre autant qu'il est possible ; mais il accepte la pluralité des théories, ce qui fait glisser le débat du terrain scientifique au terrain philosophique.

Bien mieux : il identifie une période de crise (le romantisme allemand) où toutes les théories

ont basculé, et autour de laquelle il organise son ouvrage. Cette fois, nous rétrogradons de la philosophie à l'histoire, et l'on mesure le terrain parcouru quand Todorov définit la « crise » : « l'absence d'unité et l'absence de l'objet et des concepts à comme une attitude possible parmi d'autres, modeste, impossible, chez un « théoricien structuraliste il y a dix ans. »

Cette défaite des certitudes a ses limites : dès le préambule, l'auteur nous prévient que pour lui le symbole est un cas particulier, un signe ; et sa conclusion n'est pas pour ceux qui, à l'instar de Saussure, ont vu le symbole comme un signe avant tout. Ici, il y a un optimisme excessif, il faut prévoir une solution selon laquelle tout problème est un problème de langage. On regrette un peu l'apologie finale de Jakobson, qui transpose par son ton d'hagiographie plénière de tant d'autres théoriciens. Mais le vrai sens du livre est ailleurs, dans le chapitre sur le romantisme, qui nous découvre le symbole, à la fin du dix-huitième siècle, un peu comme Todorov a le redécouvert, il y a quelques années. Il est aussi dans le chapitre sur le langage, où Todorov nous fait passer de la Grammaire à la Rhétorique, à la Poétique, à la Critique, qui fut sans le savoir un des précurseurs de Jacques Barthes, ou peut-être un peu le langage de R. A. Laferrière. C'est sur le mode intense qu'il sur le mode bouffon, que Todorov vit la crise, en homme égaré entre Quintilien et Robbe-Grillet et qui tente vainement de tenir les deux bouts de la chaîne. Son livre est peut-être un roman pléinier dont il serait le principal personnage et les théoriciens qu'il rencontre, de saint Augustin à Freud, les personnages épiques.

On n'a pas fini de parler de *Théorie du symbole*. D'abord parce qu'il faut pour être un chef-d'œuvre : jamais Todorov n'a été plus limpide, jamais il n'a été plus concerné. Ensuite parce qu'il pose un problème qui selon toute apparence n'est pas près d'être résolu : la prochaine théorie du symbole reste à faire (1), et rien ne prouve qu'elle tirera la théorie du signe de l'impasse où elle se trouve. La tâche des années à venir est sans doute, après cette nouvelle percée théorique, de servir de plus près les faits, de défricher de nouveaux domaines comme le cinéma, où le processus de symbolisation est plus facile à observer qu'en littérature, et de passer du symbole au symbolique, c'est-à-dire de rejoindre la psychanalyse sur laquelle travaillent déjà d'autres chercheurs. Mais cette convergence prévisible est déjà en acte chez Todorov, qui consacre un chapitre à la « rhétorique de Freud ».

JACQUES GOIMARD.

* THEORIES DU SYMBOLISME, Todorov, Seuil, 378 p., 59 F.

(1) Todorov l'annonce pour prochain volume. On sait, par exemple, que Todorov a déjà consacré un chapitre à la « rhétorique de Freud ».

Manuèle Peyrol

Journal d'une mère indigne

« Un roman d'amour, d'amour maternel, comme il y en a peu »

ANDRÉ STIL de l'Académie Goncourt

« Roman pudique et audacieux »

JOSANE DURANTEAU

« LE MONDE »

ROMAN/JULLIARD

Un homme de 81 ans dynamique et larval malade dévoile son

H.-Ch. GEFROY
TU VIVRAS
CENT ANS

En vente aux Editions CEVIC
S.P. 5 - 100, rue MANDRÉ-LES-BOIS
(Prix : 45 F. + port : 6,80 F)

LYS NOIR
MS XVII,
Chapelier du Temple

مكتبة الأناضول

● La violence est-elle caractéristique de la « féminité » ?

DEFOIEMENT, le p-
n-lytes de l'insu-
nienne semblent
s'agit-racer, depuis
mou, à la sexualité
Après les livres de
Mafouan (1) et de
Lemone - Lucelle (2),
L'ombre et le Nom, de
Mantulay, Les cris et le
ments des femmes en
plus de années serai-
vurus, par le biais du
interpellier ces analy-
metraient-ils en
thème ou leur pratique
de ce qu'ils peuvent, p-
entendre ? Ce sera p-
contraire : il s'agit p-
d'interpréter selon l'ac-
cuse les paroles p-
non d'écouter

[illegible][illegible][illegible]

SECRET

10-10-68

IES AMERCO

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

10

belfond

DOMINIQUE DE ROUX
LE CINQUIÈME
EMPIRE

ROMAN



"Il n'y a de grande écriture que d'agonie", observe Dominique de Roux. Sa disparition subite donne à ce cri toute sa vérité et au "Cinquième Empire" le tragique d'un testament."

Bertrand Poirot-Delpech
(Le Monde)



Dans le n° 125 du
**magazine
littéraire**

JUIN 1977

Un grand dossier

U.R.S.S. :
**LES ÉCRIVAINS
DE LA DISSIDENCE**

Un entretien avec
JORGE-LUIS BORGES

En vente
dans tous les librairies : 7,50 F

40, rue des Écoles-Paris
75007 PARIS

souvenirs**LES MÉSAVENTURES
D'UN PIÉTON
DE L'HISTOIRE**

De la L.V.F. à la prison, la marine au front russe, de l'alcôolisme à la clochardisation, cela fait beaucoup pour un seul homme. Un document.

ASSUREMENT, Jean-Louis Le Roy croyait aux « souvenirs ». Il était honnête et bonhomme. Il était courageux et tenait parole. Ces qualités-là, nécessaires aux livres de morale d'autrefois pour distinguer le menu peuple, peuvent mener un citoyen ordinaire aux pires ennuis s'il se mêle des aléas de l'actualité. Ainsi Jean-Louis aimait la mer, en « bon Breton ». Il devint donc marin. Il aimait Dieu et croyait en ses serviteurs. Il devint croisé anti-bolchevique — ces « sans-Dieu » — conclusion réservée aux fois simples et malléables, aux consciences politiques balbutiantes.

Entre ses deux mutations, il y a la guerre et le sabotage de la marine à Toulon, surtout, l'attaque des navires français.



Mers-Et-Kéfir par les Anglais. Dans la France envahie, des policiers, des académiciens et un cardinal appellent la jeunesse à s'engager dans la Légion des volontaires français, formation qui combat sur le front russe. Jean-Louis Le Roy raconte « sa » guerre et ses durs combats, où des Français se doivent de prouver aux Allemands qu'ils sont les meilleurs. On l'honneur du drapeau va-t-il se nicher ? Le croisé ignore son état de mercenaire.

À la Libération, Le Roy, le « collaborateur », prend pour vingt ans de travaux forcés et collectionne les centrales. À Clairvaux, il voit avec Charles Maurras fiancé de Fuje, les derniers jours de Lacombe et Bérenger, glorieux d'autres siècles. Miliards, révoltes, brutalités, sont le lot commun des prisonniers. Grâce après cinq années de détention, Le Roy croit « quitter la purgatoire, il descendait aux enfers ». Pour sept ans.

**Dans l'alcôol
et la clochardisation**

À chaque fois qu'il obtient un emploi, il le perd dès qu'on apprend son passé. Pendant sept ans, il mène une vie d'errance, chassé ici, ignoré ailleurs. Il essaie de travailler en Suisse, en Allemagne, peaufinant l'écriture de tous ses romans. Mais il est interdit de séjour. De condamnations pour vagabondage en emplois perdus, il sombre, comme on dit, peu à peu dans l'alcôol, dans la clochardisation.

Un mélodrame s'achève bien et de préférence par une fin édifiante. Pour pouvoir garder une petite chose égarée, Le Roy tente une ultime cure de désalcoolisation chez un prêtre breton. Il s'en sort, reprend goût au quotidien. Il retourne du travail — le temps a passé. Pris il se marie.

Sur la guerre menée par la L.V.F. sur le front russe, sur les prisons et la condition des détenus politiques, sur la réinsertion de l'ancien condamné dans la vie civile, sur les affaires de l'alcôolisme, ce livre est un document, un témoignage. Il est à lire en tant que tel. L'auteur ne donne pas dans l'effet de style, il a simplement quelque chose à dire, sans rancune, mais non sans souffrance. Il se garde de toute appréciation politique, véritablement cela n'a jamais été son fort. On s'en gardera aussi : Jean-Louis Le Roy, mort quelques mois avant que ce livre ne soit publié, s'en moque aujourd'hui.

MÉTHODE ALLIOT.

HISTOIRE ET MARIN BRETON
ALCOOLIQUE ENGAGÉ VOLONTAIRE DANS LA L.V.F.
Jean-Louis Le Roy, 24, Tema, 259 p., 20 F.



LE VRAI
UN X
SUR CHAQUE
CROCHET

réalisez vos motifs, ports 10, 15, 20 kilos.
REFUSEZ LES IMITATIONS
2000 points de vente ou écrire
27, rue d'Enghien, 75010 Paris

FREDERIC LEPLAY-BARSAC

« PHILIPPE »

TOME 1

TAXI, AMOUR ET... SYMPHONIE

Romans d'amour pour adultes

vocalisés l'amour

ED. LA PENSÉE UNIVERSELLE

société**Visages et mœurs des coopérants**

Les anciens colonisateurs et leur fausse conscience.

COMME les colons de naguère, des descriptions justes et enlevées, attestent que l'assistance technique vit sa condition dans la fausse conscience.

Tous les coopérants, il est vrai, n'ont pas la même conception de la coopération. C'est un de leurs principaux sujets de débat. Du jousseur sceptique qui ne songe qu'à s'enrichir, au chrétien dévoué qui croit, ou ne croit plus, à sa mission humanitaire, François de Negroni distingue cinq modèles. La recherche de l'innocence, dont l'archétype est l'« éco-sexologue », caractérise ceux qui se contentent d'explorer allégrement « les multiples visages tropicaux d'un même plaisir ».

Le ressentiment brut est illustré par le technocrate « scientifique », qui se préoccupe avant tout de ses profits personnels. Le « technocrate » offre l'exemple du ressentiment travesti, sublimant le « dégoût » dans la « pitié ». La mauvaise volonté traduit l'« état d'esprit de l'« animateur » qui s'efforce de l'« éducation » d'exotisme sa culpabilité. Enfin le « pied-rouge », image de l'idéal socialiste, cesse de dénoncer sa propre action, ce qui le conduit parfois à la mener sur le mode cynique.

Portraits-charges sans doute, dont quelques lignes ne sauraient résumer la richesse, mais qui ornent avec exactitude les figures complexes de la société coopérative. Celle-ci trouve son sens dans un commun projet de capitalisme dont seule s'inventent les signes selon qu'il est perçu dans la bonne ou la mauvaise conscience. Les « visages » de la coopération occidentale et de l'immigration africaine ne sont, comme le montre François de Negroni, que variations autour du thème unique de l'« appropriation » collective. Ces oppositions se font face, assurant-il, reposent sur une solidarité inventée, par laquelle s'exprime la dernière des « consciences européennes » : quelle soit vaine l'exaltation idéaliste ou dans la souffrance masochiste, la coopération est l'ultime avatar d'un désir de possession, source d'une vive satisfaction ou d'une intense frustration.

encore, qui inspirent à l'auteur des descriptions justes et enlevées, attestent que l'assistance technique vit sa condition dans la fausse conscience.

Tous les coopérants, il est vrai, n'ont pas la même conception de la coopération. C'est un de leurs principaux sujets de débat. Du jousseur sceptique qui ne songe qu'à s'enrichir, au chrétien dévoué qui croit, ou ne croit plus, à sa mission humanitaire, François de Negroni distingue cinq modèles. La recherche de l'innocence, dont l'archétype est l'« éco-sexologue », caractérise ceux qui se contentent d'explorer allégrement « les multiples visages tropicaux d'un même plaisir ».

Le ressentiment brut est illustré par le technocrate « scientifique », qui se préoccupe avant tout de ses profits personnels. Le « technocrate » offre l'exemple du ressentiment travesti, sublimant le « dégoût » dans la « pitié ». La mauvaise volonté traduit l'« état d'esprit de l'« animateur » qui s'efforce de l'« éducation » d'exotisme sa culpabilité. Enfin le « pied-rouge », image de l'idéal socialiste, cesse de dénoncer sa propre action, ce qui le conduit parfois à la mener sur le mode cynique.

Portraits-charges sans doute, dont quelques lignes ne sauraient résumer la richesse, mais qui ornent avec exactitude les figures complexes de la société coopérative. Celle-ci trouve son sens dans un commun projet de capitalisme dont seule s'inventent les signes selon qu'il est perçu dans la bonne ou la mauvaise conscience. Les « visages » de la coopération occidentale et de l'immigration africaine ne sont, comme le montre François de Negroni, que variations autour du thème unique de l'« appropriation » collective. Ces oppositions se font face, assurant-il, reposent sur une solidarité inventée, par laquelle s'exprime la dernière des « consciences européennes » : quelle soit vaine l'exaltation idéaliste ou dans la souffrance masochiste, la coopération est l'ultime avatar d'un désir de possession, source d'une vive satisfaction ou d'une intense frustration.

**Une subtile
discrimination**

La façon dont les assistants techniques se lient à leur pays d'accueil ne suffit pas cependant à définir leur manière d'être : les réalités de leur pays d'origine continuent de peser. Une subtile discrimination sépare le coopérant « de bonne famille » de son collègue petit-bourgeois. Les enfants d'ouvriers ou de paysans étant en nombre infime, les représentants de la grande et de la petite bourgeoisie sont majoritaires : ces deux groupes ne se confondent pas pour autant.

Il faut lire ces pages brillantes où François de Negroni, qui se souvient d'avoir publié en 1974 la France noble (aux Éditions du Seuil), oppose le comportement du grand bourgeois dans l'exercice de sa « légitimité retrouvée » à celui du petit bourgeois partagé entre la simulation envenimée et le rejet agressif. Paroli d'au-

tres traits qu'il faudrait évoquer, l'accumulation par le petit bourgeois d'objets exotiques censés donner du cachet à son appartement, qu'ils transforment en « débouché triomphant de l'artisanat autochtone », contraste avec l'esthétique à la fois « dépourvue » et « raffinée » qui imprègne le logement du grand bourgeois. Exemple éloquent de la manière dont le coopérant est vécu par chacun à travers les formes sociales de sa sensibilité.

Ainsi se dessinent, au terme d'une étude qui fait penser moins aux Mythologies de Roland Barthes — citées par Jean-Edern Hallier dans son préface d'introduction — qu'aux « formes sociales » de la transposition, fondée sur la relation qui unit le coopérant d'une part à sa « culture » sociale en métropole, et à son action dans le sous-développement.

Romans-prétextes

Les protagonistes de deux romans qui viennent de paraître chez Gallimard d'anciens coopérants témoignent « bien » de cette double dépendance. À croire qu'ils ont été conçus pour illustrer la thèse de François de Negroni. Tristan, le héros de *Bien algérien*, de Jean-Louis Terrade, est de ceux qui cultivent lucidement leur mauvaise conscience.

En Algérie, de Paul Savatier, on peut imaginer qu'il oscillait, à l'instar de son héros, entre le travail et l'idéal socialiste. Les « bonnes » de ces deux livres se classeraient parallèlement dans l'une ou l'autre des deux catégories répertoriées dans les consciences européennes. En Algérie semblent dominer ceux qui éprouvent dans l'immersion de coopération « l'ivresse du voyage », dit Tristan. Au Surinam, tous ceux que rencontre Michel sont là pour faire de l'argent. Mais, comme l'affirme une étudiante africaine dans le livre de Paul Savatier, « au Surinam les Européens qui viennent ici ont besoin, ont besoin, de sentir supérieurs aux Nègres » et l'on remplace « Nègres » par « Arabes », la formule s'applique au récit de Jean-Louis Terrade.

Ces petits cercles néo-coloniaux sont cependant trop stéréotypés pour que leurs intrigues, leurs émois, leurs idées nous intéressent longtemps. Aventures sans consistance, indignations sans importance, personnages sans existence. La forme romanesque est ici prétexte à une réflexion critique, quoique souvent superficielle, sur l'« imposture » de l'assistance technique.

Faut-il donc brûler la coopération ? Question finalement secondaire qui, à lire ces trois ouvrages, apparaît comme un mode de régulation de la société coopérative et n'appelle pas de réponse. Les deux livres de Paul Savatier, *Sur le Tanga-Nyika*, 240 pages, 20 F.

THOMAS FERENCZI

LES COLONIES VACAN-
CES, de François de Negroni, 197
dons HALLIER, 227 pages, 25 F.

BLEU ALGERIEN, de Jean-
Louis Terrade, Gallimard, 211 p.,
20 F.

L'ÉVÉNEMENT SUR LA TANGA-
NYIKA, de Paul Savatier, Gallimard,
240 pages, 20 F.

**y a-t-il une crise du livre?
de la librairie? de l'édition?**

À la demande du Président de la République, une concertation a été organisée par les administrations compétentes avec les milieux et les professions intéressées. Des décisions seront bientôt prises.

La Bibliographie de la France publie les principales pièces du dossier dans leur texte intégral. Elle est seule à le faire.

Fondée en 1811, la Bibliographie de la France, journal officiel du livre français informe chaque semaine tous ceux qui s'intéressent au livre avec :

- des nouvelles des professions,
- des études économiques sur les marchés du livre,
- la description par les éditeurs eux-mêmes et la liste, classée par ordre méthodique, des nouveaux livres parus,
- tous les dossiers importants qu'elle est seule à publier intégralement.

Pour le livre d'expression française :

La Bibliographie de la France

117, boulevard Saint-Germain 75279 PARIS Cedex 06

**Le Monde
de l'éducation**

Le numéro de juin para

AU SOMMAIRE

LES UNIVERSITÉS DANS LEURS RÉGIONS

« L'université est un monde à part » : « On n'est pas sur la même longueur d'ondes » : « C'est un monde de maritimes ». Ces réflexions de responsables économiques ou de chefs d'entreprise illustrent le fossé qui demeure entre les universités et la vie régionale.

Et pourtant, sous l'effet de contraintes diverses, une évolution se dessine. Ce sont les signes de ce changement d'attitude que décrit l'enquête menée par « Le Monde de l'éducation » dans plusieurs académies, et plus particulièrement celles de Bordeaux, Lille et Grenoble.

La tribune des législatives

Premiers participants à ce grand débat sur la politique éducative de la France : Edgar Faure, Lionel Stoléru, Alain Touraou, René Rémond, Gérard Mendel, Guy Avanzini.

Également au sommaire :

- Les nouveaux rythmes de l'abaissement.
- Un nouveau statut de l'éducation aux Pays-Bas.
- La recherche en éducation au Japon.
- La culture scolaire.
- Les problèmes de l'optique.
- Les faits... sans la statistique.

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX

Le numéro : 1 F - Abonnement (11 numéros par an), 50 F

les jeux sur l'opéra

DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
MODERNE ET POPULAIRE
LAROUSSE

كتاب الاخوان

~~SECRET~~ - OTHO RECORDS

1977-1978

[illegible]

the principal figure.

[illegible]

l'homme, la mythologie
à travers les siècles
- la poésie, et celle de
l'homme confondus avec

Où bien il s'agit de
répondre tout d'un
coup, nous présente
un pouvoir tel qu'il
est franchement, sans
douter que le pouvoir
est bien celui du cou-
rage se diffuse dans
le pour l'exercer, et
passer à la mise en
œuvre de millions de ges-
tes, les exploits de pas-
sion en fache, les
à la parole, leur con-
science pour me
l'âme. Ce désir de
être plus souvent, tra-
vailler sur bien de
nos malades,
fait de leurs affec-
tions, les hommes
et les individus, et
des jeunes, des
jeunes, ou même

Il pourra donc
être le témoin de
son commencement et
de son développement
dans l'histoire de la
civilisation humaine.
Il pourra donc être
le témoin de tout le
processus de la
civilisation humaine.
Il pourra donc être
le témoin de tout le
processus de la
civilisation humaine.

Il importe que le plus grand nombre ait la possibilité de connaître avec clarté et précision les lignes directrices et les principes de la science.

Albert EINSTEIN.

Une belle réalisation scientifique d'une haute tenue et sans précédent.
Etienne WOLFF, de l'Académie Française,
 membre du Comité de patronage de cette édition.



SIMENON

DE LA CAVE AU GRENIER

PRESSES DE LA CITE

EXCEPTIONNEL
ARMY'S
SOLDE

Aspirin des p7X

49
59
75

59
39

11

221

—

La science se caractérise avant tout par son exactitude, son ample et claire des problèmes résolus, son pouvoir de réfléchir et conduit à s'interroger sur le sens et le sens de notre temps. L'essor de la science est maintenant si rapide que les années qui nous séparent de la fin de notre siècle seront certainement fertiles en surprises. LA SCIENCE AU 20^{ème} SIÈCLE permet de canaliser l'influence considérable exercée aujourd'hui sur les rapports de l'homme avec la nature, de l'individu avec la société et sur toute la destinée de la civilisation. Les articles consacrés à la relativité, au noyau atomique, au rayonnement, à l'expansion de l'univers, à l'origine de la vie, au code génétique, à la biologie moléculaire, à la physiologie du système nerveux central, à l'écologie, aux caractères du travail dans la société contemporaine, visent à mettre ces matières à la portée de tout lecteur désireux d'être au courant de façon superficielle et parfois trompeuse de l'évolution du monde et des perspectives de la science moderne.

de l'origine de la vie
à la victoire sur
les maladies,
du noyau atomique à
l'expansion de l'univers

LA SCIENCE AU 20^e SIECLE

en vous offrant une nouvelle
vision du monde
vous livre déjà
la mémoire
de l'avenir.

**BON
DE DOCUMENTATION**

à retourner à :

LIVRE CLUB DIDEROT

Nom

Prénom

Adresse complète

désire être documenté gratuitement
sur la **France** au 20^e siècle.

LA SCIENCE AU 20^e SIECLE est publiée sous la direction
de Boris KOUZNETSOV : docteur es-sciences, directeur de
recherche de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.,
président du Comité International Albert Einstein.
Présentation et adaptation de Michel Rouzé, écrivain
scientifique.

TOME I - L'Espace et le Temps - *L'infini devient l'explicable ?*
TOME II - Le Cosmos - *Où va notre galaxie ?*
TOME III - La Matière - *Les physiciens peuvent-ils
encore parler de matière ?*
TOME IV - La Vie - *Pourra-t-on, en laboratoire,
fabriquer des cellules vivantes ? Les modifier
pour ? Les bébé-épreuves pour bientôt ?*
TOME V - L'Homme - *Pourra-t-il maîtriser totalement
son destin ?*

Des milliers d'illustrations dont 600 en couleurs
Reliure de luxe bleu nuit - format 30 x 24
Des textes très clairs par des chercheurs de
réputation mondiale.

OFFICE PUBLICITAIRE ■ FRANCE

HISTOIRE D'AIMER (It. v.o.)
Normandie. 82 (1850-41-18).

HISTOIRE D'AMER (Lt. v.a.)
 Normandie, 1^{er} (389-41-18).
L'HOMME QUI AIMA LES FEMME
 (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6^{es} (325-7-08) ; Bretagne, 6^{es} (222-57-97) ; Normandie, 6^{es} (389-41-18) ; Eldor, 1^{er} (770-11-34) ; U.G.C.-Gare de Lyon 1^{er} (343-01-58) ; U.G.C.-Gobelins 1^{er} (321-06-19) ; Mistral 1^{er} (538-52-43) ; Murat 1^{er} (288-90-75) ; Paramount-Malliot, 1^{er} (758-24-24) ; Secretan, 1^{er} (308-71-33).
LES DÉFIYABLES (A., v.l.)
 Olympia, 2^e (233-38-36) ; Les Français

JULIE FOT DE COLLE (Fr.) : Br
tague, 8° (222-57-97) : Biarritz.
(723-69-33) : Cambo, 8° (770-20-55)
LIQUIDEZ L'INSPECTEUR MIT
CHELI (A.) (*) : v.d. : Elysee
Cinéma, 8° (223-37-80) : V. : Re

■ (236-63-63) : Rotonde, 8° (53-
08-22) : Cinémons-Opéra, 8° (77-
01-80) : U.G.C.-Gobelins, 13° (53-
08-19) : Mistral, 15° (539-52-43).
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PA
(Fr.) : Quintette, 8° (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr.) [F] : Cluny
Palace, 5° (033-07-78) : Mergan, 9°
(359-82-82) : Lumière, 8° (770-9-)

64) : Panveto. 13^e (331-55-56)
Montparnasse-Pathé. 14^e (332-55-57)
13) : Gaumont-Convention. 15^e (333-55-58)
14) : Wepler. 16^e (334-55-59)
70) : Gaumont-Gambetta. 20^e (77-02-74).
NETWORK (A. v.o.) : Publishers
Chamont-Etudes. 8^e (720-76-23).

LA NUIT DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (Fr.) : Saint-Germain-Hôtel, 5e (633-37-59); Montparnasse, 8e (544-14-37); Bosquet, 7e (551-44-11); Marignan, 8e (352-82-82); **Clémenceau**, 14e (533-31-11).

Cambroline, 15° (734-42-96); Clichy

'OMAR GATLATO (Alg., v.o.) | STU

die Medizin. 3. (272-62-98). Myrtha

L'OMBRE DES CHATEAUX (FL.)

à 14 h - 15 h 50 - 17 h 45
19 h - 21 h 35
BELLE DE JOUR
de Luis Buñuel
à 12 h *sauf mar. dim.*
REMORQUES
de Jean Grémillon

مكتبة ابن الجوزي

TELEVISION

Un enfant

Le Dr Jean Guennou et Mme. née Anne Azria, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue Pierre-Guérin, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Armelle Le Blanc, née de M. Philippe Le Blanc, décédé, et de Mlle M. Antonette Quillard-Madelin, avec M. Xavier Henry, fils de M. Georges Henry et de Mme. Madeleine Henry, décédée. Le mariage a été célébré dans l'église de la Madeleine, le 22 mai à 14 h 30 (Haute-Vienne).

M. et Mme. Robert Bourdier de Bechou, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue de la République, 75011 Paris.

M. et Mme. Robert Bourdier de Bechou, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue de la République, 75011 Paris.

JEUDI 9 JUIN

CHASSE (FR 3)
SAISON EN FIERE
SAISON EN FIERE
SAISON EN FIERE

FRANCE CULTURE
FRANCE MUSIQUE

VENDREDI 10 JUIN

FR 3
FRANCE CULTURE
FRANCE MUSIQUE

THEATRE ET MUSIQUE

MAZDA



Naissances

Mme Yvonne Guennou, née de M. Yves-Charles Guennou et de Mme. née Anne Azria, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue Pierre-Guérin, 75016 Paris.

Mariages

M. et Mme. Robert Bourdier de Bechou, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue de la République, 75011 Paris.

Décès

M. et Mme. Robert Bourdier de Bechou, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue de la République, 75011 Paris.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Soutenances de thèses

Vendredi 10 juin, à 18 h 30, Université Panthéon-Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, M. Bernard Dahan : « Vassari : contribution à la connaissance d'un art ».

Communications diverses

Jeudi 9 juin, à partir de 17 h, Henri-Charles Giffroy signera son dernier livre : « Tu vivras cent ans, qui vient de paraître aux éditions de la Plume, dans le cadre agréable du Jardin » de Jeanette Berou, 100, rue de la République, 75011 Paris.

Visites et conférences

Vendredi 10 juin, à 10 h 30, Grand Palais, M. et Mme. Robert Bourdier de Bechou, ont la joie de faire part de la naissance d'un petit frère de leur fils aîné, le 5 juin 1977, à 14 h 30, rue de la République, 75011 Paris.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

RELIGION

FAISANT ALLUSION AUX INTEGRISTES

Paul VI rappelle que Jésus admet la possibilité d'exclure les « réfractaires »

De notre correspondant
Cité du Vatican. — Le pape Paul VI a évoqué cette hypothèse le mercredi 8 juin lors d'une audience générale. « Jésus lui-même », a-t-il dit, « a permis la possibilité d'une exclusion de la communion eucharistique de celui qui, après des appels répétés, ne serait monté par la foi ». Plus loin, le pape a fait allusion à l'attitude de Jésus à l'égard de l'adultère : « Jésus qui procède à l'exclusion de ceux qui ne se convertissent pas, ne les exclut pas de la communion eucharistique, mais les exclut de la communion fraternelle ».

Un durcissement

Il est difficile d'interpréter ce que Paul VI a dit. On ne peut pas dire qu'il y ait un durcissement. La conférence de la messe de la messe du 10 juin apparaît comme une réponse à une question posée par le pape lui-même : « Pourquoi ne pas exclure ceux qui ne se convertissent pas ? ».

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

Formations de cadres

« De la pratique avant toute chose ! »
question de former de futurs cadres polyvalents, répondant effectivement aux attentes des entreprises.

SOLDES

bottes, souliers, sandales habillées et de ville, sabots, fins de séries bagage

FRANÇOIS VILLON

57 rue Pierre Charron - 8°
58 rue Bonaparte - 6°
14 avenue Victor Hugo - 16°
8 rue Royale - 8°
de 10 heures à 19 heures sans interruption

De vraies vacances en famille...

Plage à la mer, près des plages. Piscine avec water-ski en plein air. Restaurant « LA MARITIME » : une cuisine de qualité dans un décor rustique. 100 chambres - parking gratuit.

Hotel Mirabeau

142.17.37

Le Connetable

Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES. BEAUX DUPLEX.
PRIX FERME ET DEFINITIFS MOYENS : 4100 F L M².
LIVRAISON PREVUE AUTOMNE 77.

COGEOR

Hunziker, correspondante à Chantilly, 50, rue d'Aumale (15-1) 457.05.13.

Pour recevoir notre brochure, envoyez : bon à : COGEOR, 30, George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.

Nom : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél : _____

Vous jetez un coup d'œil à votre GMT-Master et vous avez l'heure exacte de deux fuseaux horaires à la fois.

Et son boîtier sculpté dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats lui garantit, jusqu'à 50 m de profondeur, la plus grande étanchéité. Votre GMT-Master vous donnera sans faille l'heure d'ici et l'heure d'ailleurs.

GMT-Master. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

ROLEX

OFFRES D'EMPLOI
+
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne 45,78
42,00 48,04
5,00 10,29
70,00 80,06

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
encadrée
Double insertion
L'AGENDA DU MONDE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

constructions neuves

Maximum 20.000 complètes
et 5 % de crédit
Votre appartement à CHATOU
4 ou 4,5 pièces.
Tel. 976-30-70 ou 976-30-85

BOULOGNE
17, rue Sérénité.
Petit immeuble en pierre dans
une rue calme, près du pont de
St-Clément, le parc et le lycée.

STUDETTE ET 4 PIÈCES
aménagées
5200 F m²
PERME ET DÉFINITIF
Livraison immédiate.
Sur place, de 14 à 19 h.
samedi, dimanche 10 à 18 h.
GECIF, ALM.

EXEMPLES DE PRIX

PRIX NON RÉVISABLES
à la réservation

LUXEMBOURG

Habitables de trimestre 1977
— 2 pièces et 2 pièces
— 4 pièces en duplex.

CHARLES-MICHEL

— 3 pièces 30 m² 28.000
— 4 pièces 40 m² 35.000
Habitables 3^e trimestre 1977.

IMMOBILIÈRE FRIEDLAND

41, avenue de Friedland, 215-23-24.

Deauville, Bénerville

LE LUXE ABORDABLE

Résidence NEPTUNE

au bord de la mer.
215-23-24

Réalisation SOGEPANCE

22, bd de la République, 215-23-24.

au lieu de visiter tous

les programmes immobiliers...
consultez

Information Logement

525.25.25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

Centre Étienne
49, avenue Kléber, 75116 Paris

Centre Nation
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
210, rue de la République,
78014 Paris 539.22.17

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre République
10, rue de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

NEUILLY 17

17, rue Sérénité.
Petit immeuble en pierre dans
une rue calme, près du pont de
St-Clément, le parc et le lycée.

DU STUDIO

au 6 pièces
JARDINS - TERRASSES

EXEMPLES DE PRIX

STUDIO 26,30 m²
+ jardin privatif 20 m²
246.000 F

2 PCE 47,3 m²
+ balcon
379.000 F

3 PCE 64,3 m²
1^{er} étage
660.000 F

PERMES ET DÉFINITIFS

4-5-6 PIÈCES
et chambre de service

Première livraison:
AUTOMNE 1977

Bureau de vente et suivi de
construction de 10 h à 18 h.
seul mardi et mercredi.
215-23-24 ou 371-11-74

Immobilier

(information)

LOCATIONS ■ AGENCE
OFFICE DES IMMOBILIÈRES
15, C. de la République, 75011 Paris

274-08-80

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

permanence

locaux commerciaux

1^{er} - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

2 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

3 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

4 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

5 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

6 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

7 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

8 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

9 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

10 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

11 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

12 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

13 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

14 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

15 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

16 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

17 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

18 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

19 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

20 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

21 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

22 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

23 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

24 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

25 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

26 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

27 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

28 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

29 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

30 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

31 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

32 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

33 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

34 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

35 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

36 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

37 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

38 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

39 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

40 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

41 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

42 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

43 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

44 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

45 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

46 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

47 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

48 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

49 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

50 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

51 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

52 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

53 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

54 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

55 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

56 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

57 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

58 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

59 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

60 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

61 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

62 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

63 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

64 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

65 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

66 - A LOUER
dép. par propriétaire
possibilité de bureaux.

locations non meublées

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

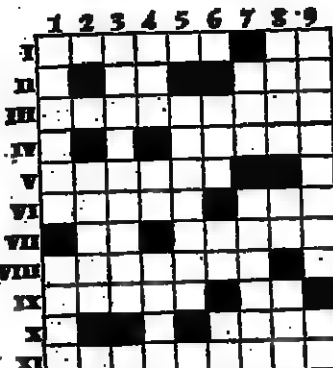
Paris

Paris

AUJOURD'HUI

MOIS CROISÉS

PROBLEME N° 1784



Préfixe — VII. En retard : Fait signe de monter. — VIII. Grosissent moins que les loupes. — IX. Ont donc fait leur temps : Abréviation. — X. Visibles : Bretagne. — XI. Ne manque pas : ...

VERTICALEMENT

1. S'apparente donc à la sangsue, au vautour et au rat : Perpetuel des souvenirs agréables. — 2. Lieux de villégiatures hivernales. — 3. ...

Solution du problème n° 1783
Horizontalement
I. Mousse ; Mu. — II. Avantages. — III. Tin ; Ere. — IV. Editions.

V. Renier. — VI. Rente. — VII. Im ; Isatis. — VIII. Taro ; Dent. — IX. Eli ; Pesée. — X. Leur ; SR. — XI. Festons.

VERTICALEMENT

1. Maternité. — 2. Ovide ; Malle. — 3. Iania ; Rues. — 4. SN ; TI ; 10 ; Ut. — 5. Eliers ; Pro. — 6. Grande. — 7. Génarles. — 8. Mers ; ... — 9. Usé ; Pestera.

GUY BROUTY.

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTES

1. Art primitif. — 2. Asperterio. — 3. Obj. et d'ant. 18-19. — 4. ... — 5. Tableaux mod. tabl. anc. — 6. Dico, meubl. anc. et styl. tapis. — 7. Livres anc. rares et curieux. — 8. Extrême-Orient.

loterie nationale

Liste officielle

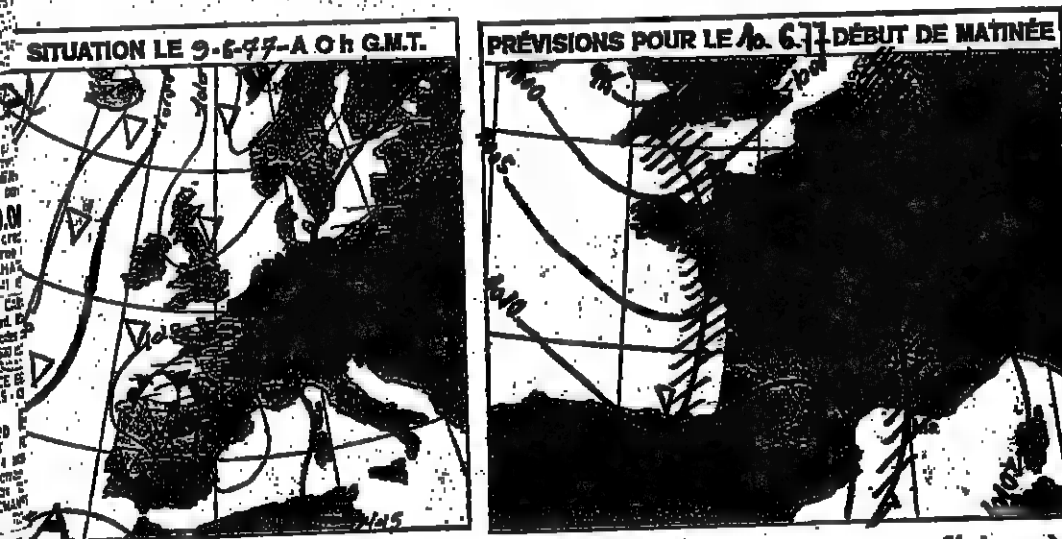
PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	0 831	tous groupes	50	5	8 105	groupe 4	5 000
	1 081	autres groupes	500		24 215	autres groupes	5 000
	9 871	groupe 3	500			tous groupes	200
	24 211	autres groupes	500	6	86	tous groupes	200
	0 351	groupe 4	500		276	autres groupes	5 000
	37 781	autres groupes	500		9 888	autres groupes	5 000
		groupe 1	100 000		24 215	autres groupes	5 000
		autres groupes	100 000			tous groupes	5 000
2	512	tous groupes	200	7	27	tous groupes	50
	982	tous groupes	200		3 647	groupe 1	5 000
	0 702	groupe 5	5 000		4 367	autres groupes	5 000
	5 872	autres groupes	5 000		9 847	autres groupes	5 000
	0 192	groupe 3	5 000		24 217	autres groupes	1 800 000
	24 212	tous groupes	10 000			tous groupes	15 000
	0 732	groupe 1	1 000	8	38	tous groupes	100
	50 182	autres groupes	100 000		3 008	autres groupes	500
	78 822	groupe 2	100 000		5 768	autres groupes	5 000
		autres groupes	10 000		24 218	tous groupes	5 000
3	83	tous groupes	100	9	479	tous groupes	200
	843	tous groupes	200		9 808	groupe 2	5 000
	0 283	groupe 3	5 000		24 218	autres groupes	500
	1 443	autres groupes	5 000		48 478	tous groupes	5 000
	24 213	autres groupes	5 000			groupe 3	100 200
4	894	tous groupes	500		280	tous groupes	200
	4 844	groupe 2	5 000		740	tous groupes	200
	24 214	autres groupes	5 000		870	tous groupes	5 000
	89 044	tous groupes	100 000		7 880	autres groupes	5 000
		groupe 2	100 000		9 800	groupe 1	5 000
		autres groupes	5 000		24 210	autres groupes	500
5	2 285	groupe 5	5 000			tous groupes	5 000
	2 945	autres groupes	5 000			tous groupes	5 000
	3 185	groupe 5	500			tous groupes	5 000
	5 315	autres groupes	500			tous groupes	5 000
	6 835	groupe 2	500			tous groupes	5 000
		autres groupes	500			tous groupes	5 000

TRANCHE de la FETE des MERES
TIRAGE DU 8 JUIN 1977
PROCHAIN TIRAGE LE 15 JUIN 1977
à TROYES (Aube)

LOTTO 13 21 24 31 37 43
TIRAGE N° 23
NUMERO COMPLEMENTAIRE 11
PROCHAIN TIRAGE LE 15 JUIN 1977 VALIDATION JUSQU'AU 14 JUIN 1977 APRES-MIDI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou de neige ▼ averse ☉ orage ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France le 11 juin à 9 heures et le 12 juin à 9 heures :
Au cours de ces deux jours, un flux d'air chaud et instable pénétrera de l'Espagne et de la Méditerranée à l'Atlantique et à l'Europe centrale, tandis que de l'air plus frais, venant de l'Atlantique, pénétrera lentement sur l'est de notre pays.

Vendredi, le ciel sera généralement très nuageux en France. Il y aura des pluies et des orages principalement de la Méditerranée aux Alpes et au Nord-Est, des averse passagères au Sud-Est et en Normandie. Les éclaircies seront un peu plus fréquentes que la veille, surtout dans le Sud-Ouest.

Les vents viendront le plus souvent du sud ou du sud-ouest ; ils seront assez forts près de la Manche et au large de la Bretagne, modérés et irréguliers ailleurs, des rafales accompagnant les orages.

Les températures s'abaisseront légèrement dans la moitié ouest. Jeudi 9 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1013,5 millibars, soit 723,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juin ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Alais, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 23 et 15 ; Bordeaux, 22 et 14 ; Brest, 18 et 10 ; Caen, 15 et 11 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont, 19 et 11 ; Dijon, 18 et 14 ; Ferrand, 23 et 13 ; Lille, 18 et 12 ; Grenoble, 23 et 13 ; La Rochelle, 18 et 12 ; Lyon, 23 et 14 ; Marseille, 28 et 19 ; Nancy, 18 et 13 ; Nantes, 14 et 12 ; Nice, 20 et 18 ; Paris-Le Bourget, 17 et 11 ; Pau, 20 et 14 ; Perpignan, 23 et 17 ; Rennes, 18 et 11 ; Strasbourg, 18 et 13 ; Toulon, 18 et 13 ; Toulouse, 23 et 15 ; Poitiers-Pitres, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 18 degrés ; Amsterdam, 17 et 11 ; Athènes, 25 et 18 ; Berlin, 18 et 9 ; Bonn, 19 et 12 ; Bruxelles, 17 et 12 ; Le Caire, 30 et 18 ; Des Canaries, 22 et 17 ; Coppenhague, 17 et 11 ; Genève, 14 et 15 ; Lisbonne, 20 et 13 ; Londres, 17 et 8 ; Madrid, 27 et 13 ; Moscou, 23 et 14 ; Natcha, 34 (max.) ; New-York, 17 et 11 ; Palma-de-Majorque, 27 et 17 ; Rome, 25 et 14 ; Stockholm, 18 et 8 ; Téhéran, 28 et 24.

Journal officiel
Sont publiés le Journal officiel du 11 juin 1977

UNE LOI
● Autorisant l'appropriation de l'accord relatif à la protection des eaux du littoral méditerranéen, signé à Monaco, le 10 mai 1976.

UN DECRET
● Relatif à la composition du gouvernement.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Savignat.

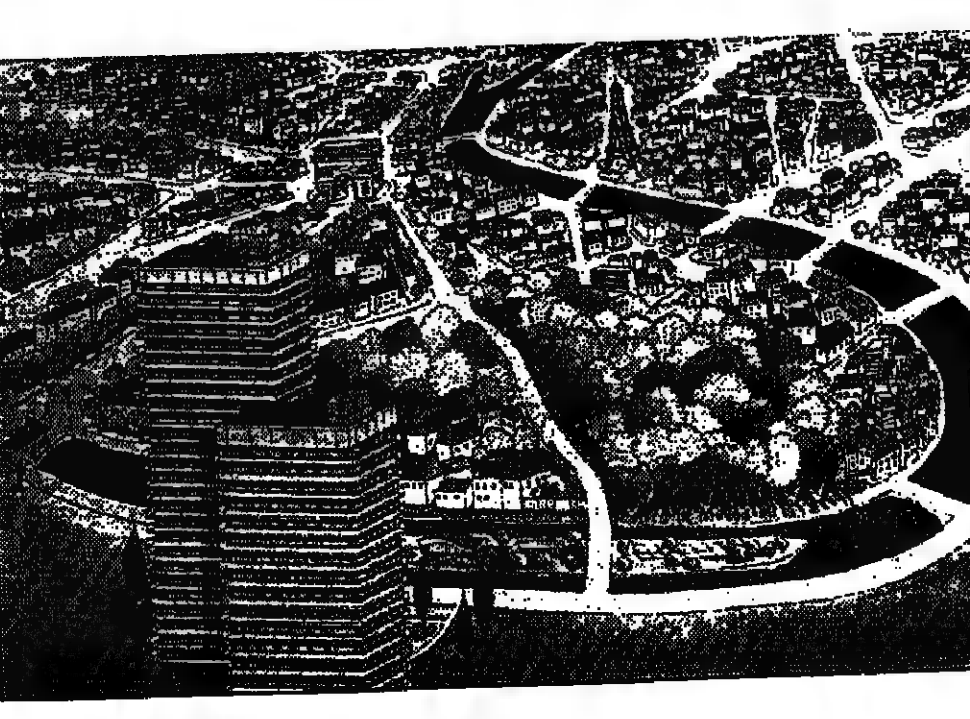
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission nationale des journaux et publications : n° 37427.

Diamant: admirez Paris d'en haut à des prix plus bas qu'à Paris

A Bellerive, Diamant, l'un des meilleurs observatoires pour voir Paris d'en haut. En y venant, vous découvrirez des appartements où il est agréable de vivre et flatter de recevoir vos amis. Vous pourrez en choisir un, bien plus grand que celui que peuvent vous proposer le 16^e arrondissement ou Neuilly pour le même prix... vue comprise.

Appartements modèles tous les jours (sauf mercredi) de 10 h 30 à 19 h ; dimanche de 14 h à 19 h

BELLERIVE
34, quai National - Puteaux/Bogatelie 776.41.15
MANERA SA
TEL : 723.72.27



les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au 296-15-01

L'hospice général de Lille, quatre ans après...

**ELF MO
POUR CONS
JUSQU'A 6% DE
ELF LE PROUVE**



هكذا من الاصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

TAXE PROFESSIONNELLE

RÉDUCTION DE 10 % POUR LES ENTREPRISES QUI AUGMENTERONT LEUR EFFECTIF D'AU MOINS CINQ CENTS UNITÉS

L'Assemblée nationale a examiné, mercredi, le texte proposé par une commission mixte parité (sénateurs et députés) sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle. Le texte prévoit une réduction de 10 % de la taxe professionnelle pour les entreprises qui augmentent leur effectif d'au moins cinq cents unités.

M. Buisson (C.R.P.), rapporteur, a présenté les principaux points. À l'article premier, la commission a supprimé une disposition introduite par le Sénat qui modulait le plafond des déductions des entreprises, à partir de 1978, en fonction de la réduction de la valeur locative de leurs immobilisations corporelles.

Malgré tout, les entreprises qui augmentent leur effectif d'au moins cinq cents unités ont droit à une réduction de 10 % de la taxe professionnelle. Cette disposition est nouvelle. Elle est introduite par le Sénat. La commission, comme le Sénat, est revenue sur cette disposition en rétablissant le bémol. Ce chiffre de cinq cents unités est une possibilité de plus de dix mille salariés, qui sans atteindre le pourcentage de 10 %, augmentent leur effectif de leur effectif moyen.

L'article additionnel supprimé

Enfin, la commission a décidé de supprimer l'article additionnel introduit par le Sénat, qui était relatif à la déduction de la taxe professionnelle pour les entreprises qui augmentent leur effectif d'au moins cinq cents unités.

Le « Bulletin officiel des services des prix » daté du 10 juin publie un arrêté limitant les marges de gros intermédiaires lors de la vente des fruits et légumes frais ainsi que des pommes de terre. Cet arrêté stipule que « la marge brute moyenne au volume des ventes de fruits et légumes frais et des pommes de terre ne peut dépasser pour chaque exercice commercial la marge brute moyenne des années précédentes ». Cette disposition s'applique à l'exercice qui est en cours à la date d'application du présent arrêté. La marge de l'année dernière est la référence.

PRIX

L'ARRÊTÉ LIMITANT LA MARGE DES GROSSISTES EST PUBLIÉ

Le « Bulletin officiel des services des prix » daté du 10 juin publie un arrêté limitant les marges de gros intermédiaires lors de la vente des fruits et légumes frais ainsi que des pommes de terre. Cet arrêté stipule que « la marge brute moyenne au volume des ventes de fruits et légumes frais et des pommes de terre ne peut dépasser pour chaque exercice commercial la marge brute moyenne des années précédentes ». Cette disposition s'applique à l'exercice qui est en cours à la date d'application du présent arrêté. La marge de l'année dernière est la référence.

ÉNERGIE

M. Guillaumat pourrait être maintenu quelques mois à la tête d'Elf-Aquitaine

M. Pierre Guillaumat doit présenter, ce jeudi 10 juin, à l'Assemblée générale des actionnaires, les résultats consolidés du groupe Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) pour 1976. Ces résultats ont été publiés par le groupe Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) pour 1976. Ces résultats ont été publiés par le groupe Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) pour 1976. Ces résultats ont été publiés par le groupe Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) pour 1976.

Une imposition de cohabitation

Il n'en a rien. Ses partisans continuent de dire qu'il aura le poste, mais qu'une cohabitation de sept mois aurait été impossible. On ne peut cependant empêcher de constater que le rapport sur les approvisionnements de la France en pétrole, préparé par l'Institut national de l'énergie atomique, est paru le 10 juin à l'Élysée. À Matignon, on ne se souvient pas de l'existence de ce rapport. On ne se souvient pas de l'existence de ce rapport. On ne se souvient pas de l'existence de ce rapport.

P.M.E.

M. RUFENACHT PRÉSENTE UN « PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INNOVATION »

Le gouvernement a décidé de développer une politique d'innovation qui complète et élargit la politique de recherche, a déclaré, le 10 juin, M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie.

Le programme « innovation » vise à développer une politique d'innovation qui complète et élargit la politique de recherche, a déclaré, le 10 juin, M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie.

LA C.F.T.C. : le blocage permet

aux négociants de doubler ou tripler leurs bénéfices.

La C.F.T.C. a publié un communiqué dans lequel elle proteste contre la façon « insensiblement » de la loi sur les prix de gros, estimant que « selon la loi, les négociants de gros peuvent doubler ou tripler leurs bénéfices ». La C.F.T.C. a publié un communiqué dans lequel elle proteste contre la façon « insensiblement » de la loi sur les prix de gros, estimant que « selon la loi, les négociants de gros peuvent doubler ou tripler leurs bénéfices ».

EQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

Le site nucléaire du Pélérin est l'un des plus mauvais du monde

déclare M. Marce Froissard, professeur au Collège de France

Le site nucléaire choisi par l'É.D.F. au Pélérin, en Loire-Atlantique, est l'un des plus mauvais du monde. Plus de quatre cent trente mille personnes habitent à moins de 20 kilomètres de la future centrale. Cette déclaration a été faite le mercredi 8 juin.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

A PROPOS DE...

Le projet de canal à grand gabarit

Rhin-Rhône pour et par l'Europe

Au terme de leurs assemblées générales, mercredi 8 juin, l'Association et la Société d'Europe méditerranéenne, qui préside M. Pierre Sudreau, ont adopté une résolution dans laquelle elles « constatent avec satisfaction que, après la clôture de l'enquête d'utilité publique, le projet de liaison Rhodanienne entre la Saône et le Rhin est entré dans la phase de sa réalisation pratique ».

Toutefois, pour démontrer concrètement sa volonté d'aller de l'avant, il faudrait que le gouvernement « procède dans les meilleurs délais à la déclaration d'utilité publique des ouvrages concernant cette liaison et décide l'extension de la commission dont bénéficie la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) ».

On sait que des réserves d'investissement, de la part de la Saône et de la Rhodanienne, ont été prises. On sait que des réserves d'investissement, de la part de la Saône et de la Rhodanienne, ont été prises. On sait que des réserves d'investissement, de la part de la Saône et de la Rhodanienne, ont été prises.

La géographie, pour sa part, est responsable de l'association, est inséparable dans cette affaire de la politique. Mais de la politique, il faut dire, c'est la politique qui est responsable de l'association, est inséparable dans cette affaire de la politique.

Sur ce chapitre du financement (15 milliards en juillet 1975), il serait intéressant de voir, dans l'état actuel, une participation du Fonds régional de la Saône et du Rhône, ou de la Banque européenne d'investissement. En revanche, on peut espérer obtenir directement de la Commission de Bruxelles — qui va proposer un conseil des ministres des Neuf une nouvelle politique régionale — trois genres

Le site nucléaire choisi par l'É.D.F. au Pélérin, en Loire-Atlantique, est l'un des plus mauvais du monde. Plus de quatre cent trente mille personnes habitent à moins de 20 kilomètres de la future centrale. Cette déclaration a été faite le mercredi 8 juin.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

P.T.T.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES ACCEPTE DE METTRE FIN AU DÉFICIT DES CHEQUES POSTAUX

M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, a annoncé, ce jeudi 9 juin, au conseil supérieur des P.T.T., que les chèques postaux cesseraient d'être émis à partir du 1er septembre 1980.

Depuis 1972, tous les avoirs déposés aux chèques postaux, statuts, quittances, etc., sont transférés au Trésor. Les chèques postaux cesseraient d'être émis à partir du 1er septembre 1980.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

F.O. S'ALARME DE LA DÉGRADATION DU SERVICE

La fédération syndicale des travailleurs des P.T.T. (F.T.T.T.) a lancé, le mardi 7 juin, un « appel d'alarme » motivé par la dégradation continue, selon elle, du service public des postes et des télécommunications.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

« LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT UTILISERONT L'ARME DU PÉTROLE AVEC PRUDENCE », déclare M. Pérez-Guerra.

(De notre correspondant.)

New-York (Nations unies). — Le président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, M. Pérez-Guerra, a déclaré, ce jeudi 8 juin, que les pays en développement utiliseraient l'arme du pétrole avec prudence.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

Le professeur René Dumont était l'un des membres du comité de défense, vendredi matin, à Nantes. Le parti socialiste de Loire-Atlantique a appelé la population à manifester massivement et réclame la libération immédiate des cinq personnes actuellement sous les verrous.

ETOILE-IENA

2000 m² de bureaux de prestige à louer

Knight Frank & Rutley France

18, place Vendôme 75001 Paris

tél. 260.67.53 / télex 220753 F

LE SÉNAT

le chômage des jeunes
ou extra-scolaires

Notre projet de loi sur le chômage des jeunes ou extra-scolaires est la seule proposition concrète adoptée à l'Assemblée nationale. Les dirigeants de la C.F.D.T. ne craignent pas de manquer de modestie en affirmant cela. Mais, pour eux, il est clair que la politique du gouvernement actuel est un échec, et que la loi sur le chômage des jeunes ou extra-scolaires est la seule proposition concrète adoptée à l'Assemblée nationale. Les dirigeants de la C.F.D.T. ne craignent pas de manquer de modestie en affirmant cela. Mais, pour eux, il est clair que la politique du gouvernement actuel est un échec, et que la loi sur le chômage des jeunes ou extra-scolaires est la seule proposition concrète adoptée à l'Assemblée nationale.

M. Sudreau propose que les entreprises emploient 1 % de jeunes de moins de 25 ans

Il s'agit d'une sorte de programme de deux ans qui vise à faire la synthèse entre les revendications sociales traditionnelles de la confédération, les exigences de réformes de structure de la vie économique et politique, et les moyens d'intervention nouveaux que réclament la C.F.D.T. pour les syndicats et les travailleurs. Ce texte, d'une vingtaine de pages, dégage un certain nombre d'objectifs prioritaires, négociables dès aujourd'hui, affirme la C.F.D.T., mais conçu, en fait, dans la perspective d'une victoire électorale.

Quand la C.F.D.T. se veut réaliste

Notre projet de loi sur le chômage des jeunes ou extra-scolaires est la seule proposition concrète adoptée à l'Assemblée nationale. Les dirigeants de la C.F.D.T. ne craignent pas de manquer de modestie en affirmant cela. Mais, pour eux, il est clair que la politique du gouvernement actuel est un échec, et que la loi sur le chômage des jeunes ou extra-scolaires est la seule proposition concrète adoptée à l'Assemblée nationale.

Renforcer la crédibilité de la gauche

Deuxième souci de la C.F.D.T. : renforcer la crédibilité de la gauche en répondant mieux aux aspirations profondes de la population. Si 51 % des Français ont voté pour M.iscard d'Estaing, ce n'est pas parce qu'ils ont voté pour lui, mais parce qu'ils ont voté contre la gauche.

actuellement sont « un véritable repoussoir ». La bureaucratie et le centralisme vont presque toujours de pair avec le socialisme. Renforcer la crédibilité de la gauche, c'est donc avant tout renouer avec le peuple. C'est pourquoi la C.F.D.T. a une mobilisation des travailleurs sur des revendications antisocialistes. Et, pour demain, si la gauche arrive au pouvoir, cette mobilisation permettra de contrebalancer les

SYNDICATS

AU CONGRÈS DE VERSAILLES DU 10 AU 12 JUIN

Les deux candidats qui s'opposent à M. Charpentier veulent une C.G.C. plus dynamique

Neuf cents et quelques délégués participent au congrès de la C.G.C. qui s'ouvre, le vendredi 10 juin, à Versailles. Une bonne partie des débats sera consacrée à l'élection du président, soumise à une opération « triangulaire ». M. Charpentier, qui, en 1975, succéda à M. Malterre, devra affronter M. Menu, qu'il avait déstabilisé il y a deux ans, et M. Marchetti, qui, à l'époque, avait soutenu la candidature de M. Menu.

Lorsque, voici deux ans, M. Charpentier a pris la succession de M. Malterre, il y avait, dit-on au siège de la centrale, rue de Gramont, « pas mal de vaisselle cassée ». En désaccord sur les axes de la politique et sur une répartition des mandats qui favorisait les V.R.P., fidèles soutiens de l'appareil confédéral, M. Marchetti (Fédération de la métallurgie) et M. Beaujean (Syndicat national de la Banque) ne payaient plus leurs cotisations. Non seulement la situation financière était difficile, mais plusieurs procès étaient en cours. Dès le début de 1976, M. Charpentier réussit à régler ces litiges. Néanmoins, étant entouré par un bureau « homogène », à l'exclusion de membres de la minorité, qui, au dernier congrès, avait constitué un comité de rénovation de la C.G.C., M. Charpentier n'était pas parvenu, pour autant, à déstabiliser ses opposants.

Il allait, au printemps, marquer un point en nommant M. Chirac, premier ministre, la discussion d'un cahier de revendications. Il obtint les garanties souhaitées sur le maintien du « plafond » de la Sécurité sociale et son évolution parallèlement à celles des salaires, ainsi qu'un certain nombre d'autres concessions de moindre importance. Mais l'arrivée de M. Barre à l'hôtel Matignon interrompit la négociation, et quoique la C.G.C. n'ait pas pris une position nettement hostile au plan gouvernemental, les discussions ne se rétablirent point.

Déception également du côté patronal : les commissions de concertation promises à M. Malterre par M. Chirac, il y a maintenant quatre ans, n'existent qu'à peine et n'ont porté aucun fruit. Une seule satisfaction, appréciable il est vrai : la pré-retraite « à la carte » a soulevé une vague de révolte.

Non à la « démocratie du prolétariat »

La présence de la C.G.C. dans la grève générale du 24 mai a prêté le flanc à d'autres critiques. Sans doute la participation des cadres n'a-t-elle pas été massive, pour être par crainte d'une exploitation politique. En outre, la journée a montré que le fossé restait profond entre, d'une part, la C.G.T. et la C.F.D.T., et, d'autre part, la C.G.C., alors que, en accédant à la présidence, M. Charpentier avait annoncé son intention d'établir avec les deux centrales des contacts qu'il avait rompus. Ce qui conduisit M. Marchetti à reprocher au président de la C.G.C. de ne pas avoir de stratégie, car, dit-il, « alors que MM. Séguin et Maire étaient à genoux devant M. Bergeron en attendant son « oui », lui-même un « oui mais », les organisations ouvrières négligeaient totalement la C.G.C. ».

Le président sortant se déclare totalement indifférent aux étiquettes politiques qu'on peut lui donner. Il renvoie des à dos les tenants du programme commun et leurs menaces et ceux de la majorité et leur laxisme. Il se montre très conscient du poids qu'exerceront les cadres dans les prochaines élections. Leur vote fera pencher les résultats du scrutin dans un sens ou dans l'autre, mais, a-t-il déclaré, la C.G.C. ne sera la courroie de transmission d'aucun parti. Dénonçant la bureaucratie, il estime que le vrai problème de la démocratie, « ce n'est pas celui de la droite et de la gauche, mais celui de la technocratie et des citoyens. Il y a une grande contradiction entre les aspirations collectives et les aspirations individuelles. Trop de gens pensent que les efforts sont à faire par les autres et qu'eux-mêmes passeront à l'échec ».

(1) M. Marchetti se présente également aux postes de délégué général et de secrétaire général.

DANS LE MONDE DES AFFAIRES

LA SOCIÉTÉ NAVALE DELMAS-VIELJEUX LANCE O.P.A. SUR LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

Une publication d'achat (O.P.A.) officielle lancée par la fin de semaine dernière par la société Delmas-Vieljeux (S.N.C.M.V.) de la Compagnie de Navigation Mixte (C.N.M.) a été lancée le mercredi 8 juin à l'occasion du défilé de trois jours et aux pouvoirs publics pour leur offrir leur argent (le 8 et 9 juin 1977). Présente la Banque nationale de Paris (B.N.P.) et le Crédit commercial de France (C.C.F.), la C.N.M. est lancée au prix de 10 F par action C.N.M. pour un cours coté de 125 F. Les souscriptions auront lieu, à partir du jeudi 9 juin.

Cette occasion, M. Tristan Vieljeux, président de la S.N.C.M.V., et directeur de l'O.P.A., a affirmé qu'il n'est pas question de se défaire de la Compagnie de Navigation Mixte, mais de la transformer en une société publique, ce qui permettra de la faire passer sous le contrôle de l'État. C'est donc pour des raisons de « décentralisation » et pour permettre aux pouvoirs publics de mieux contrôler la compagnie, que cette O.P.A. est lancée. L'opération a été lancée par la S.N.C.M.V. et est lancée par la S.N.C.M.V. et est lancée par la S.N.C.M.V.

SEPT CENTS SALARIÉS SERAIENT AFFECTÉS PAR LA RESTROUCTION DU GROUPE TERRIN

(De notre correspondant régional.) Marseille. — Sans attendre l'achèvement du plan de redressement économique et financier qu'ils ont été chargés d'établir par le tribunal de commerce de Marseille (le Monde du 14 mai).

COMMERCE

DESTRUCTION D'UN STOCK DE POMMES DE TERRE DANS LE NORD

(De notre correspondant.) Lille. — Dans le Nord, la destruction d'un stock important de pommes de terre (on a parlé de 600 tonnes) dans les champs de Gommery et de Warocq, à l'initiative d'un négociant importateur de Morvillars, a soulevé de nombreuses protestations, et notamment l'intervention des élus communistes. Le préfet de région, M. André Chadeau, a fait procéder à une enquête sur cette affaire. Il vient d'en livrer les conclusions suivantes : — La mise en décharge des stocks de pommes de terre amoncelées de variétés Kesteven a été décidée sans consultation préalable des services phytosanitaires, du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité et du service d'hygiène de l'action sanitaire et sociale ; — Les quantités mises en décharge correspondent à un fond de stock importé il y a plusieurs mois et arrivées en grande partie, donc en pratique incontestable et

Un passif de 360 millions de francs

Une assemblée générale du personnel était prévue pour le 9 juin, en début d'après-midi. Dans un communiqué, le syndicat C.G.T. de la réparation navale a rappelé qu'« en aucun cas les salariés n'entendent porter la responsabilité de la situation actuelle » mais il n'a pas exprimé explicitement son opposition aux licenciements envisagés.

On a appris, d'autre part, que le passif du groupe s'élève à environ 380 millions de francs. Un moratoire de trois ans devrait en principe être accordé par le tribunal de commerce de Marseille.

GUY PORTE.

M. Marchetti, quarante-trois ans, animateur de la plus importante des fédérations industrielles de la C.G.C., débordait d'activité et n'ignorait pas que ses discours trancassants provoquent certaines irritations (1).

M. Menu, cinquante-deux ans, a pour lui la mesure, la pondération, la volonté des contacts avec les centrales ouvrières. M. Marchetti assure que sa candidature ne s'oppose pas à celle de M. Menu, mais vise à offrir un plus grand choix au congrès.

M. Charpentier sera-t-il mis en ballottage, alors que, en 1975, il était passé au premier tour, de justesse ? En tout cas, son succès final ne fait pas de doute, sauf coup de théâtre.

JOANINE ROY.

● L'Union soviétique devrait récolter en 1977 environ 215 millions de tonnes de céréales, estime le département américain de l'Agriculture. Ce résultat serait inférieur à celui de 1976 (223,8 millions de tonnes). L'U.R.S.S. ne prévoit, elle, qu'une récolte de 213 millions de tonnes, ce qui confirmerait néanmoins le redressement de la production, tombée à 140 millions de tonnes en 1975.

GO TO NORTHAMPTON*

les industriels français avisés recevront tous les renseignements sur simple demande.

*ville nouvelle d'industries au cœur de l'Angleterre

Knight Frank & Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél. 260.67.53 / télex 220753 F

Amsterdam, Bruxelles, Faro, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

LA VIE SOCIALE

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE PIQUET DE GRÈVE DES V.M.C. A REIMS

Les réquisitions du parquet seront « sans faiblesse »

déclare M. Alain Peyrefitte

Les obèques de Pierre Maître, l'ouvrier des Verrières mécaniques champenoises tué par des membres de la C.F.T., auront lieu vendredi, après-midi 10 juin, à Reims. La C.G.T. a décidé de « rendre un solennel hommage à Pierre Maître, assassiné par un commando fasciste, en lui consacrant des obèques d'ordre national ».

A l'issue du conseil des ministres du 8 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait cette déclaration : « Le gouvernement exprime ses profondes condoléances à la famille de M. Pierre Maître, travailleur français mort victime du fanatisme. Chacun mesurera par cet exemple les conséquences qu'entraînent l'outrance et la crispation de notre vie nationale, et combien sont justifiés les efforts pour la normaliser et la défendre ».

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a affirmé, mercredi, à l'Assemblée nationale, que les réquisitions du parquet dans cette affaire seront « sans faiblesse ». Le garde des sceaux a ajouté :

« Dans l'attente des résultats de l'information judiciaire, la moindre des choses c'est que l'on se garde de tirer des conclusions hâtives sur les conditions dans lesquelles se sont déroulés ces événements. (...) Il faut se garder de prendre des attitudes qui puissent renouveler et faire rebondir le cycle de violence. C'est l'enquête judiciaire en cours qui établira l'appartenance ou la non appartenance de ceux qui sont

inculpés à tel ou tel organisme professionnel ou politique. C'est la justice qui établira s'il s'agit d'un acte isolé ou d'une initiative individuelle ou d'un acte organisé ».

M. Guy Floch, juge d'instruction à Paris, doit se rendre à Reims pour interroger M. Claude Lecote, inculpé d'homicide volontaire après la fusillade du 5 juin, à propos d'une autre affaire, qui s'est déroulée dans la nuit du 13 au 14 juillet 1976 : une quarantaine d'individus armés avaient attaqué les participants d'un bal organisé dans un foyer de travailleurs immigrés à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Une jeune femme, Mlle Danièle Lévy, avait été enlevée et avait porté plainte pour viol.

Dans le cadre de cette affaire, quatre employés des usines Citroën ont été inculpés d'infraction à la loi « anti-casseurs », de port d'arme prohibée et de coups et blessures volontaires. Sur la liste des personnes à entendre figurait Claude Lecote qui, depuis, était introuvable.

Une manifestation de l'extrême gauche

Mercredi soir 8 juin, une manifestation, organisée par la Ligue communiste révolutionnaire, le P.S.U., l'Organisation communiste des travailleurs et les comités communistes pour l'autogestion, a réuni quelques milliers de personnes — huit mille, selon les organisateurs — de la place de la République au métro Charonne, à Paris. On a remarqué, dans le cortège, la présence de quelques délégations des syndicats C.F.T., des P.T.T. et du S.C.I.N., ainsi que, en queue du défilé, des militants du parti communiste révolutionnaire (P.C.R.), marxiste-léniniste et de la Fédération anarchiste.

De nombreux slogans ont été scandés : « C.F.T., assassin ; Giscard et Barre, complices » ; « Ils ont tué Ornerie, assassiné Pierre Maître : autodéfense ouvrière » ; « Un ouvrier a été tué, c'est tous les travailleurs qui doivent répondre » ; « S.A.C., C.F.T., dissolution, vidons-les des usines » ; et aussi, dans les rangs du P.C.R. : « Le P.C.F. désarme les travailleurs, le pouvoir arme ses milices ».

La dispersion a eu lieu vers 20 heures sans incident, sauf quelques « escarmouches » entre les nombreuses forces de l'ordre et une vingtaine d'« éléments incontrôlés ».

A Reims, les grévistes des Verrières mécaniques champenoises ont décidé, comme l'avaient demandé les ouvriers de l'atelier de composition où travaillait la victime de la fusillade, de ne reprendre le travail qu'après les

obèques de M. Pierre Maître, qui auront lieu vendredi après-midi. Le syndicat C.G.T. de l'entreprise, afin d'éviter toute fausse interprétation des débats qui ont eu lieu mardi et mercredi dans l'entreprise, a publié le 8 juin la déclaration suivante :

« Le terme détermination des salariés de l'entreprise et la prise en compte des travailleurs à la proposition du syndicat C.G.T. de la proposition criminelle de dimanches ont conduit la direction à accepter la négociation ».

« A l'issue de celle-ci, diverses revendications faisant l'objet du conflit étaient enfin satisfaites, notamment la réintégration des délégués licenciés et l'attribution du treizième mois ».

Cette situation nouvelle, largement discutée par le personnel, a conduit celui-ci ce mercredi matin à accepter unanimement la proposition du syndicat C.G.T. de l'entreprise et de l'union locale C.G.T. de Reims visant à décider la reprise totale du travail aussitôt après les obèques de Pierre Maître ».

DANS UN MÉMORANDUM ADRESSÉ AU PARLEMENT ET AU MINISTRE DU TRAVAIL

La C.G.T. réclame la dissolution des milices patronales et l'interdiction des « syndicats maison »

« La C.F.T. n'est qu'une officine patronale. Elle ne présente aucune des caractéristiques d'une authentique organisation syndicale de travailleurs. Elle est une création de toutes pièces des milices patronales bien connues du gouvernement et des forces de droite. Elle n'a d'autre vocation que d'imposer aux travailleurs, par la violence, l'acceptation de leurs conditions de vie et de travail. C'est ce qu'a affirmé, le mercredi 8 juin, M. Marcel Cailla, au sein du bureau confédéral de la C.G.T., au cours d'une conférence de presse présidée par Mme Jacqueline Lambert, secrétaire de la C.G.T., en présence notamment de M. André Girard, secrétaire général de la fédération des métaux ».

M. Cailla, qui est l'auteur du livre *Les Truands du patronat* (1), dénonçant l'action des milices patronales, a commenté le texte d'un mémorandum qui devait être remis le soir même aux groupes parlementaires de gauche ainsi qu'aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et au ministre du travail, et qui entend démontrer que « sans la mise en place de milices par Citroën, le crime commis aux V.M.C. n'aurait pas eu lieu ».

L'an dernier, a dit M. Cailla, nous demandions déjà si le ministre du travail allait attendre qu'il y ait mort d'homme pour mettre fin aux exactions des milices patronales chez Citroën. Car une telle issue était prévisible. Aujourd'hui, c'est fait, et il nous faut exiger la dissolution de ces milices, car demain, un autre crime peut se reproduire si le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires ».

Quant à M. Auguste Blanc, secrétaire général de la C.G.T., il ne pouvait ignorer les réactions que Lecote devait accomplir à Reims et qui avaient motivé sa mutation de Paris vers cette ville en 1973.

Affirmant que c'est depuis 1968 que la direction de Citroën a décidé d'implanter la C.F.T. dans les usines, M. Cailla a déclaré que deux cents hommes de commando avaient été déployés, selon lui, dans les ateliers Citroën de la région parisienne. « Il est significatif, a-t-il conclu, qu'aucun des cinq cents personnes citées dans les Truands du patronat n'ait été engagé de force contre ce livre. Maintenant, la C.F.T. est démasquée. Le gouvernement ne peut plus acquiescer aux responsabilités ».

Cinq mesures sont demandées dans le mémorandum : une enquête « urgente et efficace » sur le drame de Reims ; une enquête de l'inspection du travail sur le respect des lois sociales dans les usines ; que la justice soit associée à la mise en œuvre de ces mesures avec le concours des organisations syndicales représentatives ; la dissolution des milices patronales et l'interdiction par un texte de loi, au besoin sanctionné par des peines sévères, non seulement de ces milices mais encore de tout « syndicat maison ».

(1) Editions sociales, 1977.

M. A. BLANC REMET SON MANDAT DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.F.T.

M. Auguste Blanc, secrétaire général de la Confédération française du travail (C.F.T.), à laquelle appartenait Claude Lecote, a remis son mandat le mercredi 8 juin au bureau exécutif de cette organisation. Celle-ci réunit son bureau confédéral le 15 juin, puis sa commission administrative, qui décidera de la convocation éventuelle d'un congrès extraordinaire.

« Nous subissons déjà depuis un certain temps à l'égard de M. Blanc, un certain nombre d'attaques qui frisent la persécution (...) à la suite de l'odieuse campagne de calomnies qui a suivi la tragédie de Reims, dans laquelle ni la Confédération ni le syndicat Citroën ne porte de responsabilité », a-t-il déclaré. « Ce qui était conforme aux règles de la démocratie à laquelle je suis profondément attaché, que les syndicats de base aient pu promouvoir en toute souveraineté ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO

ELECTRONIQUE MARCEL DASSAULT

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 7 juin 1977, sous la présidence de M. Gérard Dangeville, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le patrimoine de la société se compose, au 31 décembre 1976, de deux ensembles immobiliers en exploitation, représentant un total de 9 524 m² de bureaux commerciaux, mille trois cent trente-trois garages et parkings. Au bilan, les immobilisations s'élevaient, après amortissements, à 132,72 millions de francs, contre 127,55 millions de francs pour l'exercice précédent. Le solde de la dernière augmentation de capital, majoré de fonds provenant de l'autofinancement, a été consacré au lancement d'une opération d'extension à Paris dans la quatrième année d'exploitation (sur de l'ouest) et le quinzième arrondissement (sur de l'est).

Les conditions d'exploitation sont restées satisfaisantes au cours de l'exercice 1976. Les recettes locatives ont marqué une progression de 7 % l'an pour un parc identique à celui de l'année précédente : elles atteignent 11,33 millions de francs, contre 10,62 millions de francs en 1975.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende de 8,70 F par action auquel s'ajoutera 0,30 F de primes à la construction, soit un total de 9,00 F, contre 8,50 F en 1975.

Ce dividende sera versé en espèces le 4 juillet 1977 à la Banque de l'Indochine et de Suez, contre remise du coupon fiscal n° 12, la partie imposable à l'impôt sur le revenu représentant 7,75 F et la partie B exonérée de l'impôt représentant 1,25 F.

ANDRÉ BORRÉ

L'assemblée générale ordinaire, réunie extraordinairement le 18 mai 1977, a approuvé les comptes de l'exercice 1976, a désigné comme trésorier le même M. Maurice Bastide, en remplacement de M. Charles Chabot, et a élu comme secrétaire M. Charles Chabot, en remplacement de M. Maurice Bastide.

M. Maurice Bastide, dans son allocution, a remercié les actionnaires, la brillante assistance de M. Charles Chabot, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

Le conseil de surveillance, qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée, a nommé M. Maurice Bastide président de la Société française des pétroles, et M. Charles Chabot vice-président.

ÉTABLISSEMENTS ALFRED HERLICK ET FILS

L'assemblée générale ordinaire du 7 juin a voté à l'unanimité les résolutions. Dividende net pour chaque titre de 750 000 F, soit 1,150 F (avant F.I.) contre 1,100 F en 1976 (avant F.I.).

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée a renouvelé pour une durée de six ans les mandats des administrateurs : M. M. Jules Antonini, André Herlick et Stéphane Maréchal.

M. André Herlick, qui a été nommé président d'année, a remercié les actionnaires, les administrateurs, le conseil de surveillance, et a mis en évidence les qualités de cette assemblée.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 10 juin 1977, sous la présidence de M. Serge Dassault, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

M. Serge Dassault, dans son allocution, a souligné la forte progression du chiffre d'affaires, qui passe de 605 MF à 670 MF, représentant ainsi une augmentation de 10,24 % rapport à celui de 1975. Le bénéfice net après impôts s'élève à 20,24 MF après déduction de 12,14 MF d'amortissements.

Le chiffre d'affaires se répartit ainsi : exportation 58 %, chiffre national 34 %, activités civiles 18 % (dont 7 % d'exportation).

M. Serge Dassault a indiqué que les commandes d'études importantes ont été obtenues sur appels d'offre en compétition, grâce à la compétence des techniciens de l'E.M. Les commandes de série des nouveaux matériels issus de ces études viendront ainsi, nous l'espérons, prendre le relais des fabrications actuelles.

Mais, a-t-il ajouté, « il est évident que la croissance et prospérité de l'E.M.D sont d'abord conditionnées par la possibilité de continuer vingt années d'effort dans un contexte favorable ».

Une assemblée générale extraordinaire a suivi l'assemblée générale ordinaire. Elle a décidé d'augmenter le capital social et de porter, par incorporation de réserves, de 50 millions à 67 000 000 francs.

Après distribution de 5 524 F à chaque actionnaire et de provisions (dont 750 000 F, au titre de la provision pour amortissements), le solde des bénéfices est de 163 588 F contre 133 247 F en 1976.

Compte tenu des charges sociales de l'exercice, le bénéfice net s'élève à 163 588 F contre 133 247 F en 1976.

Cette distribution d'effort contre le coupon n° 8 à partir du 11 juillet 1977 à tous les actionnaires de la Société française des pétroles, R.E. et A.P. France.

Elle a également nommé deux administrateurs : M. Charles Chabot et M. Maurice Bastide.

La présidence a indiqué que le 26 des cinq premiers mois de l'exercice 1977, l'activité commerciale de la Société française des pétroles, R.E. et A.P. France, a été satisfaisante.

L'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1977 a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Bénéfice net de 5 524 F, après 15 947 525 F d'amortissements et 24 000 000 F de provisions pour amortissements.

Dividende : 2 524 F, soit 1,150 F plus avant l'impôt de 1,100 F, payables à partir du 25 juillet 1977 (avant F.I.).

Les ordres de commandes en cours de voyage sont satisfaisants en 1977 et 1978. Aucune action n'a été entreprise dans les commandes matérielles de marchandises.

L'activité du groupe a été, d'un ensemble satisfaisant en 1976. Les commandes matérielles de marchandises, qui se composent de : (milliers de francs)

Chiffre d'affaires (H.T.) : 645 000 174
Amortissements : 60 000 30
Résultats d'exploitation : 34 000 24
T.P.S. : 12 000 10
Bénéfice net : 9 000 12

Marge brute d'autofinancement : 68 100 61
Investissements : 60 700 63

ACTER - INVESTISSEMENT

« Si nous nous en tenons à la valeur liquidative globale d'Acter-Investissement, nous constatons que les commandes matérielles de marchandises, qui se composent de : (milliers de francs)

Chiffre d'affaires (H.T.) : 645 000 174
Amortissements : 60 000 30
Résultats d'exploitation : 34 000 24
T.P.S. : 12 000 10
Bénéfice net : 9 000 12

Marge brute d'autofinancement : 68 100 61
Investissements : 60 700 63

ACTER - INVESTISSEMENT

« Si nous nous en tenons à la valeur liquidative globale d'Acter-Investissement, nous constatons que les commandes matérielles de marchandises, qui se composent de : (milliers de francs)

Chiffre d'affaires (H.T.) : 645 000 174
Amortissements : 60 000 30
Résultats d'exploitation : 34 000 24
T.P.S. : 12 000 10
Bénéfice net : 9 000 12

PARIS CHAMBERY

8 vols quotidiens - 1^{er} départ de Paris-le Bourget à 7h15-90mn de vol.

Renseignements **266.57.40 AIR ALPES**

SOUCIEUX ? SURMENÉ ? Alors, DÉTENDEZ-VOUS !

Imaginez la très grande luxue et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse, (climatisation totale, cabine et liné personnels) imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuances, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

C'est la détente telle que la conçoit Claude Massard.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

CM Institut Corporel Claude Massard

Le merveilleux charme de la relaxation

6, rue de la Paix 75002 PARIS

Tél. 261.27.25 - 261.27.97

L'INFORMATIQUE ne vous intéresse pas

et pourtant vous recherchez :

- des solutions informatiques
- les moyens des "grands" avec un plus, le service des "petits"
- les produits-services bien rodés, et bien sûr, les prix sans surprise.

Pour répondre à vos questions, GTS a édité à votre intention, un document, illustré par Konk, présentant le monde des services en informatique.

Pour le recevoir, sans engagement, appelez M. DEVAL 073.97.15 ou adressez-lui votre carte de visite à :

GTS

General Tele Services

7, rue des Filles-Saint-Thomas, 75002 Paris (immeuble Club Méditerranée) ☎ 073.97.15

913 commerçants nous font confiance, pour quoi pas vous ?

PARLY 2 - VILLIERS 2 - ROSNY 2 - BOISSY 2 - LA PART-DIEU - EVRY 2 - ULIS 2 - GRIGNY 2 - BORMY 2 - ET BIENTOT : LILLE-EST - ROUEN-SAINT-SEVER - BRUXELLES.

Magasins disponibles dans ces centres - Renseignez-vous.

SCC Société des centres commerciaux

20, pl. Vendôme 75001 PARIS ☎ 260.32.56

des années d'expérience au service des commerçants

BARÈME DES BRILLANTS

COUTURE	ALAIN HUANG		L'ÉCRIVAIN TENTE		MARGE
	V.M.S.	Liq. piqué	V.M.S.	Liq. piqué	
PURITÉ					10-20
1 carat 0,25	15.200 F	15.700 F	15.200 F	15.700 F	20/25
2 carats, le carat	25.200 F	25.700 F	25.200 F	25.700 F	25/30
3 carats, le carat	35.200 F	35.700 F	35.200 F	35.700 F	30/35
4 carats, le carat	45.200 F	45.700 F	45.200 F	45.700 F	35/40

Ce barème étant donné à titre indicatif, M. Godechot et Paullet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la situation économique de vos bijoux.

GODECHOT & PAULLET

25, AVENUE LAFAYETTE - PARIS 8

ACHATS - VENTES - RÉPARATIONS - CONSEILS

PARKING ROYAL - MÉTRO VICTOR-HUGO - Tout est pour vous, sans encombre.

سكس الاخير

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
 - La conférence de Commonwealth à Londres.
2. PROCHE-ORIENT
 - Les conflits de souveraineté en mer de Chine.
3. EUROPE
 - L'élection au Parlement européen.
- 4-5. AMÉRIQUES
 - BRESIL : cinq mille journalistes réclament l'abolition de la censure.
- 6-7. AFRIQUE
 - « Le Zaïre miraculé » (TV), par Jean-Pierre Langellier.
 - OUGANDA : la « prise d'otages » des ressortissants britanniques par le marchand Amin s'effrite pas M. Collopy.
- 8 à 13. POLITIQUE
 - L'élection du Parlement européen au suffrage universel.
 - Les travaux parlementaires.
- 14-15. LE DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE M. GISCARD D'ESTAING ET VINGT-CINQ LYGÉENS
- 16-17. AÉRONAUTIQUE
 - Dix ans de construction en France.
18. MÉDECINE
 - Le budget de la recherche.
19. SCIENCES
 - Le budget de la recherche.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 21 à 30

LE FOUILLEURON de B. Poirat-Delpach : Mémoires de l'Écluse.

ENTRETIEN : Brian Segal sept ans après « Love Story ».

ROMAN : « Tombes d'Argon », composé Jean Bistat.

POLITIQUE : Pavel Tigrid devant la déroute des révisionnistes.

HISTOIRE : Monnaie de Charité et sa Vente.

SCIENCES HUMAINES : La santé mentale et ses dangers.

ETUDE : Plumes fous sur le « spectacle ».

DÉBAT : La controverse sur les « nouveaux philosophes ».

20. JUSTICE
 - L'Assemblée européenne d'inscrition dans une perspective historique, celle d'une confédération européenne, seule garante durable d'une véritable indépendance nationale. Les républicains repoussent dans leur attachement à la confédération européenne et à l'indépendance nationale. Ils demandent instamment à leurs parlementaires de ne pas compromettre l'unité de la majorité sur un projet qui soumettrait l'adhésion de la France et garantirait leur avenir.
- 22 à 34. ARTS ET SPECTACLES
 - CULTURE : la XXI^e congrès des Archives de France.
 - CINÉMA : Jorge Sanjinés et la réalité andine.
35. RELIGION
 - Paul VI et les rétractaires.
41. ÉQUIPEMENT
 - A PROPOS DE... Le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône pour et par l'Europe.
- 40 à 44. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - ACTION SOCIALE : l'espérance de vie de Lille, quatre ans après.
 - EMPLOI : le dispositif gouvernemental contre le chômage des jeunes multiplie les filières de formation extrascolaires.
 - SYNDICATS : avant le congrès de la C.G.C.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)

Annouces classées (30 à 38) : Anjou (30) ; Carpe (31) ; « Journal officiel » (32) ; L'Europe nationale, Loto (33) ; Météorologie (34) ; Météo (35) ; Bourne (36).

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

préparer le D.E.C.S., c'est bien
préparer le B.T.S. de Distribution, c'est bien...

... préparer les deux à la fois, c'est mieux !

30, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

A B C D E F G

L'élection du Parlement européen

M. SOUSSON (P.R.) : ne pas compromettre l'unité de la majorité.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a réuni, jeudi matin 9 juin, une conférence de presse au cours de laquelle il a rendu compte des travaux du dernier bureau politique de sa formation. Il a aussi précisé la position de son parti en ce qui concerne l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Le bureau politique du parti républicain a rendu public la déclaration suivante : « La France a choisi depuis de longues années, et notamment depuis le début de la cinquième République, la voie de la construction de l'Europe. Le général de Gaulle et le président Pompidou ont fait progresser cette politique. Le président Giscard d'Estaing, depuis toujours défenseur de l'idée européenne, assure la continuité politique de la France. Toute politique qui freinerait la mise en application des engagements électoraux pris par les présidents de la V^e République nuirait à l'efficacité et à la position de la France dans le monde. Elle conduirait à une rupture de la politique de notre pays. Elle compromettrait la construction de l'Europe, c'est-à-dire l'intérêt de la France. »

« L'élection au suffrage direct de l'Assemblée européenne d'inscrition dans une perspective historique, celle d'une confédération européenne, seule garante durable d'une véritable indépendance nationale. Les républicains repoussent dans leur attachement à la confédération européenne et à l'indépendance nationale. Ils demandent instamment à leurs parlementaires de ne pas compromettre l'unité de la majorité sur un projet qui soumettrait l'adhésion de la France et garantirait leur avenir. »

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

Le R.P.R. propose la création d'un secrétariat d'État à l'architecture

Avantage de liberté pour les architectes, des coutées plus franches pour les promoteurs et les maîtres, des commandes pour relancer le bâtiment, telle est la philosophie générale qui se dégage des deux propositions constituant le programme du R.P.R. en matière d'architecture et d'urbanisme. Ce programme a été présenté à la presse, mercredi 12 juin, par M. Jérôme Monod, secrétaire général du mouvement. Claude Labbé, président du groupe parlementaire, et Alain Gillot, président du syndicat des architectes qui, à titre personnel, animait le groupe de travail ayant élaboré ces propositions.

Pour « démocratiser et améliorer le cadre de vie », le R.P.R. propose notamment de :

- Donner des moyens financiers aux conseils d'architecture qui doivent se créer dans chaque département de manière à assurer leur indépendance vis-à-vis des administrations de l'équipement ;
- Faire voter une loi réformant l'enseignement de l'architecture et organisant une sélection parmi les étudiants ;
- Corriger les « perversions » des commandes publiques (40 % de la construction) dont les procédures comme les listes d'agrément entravent la liberté des architectes ;
- Annuler la décision toute récente obligeant à mettre les architectes en compétition pour tout projet public ;
- Créer un secrétariat d'État à l'architecture pour valoriser le facteur « qualité » dans la construction ;
- En présentant un catalogue de deux mesures, M. Claude Labbé a souligné que cette plate-forme « immédiatement applicable » n'était que la suite logique de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, préparée par Jacques Chirac, alors qu'il était premier ministre, et qui est destinée à non à satisfaire les professionnels.

Le conseil d'orientation de l'élevage se prononce sur le contrôle des ateliers avicoles et porcins.

Le conseil d'orientation de l'élevage qui s'est réuni jeudi matin 9 juin devait prendre une décision sur le contrôle de la taille des élevages de volailles et de porcs, dits « hors sol ».

Le principe d'une limitation, qui avait été retenu en 1970 lorsqu'il fut décidé d'implanter un pontailleur géant dans le Nord, a été abandonné pour celui d'un simple contrôle de la taille des ateliers dont le principe serait analogue à celui des permis de construire. Les professionnels de mandats des conseils de contrôle, sans les correspondants à l'unité de travail d'un exploitant familial, l'administration ne veut pas prendre de dispositions malhonnêtes qui mettraient l'élevage français en situation défavorable par rapport à ses concurrents européens.

Au reste, la deuxième phase de la conférence annuelle de l'agriculture qui se tient à l'hôtel Matignon, a été préparée au cours d'une réunion au ministère le 8 juin. Les professionnels et l'administration ont estimé à 70 millions de francs l'augmentation nécessaire des crédits d'orientation pour les contrats « lait-viande ». Les projets de décret sur l'identification permanente des bêtes ont été présentés aux agriculteurs. L'ouverture des offices interprofessionnels aux organisations de consommateurs — ce qui est déjà le cas à l'ONIC (oléagineux) et à l'ONIVIT (vins de table) — a été évoquée, mais les professionnels se sont montrés très réticents. Enfin, le bilan des études sur les problèmes fonciers a été présenté qui a mis en évidence l'étendue du désaccord.

LA CRISE AU FIGARO

Au Figaro, M. Pierre Théron, chef de service et éditorialiste politique, a fait part de sa décision de quitter le quotidien auquel il collaborait depuis 1968, annonce a la Conférence de la presse le 9 juin. Quant à M. Xavier Marchetti, directeur de la rédaction, son nom a subitement disparu de l'« ouï » dans le numéro de ce jeudi 9 juin, alors qu'il y figurait encore la veille, ce qui accredit l'idée de son intention de démissionner.

Ordre national du mérite. — Les généraux Raymond Clément et Alain Le Ray sont élevés à la dignité de grand-croix.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

LE CONFLIT S'AGGRAVE A LA BOURSE DE PARIS

Pas de cotation vendredi

Le conflit social qui a éclaté à la Bourse de Paris à la suite des annonces de licenciements qui pesent sur une vingtaine d'employés d'une charge d'agent de change en liquidation, et qui avait provoqué une série de cotations mardi 7 mai, s'est aggravé mercredi. Après une nouvelle consultation du personnel, ce dernier a décidé de poursuivre des « actions diversifiées », qui se sont traduites jeudi par l'interdiction des cotations, à 13 h 30, et qui entraîneront vendredi une nouvelle grève, totale celle-ci, des cotations. Une délégation des employés devait se rendre hier de Rivoli pour remettre une motion au ministre délégué à l'économie et aux finances. Du côté patronal, on accepte seulement que les licenciements envisagés soient suspendus, avant d'entamer des négociations globales sur l'extension des départs en retraite anticipée. Les syndicats, en revanche, craignent que des licenciements soient annulés au préalable.

Cet affrontement est la conséquence directe de la crise qui affecte actuellement la Bourse, et qui se traduit à la fois par la baisse des cours et par la forte contraction des transactions (— 25,5 % durant les cinq premiers mois de 1977 par rapport à la période correspondante de 1976).

LA GRÈVE DES NETTOYEURS DU MÉTRO POURRAIT PRENDRE FIN

Le conflit de la R.A.T.P. semblerait prendre une tournure négative. Dans la nuit du 7 au 8 juin, la R.A.T.P., compte tenu des risques accrus pour la sécurité des voyageurs et des agents, a entrepris des nettoyages ponctuels exécutés par entreprises dont les chantiers sont ouverts dans le métro. Selon la C.F.D.T., ces opérations ont entraîné des incidents très graves. M. J.-P. Bolichon, secrétaire général de l'U.D.-C.F.D.T., a précisé devant la presse, le 8 juin, que le nettoyage s'est effectué sous le contrôle de la police, qui a interpellé et brutalisé des grévistes. Les délégués syndicaux ont répondu, le 8 juin, les représentants des entreprises de nettoyage qui ont proposé une hausse des salaires de 2,1 %, offre jugée insuffisante.

Les employeurs estiment ne pouvoir faire davantage, compte tenu des clauses des marchés passés avec la R.A.T.P. et du plan Bure. Ces contrats sont-ils révisables ?

Rien n'interdit de penser que la R.A.T.P. n'accéderait pas à cette demande et qu'elle ne puisse alors faire des concessions pour trouver une solution à un conflit qui s'éternise.

Un chef d'atelier de l'usine Brda Siderurgica a été blessé aux jambes de plusieurs coups de pistolet, le jeudi 9 juin au matin, à Milan. L'attentat n'a pas encore été revendiqué. À plusieurs reprises déjà, et notamment le 22 avril dernier aux usines Fiat de Turin, des attentats similaires ont été commis contre des consommateurs et chefs d'atelier, et revendiqués ensuite par les « brigades rouges ». — (A.F.P.)

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

La direction du Matin de Paris, qui n'a pas renoncé à utiliser le titre interdit le Matin, estime, selon une dépêche de l'A.F.P., qu'elle ne se sent pas tenue de respecter une ordonnance qui est tombée en désuétude, puisqu'elle est devenue par d'autres, et notamment par M. Robert Hersant.

Néanmoins, le fait qu'il s'agit là d'une confusion : c'est l'ordonnance du 25 août 1944 qui est généralement invoquée lorsqu'on relève les violations commises par le propriétaire du Figaro, et c'est celle du 30 septembre 1944 qui n'est pas observée par le Matin de Paris, lorsqu'il transforme son titre en le Matin.

Mais est-il, sur le fond, convenable de s'autoriser des violations de la loi commises par d'autres pour justifier les siennes ? — J. S.

LE MATIN... (Suite)

Le trafic de drogue

BAGARRES ET ARRESTATIONS A L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES

Des bagarres, suivies d'arrestations ont eu lieu, mardi 7 et mercredi 8 juin, à l'université de Vincennes. Mardi, au fin d'après-midi, des personnes étrangères à l'université, dont certaines sont des trafiquants de drogue, se sont livrées sur la campus, à des bagarres. Les membres du personnel de l'université, un chercheur et un responsable administratif, sont intervenus, mais l'un des protagonistes avait sorti une arme et, avec le pistolet d'alarme, ont couru à l'arrêt et de l'inc